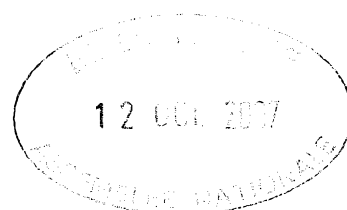


ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU
PARTI QUÉBÉCOIS



ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'AILE PARLEMENTAIRE DU PARTI QUÉBÉCOIS

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

1. Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par le ministre de l'Éducation.

PRIMAIRE ET SECONDAIRE

2. Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2007-2008.
3. Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2003-2004, par année.
4. Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
5. Prévisions d'embauche de personnel enseignant en 2007-2008. Préciser :
 - a) par niveau;
 - b) par région;
 - c) par commission scolaire;
 - d) par matière d'enseignement.
6. Copie du dernier Plan triennal d'immobilisations (PTI).
7. Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école en 2006-2007.
8. État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2006 et prévisions pour le 30 juin 2007.
9. Liste détaillée des mesures utilisées et prévues contre la violence, le taxage et l'intimidation à l'école. Copie du plan d'action ministériel à cet effet.
10. Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes.
11. Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2005-2006 avec, pour chacune :
 - a) Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
 - b) La liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.
12. Tableau comparatif 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires. Détail des nouvelles mesures quant au produit de la taxe scolaire.
13. Tableau comparatif du nombre des demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves

allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.

14. Nombre de demandes de dérogations quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.
15. Liste des projets soumis et ventilation des subventions accordées dans le cadre du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.
16. Enveloppes allouées par le ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Nombre d'écoles qui ne se sont pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.
17. Liste des manuels scolaires approuvés en 2006-2007 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Date d'approbation finale pour chaque manuel.
18. Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
19. Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégorie d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.
20. Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens, assistance, travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires depuis 2003-2004.
21. Ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par poste, en date du 31 mars 2007, en vertu de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005. Prévisions pour 2007-2008 et 2008-2009.
22. Liste des instances régionales de concertation interordres et le détail de leurs actions respectives. Bilan de leurs interventions pour 2006-2007.
23. Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires. Cumul de l'entretien différé accumulé.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

24. Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
25. Copie des échanges intervenus entre le MEQ et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2006-2007.
26. Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation en 2005-2006 et 2006-2007, en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.

27. Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.
28. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2006-2007.
29. Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.
30. Nombre de plaintes en 2006-2007 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

31. État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2006 et prévisions pour 2007-2008.
32. Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des collèges en 2006-2007.
33. État des besoins relatifs à la révision des programmes de niveau technique. Copie des documents produits à ce sujet.
34. Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
35. Sommes accordées en 2006-2007 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2007-2008.
36. Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.
37. Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.
38. Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
39. Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour les cinq dernières années disponibles.
40. Copie de toutes les études, avis, analyses et travaux en cours concernant la déréglementation des droits de scolarité des étudiants étrangers.
41. Portrait détaillé des frais d'inscription, d'admission, technologiques, de services à la vie étudiante, d'activités sportives, etc., en vigueur dans chaque université québécoise.
42. Copie et coût des contrats d'études commandés par le ministre de l'Éducation, en juin 2006, à quatre experts, afin de donner suite au Rapport Gervais. Copie des études et des correspondances échangées avec le ministère.

LOISIR ET SPORT

43. Copie du plan stratégique 2006-2007 présenté au Secrétariat au loisir et au sport.

44. Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2007 avec :
 - a) objectifs, critères d'admissibilité, réalisations 2006-2007;
 - b) budgets respectifs;
 - c) nombre de demandes reçues, projets refusés et acceptés et nombre de participants pour chacun des projets, s'il y a lieu;
 - d) montant de la subvention de chaque organisme, municipalité, entreprise.
45. Sommes investies en 2006-2007 dans le programme de soutien aux infrastructures de loisir et de sport. Prévisions pour 2007-2008.
46. Montant des subventions accordées par le Secrétariat au loisir et au sport aux fédérations sportives par le biais du programme de soutien aux opérations régulières pour 2006-2007. Liste des fédérations sportives en bénéficiant et montant alloué à chacune d'entre elles.
47. Sommaire des subventions accordées aux autres organismes sportifs et liste détaillée des subventions accordées dans le cadre de ces programmes :
 - a) Programme de soutien aux événements sportifs;
 - b) Centre national multisport-Montréal;
 - c) Fédération québécoise du sport étudiant;
 - d) Corporation Sports-Québec;
 - e) Programme Équipe-Québec;
 - f) Les bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence;
 - g) Les bourses de la Fondation Palestre nationale;
 - h) Soutien aux athlètes identifiés auprès de la direction du sport et de l'activité physique.
48. Soutien financier accordé aux athlètes québécois pour l'exercice financier 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
49. Sommaire des subventions accordées et listes des subventions accordées dans le cadre des programmes suivants :
 - a) Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir;
 - b) Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées;
 - c) Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport;
 - d) Programme d'assistance financière aux camps de vacances;
 - e) Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la fête nationale;
 - f) Programme Chantiers jeunesse;
 - g) Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience;
 - h) Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir;
 - i) Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes;
 - j) Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains;
 - k) Soutien financier au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec;
 - l) Soutien financier au Conseil québécois du loisir;
 - m) Soutien financier pour le projet Archipel (ville de Longueuil)
50. Liste des subventions accordées à la Fédération de l'âge d'or du Québec en 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
51. Effectifs et subventions de Kino-Québec en 2006-2007. Prévisions 2007-2008.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par le ministre de l'Éducation.

RÉPONSE

Voir documents ci-joints.

30700
MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

29 janvier 2007

OBJET : Modifications au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire

SOMMAIRE

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

Exposé de la situation

Le 24 mai dernier, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport rendaient publiques les orientations visant à améliorer les communications adressées aux parents sur le cheminement scolaire de leur enfant afin qu'elles soient simples, claires et compréhensibles.

Dans cette foulée, le ministre considère comme pertinent que soient apportées des modifications au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, plus particulièrement aux dispositions relatives à l'évaluation des apprentissages, afin que les parents soient mieux informés par le bulletin des apprentissages de leur enfant à mi-chemin du premier cycle du secondaire, soit en première secondaire, et afin que le résultat dans chacune des matières obligatoires soit exprimé sous forme de note au bilan de fin du premier cycle, soit en deuxième secondaire.

De plus, puisque l'article 227 de la Loi sur l'instruction publique, qui prévoit une clause dérogatoire à la Charte canadienne des droits et libertés, cessera d'avoir effet à compter du 1^{er} juillet 2008 (Lois de 2005, c. 20, a. 19), il apparaît approprié de modifier le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, plus particulièrement les dispositions relatives aux listes des matières de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, afin d'y substituer la matière obligatoire « Éthique et culture religieuse » aux matières obligatoires « Enseignement moral » et « Enseignement moral et religieux (catholique ou protestant) ». Ces modifications s'inscrivent dans la foulée de la publication, en 2005, des orientations ministérielles et de l'adoption, le 15 juin 2005, de la Loi modifiant certaines dispositions de nature confessionnelle dans le domaine de l'éducation (Lois de 2005, c. 20). À cet effet, le Ministère est à élaborer un programme d'éthique et de culture religieuse pour le primaire et le secondaire.

En outre, les rapports (Corbo, États généraux sur l'éducation, Lacoursière, Inchauspé) qui, depuis 1994, ont analysé la situation de la connaissance du monde contemporain par les jeunes Québécois ont rappelé l'importance, pour les élèves de 5^e secondaire, d'étudier des réalités marquantes du monde contemporain, notamment les génocides et les grands conflits du 20^e siècle, dans une perspective pluridisciplinaire et pas uniquement économique. En conséquence, pour marquer cette approche pluridisciplinaire (aspects temporel, territorial, politique et économique) plutôt que centrée sur la question économique, la matière « Environnement économique contemporain », inscrite à la grille-matières de 5^e secondaire des parcours de formation générale et de formation générale appliquée, est remplacée par la matière « Monde contemporain ».

Solution possible

La seule solution possible pour prescrire les orientations envisagées à l'égard du bulletin et du bilan des apprentissages au secondaire consiste à édicter un règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

Le projet de règlement proposé vient préciser les dispositions quant à l'appréciation générale des apprentissages pour chacune des matières de l'élève, sous forme de notes, de cotes ou de

commentaires au dernier bulletin de la première secondaire. Il vient aussi préciser l'utilisation des notes par matière obligatoire au bilan de fin du premier cycle, soit en deuxième secondaire, tout comme en troisième, en quatrième et en cinquième secondaire.

Avantages et inconvénients de la solution possible

Le projet de règlement rendra prescriptibles des mesures afin principalement de faire en sorte que les bulletins soient plus simples, plus clairs et plus compréhensibles.

Aucun désavantage n'est envisagé.

Implications financières

Les modifications réglementaires proposées pourraient impliquer des dépenses relativement minimales pour certains organismes scolaires contraints de réviser leur système de gestion informatisée des résultats. Dans ce cas, ces dépenses seraient financées à même les budgets déjà existants.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

211598
26476MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRESGOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

17 juillet 2006

OBJET : Approbation du Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dans le cadre du processus annuel d'approbation des programmes d'immobilisations, présente le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQI) pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011.

Le montant global du PQI 2006-2011 s'élève à 824,264 millions de dollars dont un montant ferme de 254,156 millions de dollars pour l'année 2006-2007, qui correspond au montant présenté au Conseil du trésor.

Les enveloppes normalisées destinées au maintien des actifs ainsi que l'enveloppe pour le développement des systèmes d'information totalisent 122,727 millions de dollars pour l'année 2006-2007. Est aussi incluse dans ces enveloppes une enveloppe de rattrapage de 31,700 millions de dollars.

Au chapitre des initiatives nouvelles figurent deux volets totalisant 159,729 millions de dollars : les projets d'ajouts d'espace et les projets d'infrastructures de recherche.

Les projets d'ajout d'espace d'un montant global de 77,800 millions de dollars correspondent à ceux qui ont été présentés au Conseil du trésor. Parmi ceux-ci, des investissements sont consentis pour la construction de l'École John-Molson de l'Université Concordia et pour la construction du pavillon des Premières Nations de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, tels qu'annoncés lors du Discours sur le budget 2006-2007.

Les projets d'infrastructures de recherche totalisant 81,929 millions de dollars sont ceux faisant l'objet de virements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, autorisés par le Conseil du trésor le 28 mars 2006 et le 23 mai 2006.

Quant aux parachèvements, le projet d'ajout d'espace autorisé dans un plan antérieur, mais dont la réalisation n'est pas complétée, est réinscrit. Il totalise 11,700 millions de dollars pour l'année 2006-2007.

Un projet de décret concernant le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 est joint au présent mémoire.

2- Loi existante

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 doit être approuvé par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

3- Solutions possibles

Ne s'applique pas.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Ne s'applique pas.

5- Analyse comparative

Ne s'applique pas.

6- Activité réglementaire

Ne s'applique pas.

7- Implications financières

L'annexe A présente les nouveaux engagements pour les cinq prochaines années ainsi que l'évolution des projets en parachèvement déjà autorisés dans les plans antérieurs.

L'annexe B présente les conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du plan.

L'annexe C présente la répartition, par établissement universitaire, des enveloppes normalisées.

8- Relations intergouvernementales

Ne s'applique pas.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Ne s'applique pas.

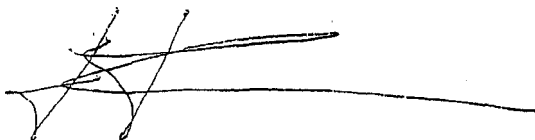
10- Implications sur les jeunes

Ne s'applique pas.

11- Consultation entre ministères

Ne s'applique pas.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

24598

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRESGOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

21 juin 2006

OBJET : Approbation du Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dans le cadre du processus annuel d'approbation des programmes d'immobilisations, présente le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQI) pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011.

Le montant global du PQI 2006-2011 s'élève à 702,164 millions de dollars, dont un montant ferme de 254,156 millions de dollars pour l'année 2006-2007, qui correspond au montant présenté au Conseil du trésor.

Les enveloppes normalisées destinées au maintien des actifs ainsi que l'enveloppe pour le développement des systèmes d'information totalisent 122,727 millions de dollars pour l'année 2006-2007. Est aussi incluse dans ces enveloppes une enveloppe de rattrapage de 31,700 millions de dollars.

Au chapitre des initiatives nouvelles figurent deux volets totalisant 159,729 millions de dollars : les projets d'ajouts d'espace et les projets d'infrastructures de recherche.

Les projets d'ajouts d'espace d'un montant global de 77,800 millions de dollars correspondent à ceux qui ont été présentés au Conseil du trésor. Parmi ceux-ci, des investissements sont consentis pour la construction de l'École John-Molson de l'Université Concordia et pour la construction du pavillon des Premières Nations de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, tels qu'annoncés lors du discours sur le budget 2006-2007.

Les projets d'infrastructures de recherche totalisant 81,929 millions de dollars sont ceux faisant l'objet de virements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, autorisés par le Conseil du trésor le 28 mars 2006 et le 23 mai 2006.

Quant aux parachèvements, le projet d'ajout d'espace autorisé dans un plan antérieur, mais dont la réalisation n'est pas complétée, est réinscrit. Il totalise 11,700 millions de dollars pour l'année 2006-2007.

Un projet de décret concernant le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 est joint au présent mémoire.

2- Loi existante

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 doit être approuvé par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

3- Solutions possibles

Ne s'applique pas.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Ne s'applique pas.

5- Analyse comparative

Ne s'applique pas.

6- Activité réglementaire

Ne s'applique pas.

7- Implications financières

L'annexe A présente les nouveaux engagements pour les cinq prochaines années ainsi que l'évolution des projets en parachèvement déjà autorisés dans les plans antérieurs.

L'annexe B présente les conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du plan.

L'annexe C présente la répartition, par établissement universitaire, des enveloppes normalisées.

8- Relations intergouvernementales

Ne s'applique pas.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Ne s'applique pas.

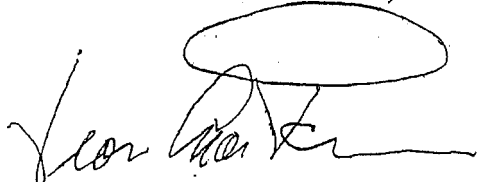
10- Implications sur les jeunes

Ne s'applique pas.

11- Consultation entre ministères

Ne s'applique pas.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Marc Fournier', with a large, loopy flourish above the name.

JEAN-MARC FOURNIER

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport

23 mai 2006

OBJET : Modifications législatives permettant d'améliorer le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation dans la foulée des travaux du Groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 - Exposé de la situation

En juin 2004, dans la foulée du dévoilement du *Plan de modernisation de l'État 2004-2007*, un mandat est donné à un groupe de travail d'examiner le rôle, le mandat et le fonctionnement d'un certain nombre d'organismes publics québécois en vue d'alléger, de façon significative, les structures de l'administration publique.

Le 17 mai 2005, la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, M^{me} Monique Jérôme-Forget, rend publiques les conclusions du Groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement du Québec, présidé par M. Thomas J. Boudreau.

Le rapport Boudreau contient un certain nombre de recommandations concernant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), organisme qui relève directement du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Il est alors convenu de donner suite aux recommandations du rapport Boudreau en proposant des modifications à la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60).

D'autres modifications, souhaitées par le Conseil, ont pour but d'améliorer le fonctionnement de l'organisme.

Ces modifications se traduisent dans un projet de loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60), joint en annexe au présent mémoire.

2 - Lois existantes

Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60)

Autres lois modifiées par le projet de loi :

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)

Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15)

3 - Modifications proposées

3.1 Mandat du Conseil supérieur de l'éducation

Dans le préambule de la Loi, la nouvelle formulation du mandat précise que le Conseil :

- constitue le lieu privilégié de réflexion en vue du développement d'une vision globale de l'éducation au Québec;
- a pour fonction de conseiller le ministre sur toute question relative à l'éducation.

3.2 La consultation en vue des nominations au CSE

Les associations les plus représentatives d'étudiantes et d'étudiants sont ajoutées à la liste des organismes consultés en vue des nominations au CSE.

3.3 Durée du mandat des membres du CSE

Désormais, les membres du CSE sont nommés par le gouvernement pour un mandat d'au plus quatre ans.

3.4 Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation

L'obligation faite au CSE de transmettre annuellement au ministre un rapport sur l'état et les besoins de l'éducation est modifiée. Il est dorénavant prévu qu'il le fera périodiquement.

3.5 Règlement de régie interne

L'obligation faite au CSE de soumettre son règlement de régie interne à l'approbation du gouvernement est abolie. Le ministre pourra toutefois exiger que ce règlement lui soit communiqué en vertu de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15).

3.6 Nombre de réunions tenues par le CSE

Le nombre de réunions que doit tenir le Conseil n'est plus fixé par la Loi. Le nombre de réunions sera fixé par le CSE dans son règlement de régie interne.

3.7 Membres du personnel du CSE

Les secrétaires ainsi que les autres membres du personnel du CSE seront nommés conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

3.8 Rôle du représentant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport au sein du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études du Conseil

La représentante ou le représentant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études n'a plus droit de vote pour éviter tout conflit d'intérêts.

3.9 Les commissions et le comité du Conseil

Les commissions du CSE ne sont plus instituées par la Loi. En lieu et place, le CSE est habilité à former les commissions qu'il juge utiles pour la bonne marche de ses travaux. Conséquemment, le CSE peut maintenir les commissions existantes, les regrouper ou, s'il estime que leur maintien n'est pas nécessaire, les abolir.

Toutefois, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, institué par la Loi, est maintenu.

3.10 L'examen des règlements par le CSE

L'examen, par le CSE, des règlements que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport propose d'édicter n'est plus obligatoire, sauf dans les cas où ces règlements sont en lien direct avec le mandat du CSE.

Ainsi est maintenue l'obligation du ministre, contenue dans la Loi sur l'instruction publique et dans la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, de soumettre à l'examen du CSE tout projet de règlement relatif aux régimes pédagogiques ou au régime des études collégiales.

4 - Activités réglementaires

Les solutions réglementaires prévues visent l'amélioration et l'allègement du fonctionnement du CSE.

5 - Implications financières

Les modifications proposées n'ont pas d'incidence financière.

6 - Relations intergouvernementales

Les modifications proposées n'ont aucune incidence sur les relations intergouvernementales puisque les activités du CSE relèvent exclusivement de la compétence du gouvernement du Québec.

7 - Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale et sur la Métropole

Les modifications proposées n'ont aucune incidence sur la localisation des bureaux du CSE à Québec et à Montréal qui y sont maintenus.

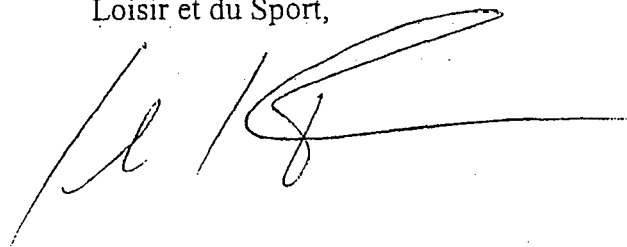
8 - Implication sur les jeunes

La modification incluant les représentantes et représentants des associations étudiantes dans le processus de consultation en vue des nominations au CSE valorise la participation et l'engagement des jeunes dans les instances reliées à l'éducation.

9 - Consultation

Les modifications proposées à la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation ont été soumises aux membres du CSE, qui y sont favorables, reconnaissant que le fonctionnement du Conseil en sera amélioré.

Le ministre de l'Éducation, du
Loisir et du Sport,



22863
MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

25 avril 2006

OBJET : Projet de loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

I. Exposé de la situation

Lors du dernier discours du budget, le ministre des Finances a annoncé la création du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (Fonds), doté d'une enveloppe de 30 millions de dollars par année, financée par une partie des revenus de la taxe sur le tabac actuellement versée au Fonds spécial olympique.

Il a ajouté que ce fonds permettrait :

- la mise sur pied d'un programme de soutien aux installations sportives qui générera, avec la participation de partenaires, des investissements totalisant 500 millions de dollars (une somme de 24 millions de dollars par année sera versée dans le Fonds à cette fin);
- l'affectation, dans la foulée du rapport du Groupe de travail sur l'accueil d'événements sportifs internationaux au Québec, d'une somme de 6 millions de dollars par année, à la mise en candidature et à l'organisation de grands événements sportifs.

Par ailleurs, le document « Renseignements additionnels sur les mesures sur le budget » indiquait :

- que les revenus qui seront consacrés au fonds en 2006-2007 seront de 15 millions de dollars et de 30 millions de dollars par année à compter de 2007-2008;
- que le gouvernement fédéral sera invité à s'associer à cette mesure de sorte que le niveau d'investissements pourrait être supérieur à la prévision de 500 millions de dollars pour les cinq prochaines années et que plus d'événements sportifs pourraient être tenus au Québec;
- que ce fonds permettra de mettre en place les conditions requises pour le développement d'une culture sportive au sein de la population québécoise, notamment par son accès à des installations adéquates et sa participation à des activités ou à des grands événements qui en font la promotion, conditions qui ne peuvent pas lui être offertes actuellement, en raison principalement d'un déficit important d'installations sportives et récréatives et de l'état souvent vétuste et non conforme aux normes des installations disponibles;
- que la sédentarité est un fléau qui affecte la population nord-américaine et qui exerce une pression grandissante sur les coûts des soins de santé et que, comme l'a souligné le rapport Perrault portant sur *L'amélioration des saines habitudes de vie chez les jeunes*, l'augmentation de la prévalence de la sédentarité et de l'excès de poids chez les jeunes Québécois est associée au développement de plusieurs maladies chroniques et affecte l'espérance de vie de la population;
- que la création du Fonds permettra de consacrer annuellement 24 millions de dollars par année pour le service de dette relatif à la réalisation d'investissements dans les installations sportives et récréatives, en partenariat notamment avec les municipalités et les établissements d'enseignement.

2. Lois existantes

Le présent mémoire n'a aucun lien avec les lois existantes.

3. Solution préconisée

Étant donné que la création du Fonds requiert l'adoption par l'Assemblée nationale d'un projet de loi et que la création de ce fonds est une mesure importante du dernier budget du ministre des Finances, le présent mémoire ne décrit qu'une seule solution. Celle-ci consiste en l'adoption par l'Assemblée nationale d'une loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique. Cette loi comprendrait des dispositions visant à déterminer les affectations du Fonds, ses sources de financement et ses règles de fonctionnement.

Cette loi prévoirait aussi que le ministre du Revenu verserait, aux dates et selon les modalités déterminées par le gouvernement, une partie du produit de l'impôt sur le tabac pour un montant de 15 millions de dollars pour l'année financière 2006-2007 et de 30 millions de dollars par année pour les années subséquentes.

4. Les avantages et les inconvénients de la solution préconisée

Avantages

La solution préconisée mettrait en place l'élément principal requis pour la mise en œuvre de l'une des mesures importantes annoncées lors du dernier discours sur le budget. Elle rendrait alors possible le financement de deux programmes de soutien, l'un destiné aux installations sportives et récréatives et l'autre, aux événements sportifs.

L'adoption du projet de loi instituant le Fonds permettrait au gouvernement de mieux faire ressortir auprès du public sa volonté de promouvoir la culture sportive au sein de la population québécoise et ainsi de créer un premier véritable héritage olympique depuis 1976.

À la suite de la création du Fonds, des investissements de l'ordre de 500 millions de dollars pourront être suscités, même davantage si le gouvernement fédéral s'y associe. Ces investissements permettraient de fournir à la population et à ses athlètes, en plus d'une accessibilité à des installations actuelles adéquates et sécuritaires, des installations additionnelles adaptées à la pratique de disciplines qui se sont développées au cours des dernières années. Il permettrait l'implantation d'un réseau d'installations adéquates non seulement pour la population qui s'adonne à l'activité physique, mais aussi pour les jeunes et les athlètes qui font de la compétition sur le plan régional, national et international. En effet, les projets admissibles pourraient comprendre la construction ou la rénovation et la mise aux normes d'installations comme les terrains de soccer et de football naturels ou synthétiques, les piscines, les salles de gymnastique, les pistes de patinage de vitesse, longue et courte piste, ainsi que des installations plus spécialisées comme un centre intérieur de volley-ball ou un vélodrome.

Cette solution rendrait aussi possible, grâce au programme de soutien aux événements sportifs internationaux et pancanadiens, l'élaboration avec des partenaires, notamment les fédérations sportives, d'une stratégie et d'un plan d'action à long terme qui permettrait d'améliorer les chances du Québec d'attirer les événements sportifs les plus structurants pour le développement de la culture sportive au sein de la population.

Par ailleurs, cette solution ajouterait deux nouvelles actions, soit la création du Fonds et celle des deux programmes de soutien qu'il financera, à celles réalisées, au cours des dernières années, par l'actuel gouvernement pour le développement d'une culture sportive au sein de la population québécoise. Ces actions ont été l'instauration du programme Équipe Québec, le mouvement de mobilisation de la communauté québécoise afin d'encourager nos athlètes qui participent à de grands événements, la campagne pour les saines habitudes de vie et pour combattre l'obésité qui inclut notamment le programme Vas-y, fais-le pour toi!, la Journée nationale du sport et de l'activité physique, l'implantation du Centre d'entraînement des sports aquatiques du Québec, l'augmentation de 90 minutes du temps de présence en classe au primaire, dont une partie consacrée à l'éducation physique.

Le développement de la culture sportive au sein de la population favoriserait l'amélioration de la santé des Québécois et la lutte contre la sédentarité, un fléau qui affecte particulièrement les jeunes Québécois.

En effet, l'inactivité physique expliquerait, pour une large part, qu'environ un jeune Québécois sur quatre âgé de 6 à 16 ans présente un surplus de poids (embonpoint ou obésité). Un Québécois sur deux âgé de 12 ans et plus ne fait pas suffisamment d'activité physique. La population québécoise est considérée comme la plus sédentaire au Canada après celle de trois provinces de l'Atlantique (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador) et du

Nunavut. Selon une étude canadienne, les coûts annuels en soins de santé liés à la sédentarité au Québec s'élèveraient à 1,25 milliard de dollars, soit 2,6 % des coûts totaux en soins de santé.

Inconvénients

L'inconvénient de cette solution réside essentiellement dans le risque de soulever, lors de l'examen du projet de loi par l'Assemblée nationale, des débats concernant les motifs qui amènent le gouvernement à décider d'allouer 30 millions de dollars par année à des fins de sport et d'activités physiques plutôt que, par exemple, aux priorités gouvernementales que sont l'éducation, la santé ou la réduction de la dette.

5. Analyse comparative

Plusieurs nations ont mis en place des programmes destinés aux activités sportives et récréatives. Par exemple, le gouvernement belge finance, à même son budget de dépenses, des contributions à la construction et à la rénovation d'installations sportives.

La France, par ailleurs, a créé « Le Fonds national pour le développement du sport » pour la rénovation ou la construction d'équipements sportifs. Ce fonds est alimenté par un prélèvement :

- de 2,9 % sur les sommes mises en France aux jeux gérés par une société similaire à Loto-Québec (la société La Française des jeux);
- de 5 % sur les droits de cession, par l'organisateur, à un service de diffusion télévisuelle, des droits de retransmission d'événements sportifs.

L'Angleterre, l'Australie et l'Ontario ont aussi créé des fonds spéciaux pour financer des activités dans le domaine du sport et de l'activité physique. Ces fonds sont alimentés entre autres par des revenus de loterie.

6. Implications financières

Selon les estimations relatives au rythme de réalisation des investissements prévus, des surplus pourront être générés au cours des premières années d'activités du Fonds. Toutefois, les surplus accumulés diminueront au fur et à mesure de l'acquittement des obligations du Fonds à l'égard des versements relatifs à des services de dette. Les surplus ou déficits seront prévus au cadre financier du gouvernement et comptabilisés à ses états financiers.

7. Relations intergouvernementales

Lors de la dernière Conférence des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du Sport, de l'Activité physique et des Loisirs (Regina, 4 et 5 août 2005), les ministres ont affirmé leur volonté de faire des installations pour les sports et les loisirs leur plus grande priorité et ils ont convenu d'établir les paramètres d'un programme pancanadien.

Des discussions pour établir ces paramètres ont été interrompues avant la dernière élection fédérale. Celles-ci devraient être reprises dans les prochaines semaines pour associer le gouvernement fédéral à l'initiative du gouvernement du Québec et ainsi accroître ses retombées.

8. Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la métropole

La mise en place du nouveau programme de soutien aux installations sportives et récréatives permettrait la réalisation d'investissements qui feraient en sorte que le réseau d'installations présent sur le territoire québécois soit consolidé et amélioré pour que :

- la population ait accès sur le plan local et régional à des installations adéquates pour faire de l'activité physique;
- les membres de cette population ayant des aptitudes à des compétitions aient accès à des centres d'entraînement plus spécialisés;
- les athlètes disposant de plus d'aptitudes pour de la compétition internationale aient accès à des centres québécois très spécialisés.

La réalisation d'événements sportifs d'envergure au Québec se traduira aussi d'une façon ou d'une autre par d'importantes retombées pour toutes les régions du Québec. Ces retombées seront sportives, sociales, économiques et touristiques.

9. Implications pour les jeunes

Les retombées décrites dans les sections précédentes relativement à la création des deux nouveaux programmes se répercuteront davantage chez les jeunes étant donné qu'ils sont la principale clientèle des installations et des événements sportifs visés par les deux nouveaux programmes.

10. Consultation entre les ministères

Le ministère des Finances a été consulté lors de la préparation du présent mémoire et du projet de loi et est d'accord avec leur contenu.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du sport,



JEAN-MARC FOURNIER

MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRESGOUVERNEMENT DU QUÉBEC

DE : Monsieur Philippe Couillard
Ministre de la Santé et des Services sociaux

21 avril 2006

et

Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

OBJET : Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. EXPOSÉ DE LA SITUATION

1.1 INTRODUCTION

Ce mémoire conjoint présente la politique triennale gouvernementale des nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que du recrutement de médecins sous permis restrictif au Québec.

1.2 OBJECTIFS VISÉS PAR LA POLITIQUE

La politique triennale est le principal levier dont dispose le gouvernement pour déterminer l'ajout de médecins au Québec en fonction des objectifs suivants :

- doter, à moyen terme, le Québec d'un nombre suffisant de médecins pour équilibrer l'offre et la demande de services médicaux ;
- utiliser une partie des capacités d'accueil des facultés de médecine du Québec pour admettre des candidates et des candidats canadiens et étrangers, contribuant ainsi au rayonnement des universités québécoises, à l'émulation des étudiants et à la diffusion des connaissances scientifiques.

1.3 DÉMARCHES AYANT MENÉ À L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE

Avis de la Table de concertation

La Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a été consultée pour l'élaboration du projet de politique (annexe 1). Les membres de la Table de concertation ont principalement porté leur attention sur :

- le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ;
- le recrutement des médecins exerçant sous permis restrictif au Québec pour répondre à des besoins particuliers.

Le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale

Comme par les années passées, les membres de la Table de concertation ont discuté du nombre de nouvelles inscriptions. Les discussions ont été alimentées par les conditions de formation liées à l'augmentation rapide des inscriptions au cours des dernières années et du financement de la formation médicale.

La Table de concertation a convenu d'augmenter de 24 places les admissions du contingent régulier, destiné à répondre aux besoins du Québec, afin de permettre l'implantation du campus satellite de Saguenay où l'Université de Sherbrooke offrira, en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi, son programme de formation médicale doctorale à compter de septembre 2006. Ainsi, les 748 places offertes l'année dernière dans le contingent régulier croissent à 772 places pour 2006-2007 et se stabilisent à 772 places pour 2007-2008 et pour 2008-2009.

Par ailleurs, le nombre de places offertes dans les contingents particuliers des personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick et des personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études diminue de 24 places, passant de 50 places offertes l'année dernière à 26 places en 2006-2007. En effet, à compter de 2006-2007, 24 étudiants du Nouveau-Brunswick devraient recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Notons que si les conditions d'accueil de ces étudiants du Nouveau-Brunswick à Moncton n'étaient pas réalisées suffisamment tôt en 2006-2007, le campus principal de l'Université de Sherbrooke serait en mesure de les accueillir, comme cela était permis dans les politiques antérieures, afin qu'ils puissent entreprendre leur formation doctorale au Québec.

Le nombre de nouvelles inscriptions prévues au total dans le contingent régulier et les contingents particuliers demeure donc le même pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 que pour l'année 2005-2006, soit 798.

Les membres de la Table de concertation rappellent toutefois qu'il est essentiel que le gouvernement poursuive ses démarches afin d'assurer le financement de la consolidation et du développement des capacités d'accueil des différents milieux de stages nécessaires pour permettre une formation doctorale et postdoctorale de qualité aux futurs médecins. Notons enfin que la Fédération médicale étudiante du Québec s'est opposée au nombre d'admissions proposé et a recommandé une baisse des inscriptions.

Le recrutement des médecins exerçant sous permis restrictif au Québec

Les membres de la Table de concertation ont discuté du contingent des « médecins sélectionnés professeurs ». Les « médecins sélectionnés professeurs » sont des médecins diplômés à l'étranger pouvant être recrutés, avec le soutien d'une faculté de médecine québécoise, pour exercer sous permis restrictif en milieu universitaire afin de répondre à des besoins particuliers en enseignement, en recherche ou en évaluation des technologies. La Table de concertation est en accord avec le maintien du quota actuel de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs ». Ainsi, la politique prévoit que 100 « médecins sélectionnés professeurs » pourront être recrutés de 2002-2003 à 2006-2007, soit le même nombre que pour la période 2002-2003 à 2005-2006 de la politique précédente. Les « médecins sélectionnés professeurs » en place au 30 juin 2005 et pour lesquels le permis restrictif ne sera plus requis pourront aussi être remplacés, tandis que les anatomopathologistes recrutés ne seront pas comptabilisés au contingent.

Les membres de la Table de concertation recommandent aussi la reconduction, pour l'année 2006-2007, des conditions de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs » mises en place l'année dernière afin de s'assurer que ces médecins combient bien des besoins dans les domaines de l'enseignement, de la recherche ou de l'évaluation des technologies. Les facultés de médecine devront également continuer de compléter et de transmettre au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) une fiche signalétique soutenant le recrutement d'un « médecin sélectionné professeur » en milieu universitaire avant tout recrutement.

Le quota de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs » pourra être revu dans la prochaine politique à la lumière des données recueillies grâce aux fiches signalétiques, après une année complète d'utilisation des nouvelles conditions de recrutement en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2005.

Ajustements à la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 proposés par les deux ministères responsables

Les ministères concernés proposent, pour la prochaine politique, de retenir les ajustements recommandés par les membres de la Table de concertation.

Une augmentation de 24 places dans le contingent régulier en 2006-2007

Ces 24 places supplémentaires dans le contingent régulier comparativement à l'année 2005-2006 seront attribuées pour le campus satellite de l'Université de Sherbrooke à Saguenay. Ces places sont indiquées dans le tableau prévu à cette fin dans la politique sous le vocable « campus satellite ». Le nombre minimum de nouvelles inscriptions annuelles exigé pour ce campus est de 24 à compter de 2006-2007.

La politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine offrira donc, dans le contingent régulier, 772 places en 2006-2007, en 2007-2008 et en 2008-2009 comparativement à 748 places en 2005-2006.

Une diminution de 24 places dans le contingent particulier des personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick en 2006-2007

Une diminution de 24 places est prévue dans ce contingent particulier en raison des 24 étudiants du Nouveau-Brunswick qui devraient recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec à compter de 2006-2007 dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Toutefois, si les conditions permettant l'accueil de ces étudiants à Moncton n'étaient pas réalisées suffisamment tôt pour permettre la réalisation de ce projet pour 2006-2007, un nombre équivalent d'étudiants pourraient entreprendre leur formation doctorale au Québec, sur le campus principal de l'Université de Sherbrooke, comme cela était permis dans les politiques antérieures.

La politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine offrira donc, dans les contingents particuliers, 26 places en 2006-2007 dont 11 prévues pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick, plutôt que 50 places en 2005-2006 dont 35 inscriptions étaient prévues en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick.

Le recrutement de médecins exerçant sous permis restrictif pour répondre à des besoins particuliers

Les « médecins sélectionnés professeurs »

La présente politique établit un quota de 100 « médecins sélectionnés professeurs » pouvant être recrutés de 2002-2003 à 2006-2007. La politique précédente établissait aussi un quota de 100 « médecins sélectionnés professeurs », mais celui-ci couvrant la période 2002-2003 à 2005-2006. Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins sélectionnés professeurs ».

Les « médecins non professeurs »

La présente politique permet le recrutement de « médecins non professeurs » de 2006-2007 à 2008-2009. Les « médecins non professeurs » détiennent un diplôme de docteur en médecine délivré par une école située à l'extérieur du Canada et des États-Unis et sont recrutés pour répondre à des besoins cliniques en régions non universitaires ayant d'importantes pénuries d'effectifs médicaux. Le recrutement des « médecins non professeurs » n'est pas limité par un quota. Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins non professeurs ». Une légère modification du libellé de la politique précise maintenant que les conditions de recrutement s'appliquaient aux candidats à l'obtention d'un permis restrictif et aussi aux détenteurs d'un tel permis, afin que le MSSS puisse intervenir plus facilement auprès de son réseau et éviter le « maraudage » interétablissement des « médecins non professeurs » déjà en exercice au Québec.

Avis du Conseil médical du Québec

Le Conseil médical du Québec a aussi été consulté sur le projet de politique, conformément aux prescriptions du paragraphe 2^e du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur le Conseil médical du Québec. Dans l'avis qu'ils ont produit (annexe 2), les membres du Conseil médical souscrivent à l'augmentation de 24 nouvelles inscriptions réservées au campus satellite de l'Université de Sherbrooke à Saguenay en autant que la planification des besoins en milieux de stages cliniques d'externat, sur place pour cette nouvelle cohorte, s'amorce immédiatement et qu'aucune augmentation d'inscriptions n'ait lieu dans les campus centraux des quatre facultés de médecine.

La préoccupation principale des membres du Conseil médical du Québec porte sur la qualité de la formation clinique actuelle à l'externat et pour très bientôt à la résidence, particulièrement pour la formation dans les spécialités de base. Les membres du Conseil médical recommandent d'accorder une haute priorité :

- à l'analyse des critères de qualité de l'enseignement clinique que sont :
 - o les rapports des visites d'évaluation des organismes accréditeurs ;
 - o la réussite aux examens concernant le volet des habiletés cliniques par rapport aux connaissances théoriques ;
 - o l'importance accordée, dans les programmes, à l'enseignement des habiletés cliniques et aux aspects liés à la qualité des pratiques ;
 - o les activités de formation en pédagogie médicale, de base et continue, disponibles pour les cliniciens enseignants ainsi que le taux et niveau de participation à ces activités ;
 - o la présence d'un nombre suffisant de cliniciens enseignants dans le cadre des plans d'effectifs médicaux universitaires (PEMU).
- et particulièrement à l'évaluation :
 - o du financement total disponible sur le terrain pour l'enseignement clinique, actuellement et à court terme ;
 - o du nombre d'effectifs médicaux et de places disponibles pour l'enseignement clinique actuellement et à court terme, c'est-à-dire dès 2008-2009, année où les clientèles d'étudiants seront maximales à l'externat ;
 - o de la qualité de l'exposition clinique à l'externat (nombre et types de patients évalués dans divers milieux de stages) ;
 - o de la disponibilité des ressources physiques nécessaires.

Selon le Conseil médical du Québec, cette démarche devra permettre d'identifier les problématiques d'enseignement clinique engendrées par l'augmentation importante des clientèles étudiantes ainsi que les mécanismes et les solutions à mettre en place rapidement pour les résoudre afin d'assurer la pérennité de la qualité de la formation des futurs médecins.

Enfin, les membres du Conseil médical du Québec soutiennent et encouragent la poursuite des efforts déjà consentis pour :

- favoriser l'interprofessionnalisme entre les médecins généralistes, spécialistes et les autres professionnels de la santé ;
- mettre l'accent sur le rôle de la médecine familiale et des spécialités de base dans l'offre de soins médicaux au Québec ;
- rendre disponibles les infrastructures et les technologies de l'information nécessaires à l'amélioration de la performance des activités médicales ;
- améliorer la rétention des effectifs médicaux formés au Québec ;
- rapatrier les médecins formés au Québec et vivant à l'étranger.

Suivi des recommandations formulées par le Conseil des ministres lors de l'approbation de la Politique des inscriptions dans les programmes de formation médicale postdoctorale pour 2006-2007

Dans sa décision du 25 janvier 2006, le Conseil des ministres confiait au ministre de la Santé et des Services sociaux et au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le soin de s'assurer que deux documents soient transmis au Conseil des ministres avant ou au moment du dépôt de la présente : la stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux et le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine.

La stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux

Le gouvernement du Québec s'est engagé, dans le cadre des activités de suivi du Forum des générations d'octobre 2004, à proposer une stratégie de renouvellement des effectifs en santé et services sociaux. L'objectif de la stratégie est d'assurer une disponibilité adéquate de la main-d'œuvre, permettant le bon fonctionnement du système de santé et de services sociaux au moyen d'actions souples, adaptées et concertées en matière d'emploi.

Une équipe interministérielle a été mise en place pour élaborer la stratégie. Elle a terminé ses travaux en novembre 2005. Le rapport en résultant propose un survol du contexte socio-économique qui constitue la toile de fond de la problématique du renouvellement des effectifs. Les besoins d'effectifs sont par la suite présentés en fonction des catégories d'emploi. Sont également évoquées les actions déjà initiées par le gouvernement en réponse aux besoins de main-d'œuvre. Finalement, le document propose un plan d'action, en trois principaux axes d'intervention, couvrant les cinq prochaines années.

Les documents relatifs à la Stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux, présentés par madame Michelle Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ont été transmis au Conseil exécutif en février 2006 (mémoire au Conseil des ministres).

Le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine

Le 17 mai 2004, le ministre de la Santé et des Services sociaux et le ministre de l'Éducation ont soumis au Conseil exécutif le mémoire portant sur la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007. À la suite de ce mémoire, le Conseil des ministres a confié aux deux ministres ainsi qu'à la présidente du Conseil du trésor, dans sa décision du 16 juin 2004, le soin de lui

présenter un rapport sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine, le nombre d'inscriptions requises pour atteindre l'engagement gouvernemental et l'appréciation des solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les représentants de ces trois organismes gouvernementaux au cours de l'année 2005. Ces rencontres ont permis de cerner l'impact et les répercussions des décisions du Conseil des ministres relatives à la hausse des admissions autorisées depuis 1999-2000 et à l'implication des facultés de médecine en région et d'apprécier les solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées.

Le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine, le nombre d'inscriptions requises pour atteindre l'engagement gouvernemental et l'appréciation des solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées a été terminé à l'automne 2005. Sous la forme d'une note d'information au Conseil des ministres, ce document a jusqu'à maintenant été approuvé par le ministre de la Santé et des Services sociaux et par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il est présentement au Conseil du trésor pour analyse en vue d'être déposé au Conseil des ministres dans les meilleurs délais.

1.4 PRINCIPAUX PARAMÈTRES

Le tableau suivant présente les paramètres quantitatifs de la première année de la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif. La politique fait une distinction entre les Québécoises et Québécois, les Canadiennes et Canadiens venant des autres provinces et les personnes de nationalité étrangère. Pour distinguer les différents candidats les uns des autres, les critères prévus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dans les politiques sur les droits de scolarité universitaires (annexe 3) sont utilisés.

Tableau 1 - Paramètres quantitatifs de la Politique triennale pour l'année 2006-2007

CONTINGENTS VISÉS	CIBLES RECOMMANDÉES 2006-2007
INSCRIPTIONS AU DOCTORAT EN MÉDECINE	
▪ Québécois (contingent régulier)	772 (+24)
▪ Canadiens via l'entente Québec/Nouveau-Brunswick :	
Du Nouveau-Brunswick	6 (-24)
De l'Île-du-Prince-Édouard	1 (+0)
De la Nouvelle-Écosse	3 (+0)
De Terre-Neuve	1 (+0)
▪ Personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études	15 (+0)
TOTAL	798 (+0)

* Parmi les 772 places autorisées, un maximum de 10 places peut être offert à des étudiants provenant des autres provinces ou territoires canadiens qui satisfont de façon équivalente aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

Le texte complet de la politique triennale apparaît à l'annexe 4 et le projet de décret pour 2006-2007 est présenté à l'annexe 5.

Inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine

Le présent mémoire propose, dans le contingent régulier de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, un nombre de 772 (+24) inscriptions pour 2006-2007, un nombre de 772 (+0) inscriptions pour 2007-2008 et un nombre de 772 (+0) inscriptions pour 2008-2009. Au terme de cette politique triennale, 2316 étudiants (772 x 3 années) auront été admis en médecine pour répondre aux besoins du Québec.

Signalons que les universités pourront admettre au doctorat, à chaque année, jusqu'à 10 candidates et candidats provenant d'autres provinces canadiennes dans le contingent régulier. Par ailleurs, elles doivent remplacer tous les abandons du contingent régulier. En 2005-2006, les facultés ont remplacé 26 étudiants.

En ce qui concerne les contingents particuliers, le présent mémoire propose 26 places annuellement : 11 prévues pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick et 15 prévues pour les personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études.

2. LOIS EXISTANTES

L'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) permet au gouvernement d'autoriser des places supplémentaires dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine destinées à des étudiants provenant de l'extérieur du Québec. Ces places sont assujetties à des contrats d'engagement.

3. ANALYSE COMPARATIVE

Les inscriptions dans les facultés de médecine

Les politiques triennales des inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine prévoient toujours qu'un certain nombre de places sont offertes à des candidats non québécois. En 2006-2007, 36 places sont réservées pour cette clientèle dans les différents contingents.

Par ailleurs, le Québec est la province canadienne où les augmentations des admissions en médecine ont été les plus importantes entre 1996-1997 et 2004-2005. Cette situation crée des pressions financières, organisationnelles et matérielles importantes pour les milieux cliniques d'apprentissage et les universités. En neuf ans, cette augmentation a été de près de 64 %. À titre de comparaison, l'Ontario et l'Alberta, qui ont aussi consenti des efforts considérables à ce chapitre, n'ont haussé leurs admissions que de 31 % et 28,9 % respectivement au cours de la même période. Les autres provinces sont demeurées relativement stables, sauf la Colombie-Britannique qui, entre 2003-2004 et 2004-2005 a connu une hausse marquée de 54,7 % de ses admissions au doctorat en médecine.

Tableau 2 - Comparaison interprovinciale de toutes les nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, 1996-1997 à 2004-2005

Provinces	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Québec	453	452	466	529	566	612	674	734	742
Terre-Neuve	65	61	60	59	60	60	60	60	60
Nouvelle-Écosse	93	80	89	85	84	83	84	93	92
Ontario	538	531	532	539	586	655	701	702	705
Manitoba	74	75	71	75	75	88	89	89	87
Saskatchewan	55	56	55	51	55	60	60	59	59
Alberta	180	177	183	181	227	240	237	238	232
Colombie-Britannique	119	120	120	120	120	128	128	128	198

Sources : L'Association des facultés de médecine du Canada

Il faut aussi noter que deux universités québécoises ont été autorisées à mettre en place des campus satellites qui permettront de former des étudiants à l'extérieur des régions universitaires. Il s'agit de l'Université de Montréal à Trois-Rivières (depuis septembre 2005) et de l'Université de Sherbrooke à Saguenay (à compter, de septembre 2006). D'autres provinces comme l'Ontario et la Colombie-Britannique privilégient aussi la formation des médecins hors des grands centres urbains et ont développé des facultés de médecine en région.

4. LA PROJECTION DES EFFECTIFS MÉDICAUX ET LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EN MÉDECINE

Les modèles de projection développés par le MSSS permettent d'évaluer l'évolution en nombre des effectifs médicaux sur un horizon de deux à trois décennies. Les hausses d'admissions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine des dernières années ont été justifiées, entre autres, par les résultats du modèle de projection des effectifs médicaux de 2001 qui prévoyaient un déficit d'effectifs médicaux pour les années à venir.

Une nouvelle version du modèle de projection sera disponible au cours de l'année 2006. Elle fait présentement l'objet de consultations et d'analyses avec les différents membres du Comité du suivi de la Table de concertation.

Le modèle de projection actualisé prend en considération plusieurs variables dont le nombre annuel d'admissions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine au Québec de 1999-2000 à 2005-2006 et pose l'hypothèse d'un nombre constant d'admissions en médecine à compter de 2006-2007, soit 772 par an. Le modèle permet d'ajuster la projection des effectifs médicaux en tenant compte des taux d'installation, d'activité et d'attrition des médecins.

Les tableaux préliminaires suivants présentent les scénarios modélisés pour la médecine familiale et pour la médecine spécialisée en considérant divers taux d'installation et taux d'attrition. La demande en effectifs médicaux est évaluée pour l'année de départ 2004 et une hypothèse de croissance de 1 % par année est appliquée par la suite. Les taux d'activité des médecins sont maintenus constants aux niveaux observés en 2004. Le déficit en effectifs médicaux à l'année de départ est évalué à 760 pour la médecine de famille et à 1000 pour la médecine spécialisée. Les données sont présentées en nombre de médecins « équivalent temps complet ».

Tableau 3 - Impact des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine de famille

Année	Demande*	Scénario minimum		Scénario moyen		Scénario maximum	
		▪ Taux d'installation de 82 % ▪ Attrition forte		▪ Taux d'installation de 87 % ▪ Attrition normale		▪ Taux d'installation de 92 % ▪ Attrition faible	
		Offre	Déficit	Offre	Déficit	Offre	Déficit
2004	8285	7525	760	7525	760	7525	760
2009	8708	7662	1046	7939	975	7733	769
2014	9152	8043	1109	8658	928	8224	494
2019	9619	8330	1289	9301	1009	8610	318
2024	10109	8485	1624	9831	1241	8868	278
2029	10625	8589	2036	10279	1553	9072	346

* Demande estimée croissante de 1 % par année

Tableau 4 - Impact des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine spécialisée

Année	Demande*	Scénario minimum		Scénario moyen		Scénario maximum	
		▪ Taux d'installation de 72 % ▪ Attrition forte		▪ Taux d'installation de 77 % ▪ Attrition normale		▪ Taux d'installation de 82 % ▪ Attrition faible	
		Offre	Déficit	Offre	Déficit	Offre	Déficit
2004	8943	7943	1000	7943	1000	7943	1000
2009	9399	8069	1330	8340	1229	8170	1059
2014	9879	8375	1504	8963	1295	8584	916
2019	10383	8920	1463	9860	1130	9253	523
2024	10912	9415	1497	10665	1052	9860	247
2029	11469	9796	1673	11334	1119	10350	135

* Demande estimée croissante de 1 % par année

Les résultats des différents scénarios à l'étude tendent à montrer que, malgré les hausses successives d'admissions doctorales en médecine dans le contingent régulier (+ 55 annuellement de 2001 à 2003, + 50 en 2004, + 32 en 2005 et + 24 prévues en 2006), le Québec demeurera en déficit de médecins de famille et de médecins spécialisés à court et à moyen terme.

Les résultats finaux du modèle de projection actualisé seront présentés dans le prochain mémoire sur la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif.

5. IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Au plan financier, les mesures proposées dans ce mémoire ont des impacts pour les universités et les milieux cliniques accueillant des externes et des médecins résidents en stage.

Les subventions habituelles du MELS sont de l'ordre de 25 000 \$ par année par étudiant admis au programme de doctorat en médecine. Dans le cas particulier des 24 places supplémentaires recommandées dans le contingent régulier pour 2006-2007, la formation de cette cohorte d'étudiants de l'Université de Sherbrooke se fera sur un campus délocalisé dans la ville de Saguenay. Le MELS a déjà convenu de majorer les subventions habituelles d'un pourcentage équivalent à 30 % du coût normé pour ces étudiants, pour tenir compte du coût de cette délocalisation. À ces sommes s'ajoutent des montants forfaitaires de 320 000 \$ par année pour les deux premières années et de 160 000 \$ pour les trois années suivantes. Rappelons également que le MELS a déjà autorisé un montant de 2,1 millions de dollars pour doter l'Université du Québec à Chicoutimi des espaces et des équipements nécessaires pour accueillir ces nouveaux étudiants.

La même logique s'applique pour la cohorte d'étudiants du programme de l'Université de Montréal à Trois-Rivières. La majoration qui a été consentie est toutefois de 18 % du coût normé du financement de l'effectif étudiant. Un montant forfaitaire de 100 000 \$ sera aussi versé en 2006-2007 et de 50 000 \$ pour les deux années subséquentes.

Si elle se concrétise, la diminution de 24 places recommandée dans le contingent particulier pour les étudiants en provenance du Nouveau-Brunswick devrait avoir l'effet inverse, c'est-à-dire faire diminuer les coûts dans les universités québécoises. La diminution serait alors de l'ordre de 600 000 \$ annuellement.

D'autre part, afin d'aider les universités à développer rapidement leurs capacités d'accueil et de nouveaux milieux d'enseignement clinique et ainsi leur permettre d'accepter le nombre d'admissions souhaité par le gouvernement, le MELS a décidé de consentir un ajustement particulier en sus du financement normé de l'effectif étudiant. Ce montant pourrait atteindre 8,8 millions de dollars sur trois ans, selon une entente à intervenir avec le Groupe de travail sur les affaires médicales (MEDU) et pour lequel des travaux sont en cours. Une partie de cette somme est non récurrente. Une partie de ce montant pourrait devenir récurrent, selon la démonstration à faire de ces coûts et de leur hauteur. Ce nouvel ajustement s'ajoute à l'ajustement particulier de 6,75 millions de dollars consenti en 2004-2005 pour la hausse des nouveaux inscrits en médecine, qui est reconduit depuis 2005-2006.

6. RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Aucune

7. IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA CAPITALE NATIONALE ET SUR LA MÉTROPOLE

L'implantation de campus satellites en régions semble une alternative intéressante au problème de saturation des milieux actuels d'enseignement médical en régions universitaires et répondre en partie à la nécessité de mieux préparer les futurs médecins à la pratique en régions non universitaires.

8. IMPLICATIONS SUR LES JEUNES

Aucune

9. CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES

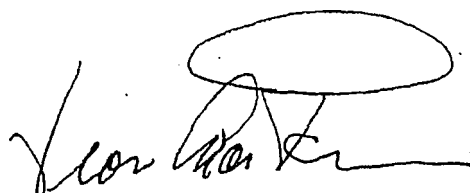
Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de la Santé et des Services sociaux se sont concertés pour la réalisation de ce mémoire conjoint.

Le ministre de la Santé et
des Services sociaux,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line with a vertical stroke intersecting it from the right.

PHILIPPE COUILLARD

Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,

A handwritten signature in black ink, featuring a large, oval-shaped loop at the top and several horizontal strokes below it.

JEAN-MARC FOURNIER

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2007-2008.

RÉPONSE

Au 30 septembre 2006, 1 464 enseignants étaient requis pour l'enseignement de l'anglais, langue seconde (ALS) au primaire.

Les besoins de recrutement en 2007-2008 sont de 60 au primaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2003-2004, par année.

RÉPONSE

La liste des écoles ayant fermé leurs portes est présentée en annexe.

LISTE DES BÂTIMENTS AYANT FERMÉ LEURS PORTES,
PAR RÉGION ET PAR ANNÉE

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
01 Bas-Saint-Laurent	2003	714004	Saint-Charles
02 Saguenay - Lac-St-Jean	2004	721041	Saint-Michel
	2004	722009	Fredeau-Duchesne
	2005	723028	Saint-Louis
	2005	723043	Primaire Fréchette
	2005	723080	Centre 216
03 Capitale-Nationale	2004	732087	C.S.R.M.
	2004	732797	Alexander-Wolff
	2004	881798	Dollard-des-Ormeaux
	2005	732040	Saint-François-d'Assise
	2005	734028	Des Feux-Follets, 1 ^{er} cycle
04 Mauricie	2003	741023	De-La-Ferté
	2003	741043	Blanche-de-Castille
	2003	742001	Saint-Mathieu (Centrale)
	2004	741004	Notre-Dame-de-la-Confiance
	2004	741070	Marguerite-D'youville
	2004	741077	Annexe Ste-Catherine-de-Sienne
	2004	741104	Notre-Dame (Belle-Vallée)
	2004	741116	Panneton
	2004	742005	Sainte-Élisabeth
	2005	741057	Maurice-Poulin
	2005	742004	Saint-Louis
	2005	742024	Saint-Sauveur
05 Estrie	2003	752192	De la Passerelle N° 2
	2004	753003	Castonguay
	2004	753010	Saint-Jean
06 Montréal	2003	769120	Maternelle
	2004	762009	Marie-Reine-des-Coeurs
	2004	762135	Guybourg
	2004	887018	Saint-Ignatius de Loyola
	2004	887034	Sir Wilfrid Laurier
	2005	762027	Saint-François-Xavier
	2005	762104	Charles-Bruneau
	2005	762177	Le Caron
	2005	762225	Canadian Martyrs
	2005	888008	Allancroft
	2005	888019	Seigniory
	2005	888030	Spring Garden
	2005	888039	Charles A. Kirkland
	2005	888055	Bishop Whelan
	2005	888079	Cecil Newman
07 Outaouais	2003	771072	Le Triolet Ed. Ste-Bernadette
	2004	886009	Eardley
	2004	886024	D'Arcy Mcgee
	2005	771071	Le Tremplin Édifice Saint-Antoine

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
08 Abitibi-Témiscamingue	2005	771073	Le Tremplin Édifice Mat. Leblanc
	2005	771094	Des Belles-Rives, Édifice St-Jude
	2005	771101	Des Trois-Saisons, Éd. Lavic. A
	2005	771102	Des Trois-Saisons, Éd. Lavic. B
	2005	771191	Le Progrès
	2005	772144	Saint-Térèse
	2005	886019	Greater Gatineau-Henry A. Ward
	2005	886023	Dr. Wilbert Keon
	2005	886026	St-John'S/Jean-Paul II (prim.)
	2003	783069	Pavillon des Rapides
09 Côte-Nord	2003	785016	Pavillon Morency
	2005	784008	Renaud
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2003	791021	McCormick
12 Chaudière-Appalaches	2004	813038	Collège de Nouvelle
	2005	813021	Primaire Saint-Pie X
13 Laval	2005	821012	Fleuribel
13 Laval	2003	831022	Le Sorbier
	2003	831076	Monseigneur-Laval, Annexe
	2004	831004	Fleur de vie (Pavillon A)
	2004	831005	Fleur de vie (Pavillon B)
	2004	831047	Saint-Charles
	2004	831056	Saint-Christophe
	2004	831088	Les Trois Soleils (Pavillon 1)
	2004	831113	Le Virage
	2005	831006	L'Étincelle
	2005	831036	Ulric-Debien
	2005	831041	Notre-Dame
	2005	831046	Saint-Charles Annexe
	2005	831048	Saint-Victor
	2005	831060	Le Sorbier (préscolaire)
	2005	831061	Le Frêne (préscolaire)
	2005	831089	Les Trois-Soleils (pavillon 2)
14 Lanaudière	2003	841023	Notre-Dame
15 Laurentides	2003	851014	Pavillon du P'tit Bonheur
	2005	851061	Des Érables
	2005	851087	Des Perséides
	2005	852009	Mgr Lacourse
16 Montérégie	2003	869038	Pavillon Les Cèdres
	2004	865004	Jolivent (Pav. des Tilleuls)
	2004	865011	Sacré-Cœur
	2004	868016	Saint-André
	2004	869034	De l'Épervière (Sainte-Anne)
	2004	884015	Vincent Massey
	2005	861011	Jean-de-Brebeuf
	2005	862056	Pavillon Saint-Joseph
	2005	864093	D'Iberville (Pavillon Le Tremplin)
	2005	867005	Christ-Roi
17 Centre-du-Québec	2005	869038	Pavillon Les Cèdres
	2003	873038	Centre Marcel-Proulx
	2004	873003	Sacré-Cœur

<u>Région</u>	<u>Année</u>	<u>Bâtiment</u>	<u>Nom bâtiment</u>
	2005	871011	Parisoleil

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Dans le cadre du renouveau pédagogique, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a versé en 2005-2006 et en 2006-2007, une somme de 8,8 M\$ pour la formation du personnel enseignant et celui des directions d'école.

En 2007-2008, le Ministère versera une somme de 8,3 M\$ à cet égard, puisque le montant de 500 000 \$ qui s'était ajouté en 2005-2006 pour le renouveau pédagogique au secteur adulte sera maintenant intégré à une nouvelle mesure particulière pour ce secteur, à laquelle on ajoutera 6 M\$ l'an prochain.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Prévisions d'embauche de personnel enseignant en 2007-2008. Préciser :

- a) par niveau
- b) par région
- c) par commission scolaire
- d) par matière d'enseignement

RÉPONSE

Les prévisions de besoins de recrutement de personnel enseignant proviennent de l'**Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant** que le Ministère transmet à chacune des commissions scolaires. Ces prévisions sont disponibles pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires :

- a) par niveau (ordre d'enseignement) :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant selon l'ordre d'enseignement pour les années 2007-2008	
Ordre d'enseignement	Prévisions de recrutement 2007-2008
Éducation préscolaire et enseignement primaire	1062
Enseignement secondaire, formation générale des jeunes	1498
Total	2560
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007	

b) par région :

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par région administrative pour les années 2007-2008	
Région administrative	Prévisions de recrutement 2007-2008
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	59
Bas-Saint-Laurent	128
Saguenay-Lac-Saint-Jean	86
Capitale-Nationale	346
Chaudière-Appalaches	127
Mauricie	84
Centre-du-Québec	146
Estrie	220
Montréal	842
Montréal	1163
Laval	375
Lanaudière	215
Laurentides	369
Outaouais	438
Abitibi-Témiscamingue	68
Côte-Nord	93
Nord-du-Québec	360
Source : Tableau 6 de l’Outil d’aide à la planification de l’effectif enseignant – version avril 2007	

- c) par commission scolaire (une valeur négative signifie qu'un surplus d'enseignants est prévu pour cette commission scolaire)

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par commission scolaire pour les années 2007-2008		
Région administrative	Commission scolaire	Prévisions de recrutement 2007-2008
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La Commission scolaire des Îles	6
	La Commission scolaire des Chic-Chocs	8
	La Commission scolaire René-Lévesque	6
	La Commission scolaire Eastern Shore	10
Bas-Saint-Laurent	La Commission scolaire des Monts-et-Marées	11
	La Commission scolaire des Phares	30
	La Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	5
	La Commission scolaire de Kamouraska - Rivière-du-Loup	18
Saguenay-Lac-Saint-Jean	La Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	12
	La Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	0
	La Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	12
	La Commission scolaire De La Jonquière	20
Capitale-Nationale	La Commission scolaire de Charlevoix	10
	La Commission scolaire de la Capitale	49
	La Commission scolaire des Découvreurs	27
	La Commission scolaire des Premières-Seigneuries	41
	La Commission scolaire de Portneuf	1
	La Commission scolaire Central Québec	44
Chaudière-Appalaches	La Commission scolaire de la Côte-du-Sud	7
	La Commission scolaire de L'Amiante	4
	La Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	18
	La Commission scolaire des Navigateurs	35
Mauricie	La Commission scolaire du Chemin-du-Roy	40
	La Commission scolaire de l'Énergie	3
Centre-du-Québec	La Commission scolaire de la Rivéraine	17
	La Commission scolaire des Bois-Francis	25
	La Commission scolaire des Chênes	31
Estrie	La Commission scolaire des Hauts-Cantons	5
	La Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	52
	La Commission scolaire des Sommets	18
	La Commission scolaire Eastern Townships	35
Montérégie	La Commission scolaire de Sorel-Tracy	16
	La Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	32
	La Commission scolaire des Hautes-Rivières	20
	La Commission scolaire Marie-Victorin	87
	La Commission scolaire des Patriotes	73
	La Commission scolaire du Val-des-Cerfs	34

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par commission scolaire pour les années 2007-2008		
Région administrative	Commission scolaire	Prévisions de recrutement 2007-2008
	La Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	53
Montréal (suite)	La Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	-6
	La Commission scolaire des Trois-Lacs	48
	La Commission scolaire Riverside	48
	La Commission scolaire New Frontiers	17
Montréal	La Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	88
	La Commission scolaire de Montréal	207
	La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	123
	La Commission scolaire English-Montréal	82
	La Commission scolaire Lester-B.-Pearson	81
Laval	La Commission scolaire de Laval	117
	La Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	71
Lanaudière	La Commission scolaire des Affluents	68
	La Commission scolaire des Samares	40
Laurentides	La Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	82
	La Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	60
	La Commission scolaire des Laurentides	27
	La Commission scolaire Pierre-Neveu	16
Outaouais	La Commission scolaire des Draveurs	51
	La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	73
	La Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	26
	La Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	26
	La Commission scolaire Western Québec	43
Abitibi-Témiscamingue	La Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	4
	La Commission scolaire de Rouyn-Noranda	13
	La Commission scolaire Harricana	4
	La Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	9
	La Commission scolaire du Lac-Abitibi	4
Côte-Nord	La Commission scolaire du Littoral	16
	La Commission scolaire de l'Estuaire	5
	La Commission scolaire du Fer	22
	La Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	4
Nord-du-Québec	La Commission scolaire crie	61
	La Commission scolaire Kativik	108
	La Commission scolaire de la Baie-James	10
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007		

d) par matière d'enseignement (une valeur négative signifie qu'un surplus d'enseignants est prévu pour cette matière)

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant selon les matières pour les années 2007-2008	
Matière	Prévisions de recrutement 2007-2008
Adaptation scolaire	278
Titulaire préscolaire	220
Titulaire primaire	461
Langue d'enseignement	444
Maths et sciences	880
Enseignement moral et religieux et FPS	-67
Sciences familiales	1
Initiation à la technologie et CMT	-559
Sciences humaines	80
Informatique	26
Langue seconde	268
Éducation physique	70
Musique	70
Arts plastiques	52
Classes d'accueil	18
Autres matières	18
Enseignants orthopédagogues ¹	100
Enseignants ressources ¹	200
¹ Les enseignants orthopédagogues et les enseignants ressources dont il est question ici sont ceux prévus aux conventions collectives (annexe 42 de la convention pour les commissions scolaires pour francophones et annexe 25 de la convention pour les commissions scolaires pour anglophones).	
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie du dernier Plan triennal d'immobilisations (PTI).

RÉPONSE

Voir le tableau présenté en annexe

LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS – PTI 2006-2009

L'enveloppe d'initiatives nouvelles incluse dans le plan triennal d'immobilisations 2006-2009 se répartit comme suit :

INITIATIVES NOUVELLES 2006-2009 En millions de \$		TOTAL
1.0 COMMISSIONS SCOLAIRES		
Formation générale – ajouts d'espaces		
CS Marie-Victorin – Réaménagement et agrandissement – élèves handicapés	7,50	
CS Grandes-Seigneuries – Réam. de l'école prim.-second. Gérin-Lajoie – élèves multihandicapés	0,30	
CS Premières Seigneuries – Agrandissement de l'école primaire Montagnac	0,80	
CS Premières Seigneuries – Agrandissement école primaire Beausoleil (gymnase)	1,00	
CS des Affluents – Transformation d'écoles primaires en écoles secondaires (nord de Montréal)	6,33	
CS des Chênes – Réaménagement de plusieurs écoles	4,08	
CS Lester-B.-Pearson – École secondaire Westwood (2 ^e cycle)	1,50	
CS Rivière-du-Nord – Construction de l'école secondaire de Mirabel	13,96	
CS de Montréal – Agrandissement de l'école primaire St-Jean-de Matha (gymnase)	1,20	
CS Draveurs – Agrandissement de l'école primaire Cantley (gymnase)	1,00	
CS de la région de Sherbrooke – Agrandissement de l'école primaire Notre-Dame-du-Rosaire (gymnase)	0,86	
CS Beauce-Etchemin – Agrandissement de l'école primaire St-Elzéar (gymnase)	0,69	
CS Pierre-Neveu – Agrandissement de l'école primaire St-Eugène (gymnase et services)	0,70	
		39,92
Formation professionnelle		
Volet locaux d'enseignement	48,70	
Volet équipements	2,50	51,20
Commissions scolaires à statut particulier		
CS Crie – Construction de 21 nouveaux logements	1,11	
CS Kativik – Construction d'une école primaire, de logements et d'un centre administratif	13,75	14,86
Autres besoins		
Transformation des laboratoires de science, des ateliers ou autres pour l'implantation du nouveau curriculum au deuxième cycle du secondaire		84,13
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique		5,00
Sous-total commissions scolaires		195,11
2.0 CÉGÉPS		
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique		2,00
Formation technique		
Mise à jour des programmes d'études et implantation de nouveaux programmes		
- Volet locaux d'enseignement	20,43	
- Volet équipements	13,37	33,80
Sous-total cégeps		35,80
3.0 UNIVERSITÉS		
CONCORDIA – Construction du pavillon John-Molson	60,00	
UQAT – Construction du Pavillon des Premières Nations à l'UQAT	3,80	
UQO – Agrandissement Ailes G et H pour répondre à la hausse de l'effectif étudiant	14,00	77,80
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique ¹		3,00
Sous-total universités		80,80
TOTAL DES NOUVELLES INITIATIVES 2006-2009		

¹ Enveloppe accordée aux universités dans le cadre de la stratégie énergétique adoptée par le gouvernement, sous réserve de la modification du PQI 2006-2011.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Détail et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école en 2006-2007.

RÉPONSE

La subvention versée par commission scolaire pour les services de garde en milieu scolaire pour 2006-2007 paraît à l'annexe 1. Les données sur la fréquentation régulière et sporadique, pour l'année 2006-2007, paraissent à l'annexe 2.

**AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE
AUX SERVICES DE GARDE EN 2006-2007**

	<u>2006-2007</u>
R.A. 01 Bas-Saint-Laurent	
711000 Monts-et-Marées, CS des	340 938 \$
712000 Phares, CS des	694 208 \$
713000 Fleuve-et-dés-Lacs, CS du	75 216 \$
714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	<u>468 504 \$</u>
	1 578 866 \$
R.A. 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	
721000 Pays-des-Bleuets, CS du	393 615 \$
722000 Lac-Saint-Jean, CS du	443 519 \$
723000 Rives-du-Saguenay, CS des	1 329 667 \$
724000 De La Jonquière, CS	<u>614 474 \$</u>
	2 781 275 \$
R.A. 03 Capitale-Nationale	
731000 Charlevoix, CS de	180 672 \$
732000 Capitale, CS de la	4 225 384 \$
733000 Découvreurs, CS des	2 640 160 \$
734000 Premières-Seigneuries, CS des	4 649 308 \$
735000 Portneuf, CS de	455 087 \$
881000 Central Québec, CS	<u>337 318 \$</u>
	12 487 929 \$
R.A. 04 Mauricie	
741000 Chemin-du-Roy, CS du	1 828 142 \$
742000 Énergie, CS de l'	<u>1 013 366 \$</u>
	2 841 508 \$
R.A. 05 Estrie	
751000 Hauts-Cantons, CS des	407 067 \$
752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	2 018 629 \$
753000 Sommets, CS des	770 394 \$
883000 Eastern Townships, CS	<u>315 327 \$</u>
	3 511 417 \$
R.A. 06 Montréal	
761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	5 214 478 \$
762000 Montréal, CS de	17 102 654 \$
763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	6 867 713 \$
887000 English-Montréal, CS	2 719 705 \$
888000 Lester-B.-Pearson, CS	<u>3 579 201 \$</u>
	35 483 751 \$

R.A. 07 Outaouais

771000	Draveurs, CS des	3 058 007 \$
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	2 524 781 \$
773000	Coeur-des-Vallées, CS au	842 571 \$
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	136 584 \$
886000	Western Québec, CS	<u>637 579 \$</u>
		7 199 522 \$

R.A. 08 Abitibi-Témiscamingue

781000	Lac-Témiscamingue, CS du	137 645 \$
782000	Rouyn-Noranda, CS de	560 830 \$
783000	Harricana, CS	238 801 \$
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	472 246 \$
785000	Lac-Abitibi, CS du	<u>152 117 \$</u>
		1 561 639 \$

R.A. 09 Côte-Nord

689000 Littoral, CS du

791000	Estuaire, CS de l'	404 671 \$
792000	Fer, CS du	604 077 \$
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	<u>29 542 \$</u>
		1 038 290 \$

R.A. 10 Nord-du-Québec

801000	Baie-James, CS de la	<u>106 994 \$</u>
		106 994 \$

R.A. 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

811000	Îles, CS des	140 999 \$
812000	Chic-Chocs, CS des	209 028 \$
813000	René-Lévesque, CS	297 831 \$
882000	Eastern Shores, CS	<u>35 405 \$</u>
		683 263 \$

R.A. 12 Chaudière-Appalaches

821000	Côte-du-Sud, CS de la	422 285 \$
822000	Appalaches, CS des	241 778 \$
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	1 518 226 \$
824000	Navigateurs, CS des	<u>3 333 130 \$</u>
		5 515 419 \$

R.A. 13 Laval

831000	Laval, CS de	<u>6 470 542 \$</u>
		6 470 542 \$

R.A. 14 Lanaudière

841000	Affluents, CS des	5 267 837 \$
842000	Samares, CS des	<u>1 544 420 \$</u>
		6 812 257 \$

R.A. 15 Laurentides

851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	5 720 820 \$
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	2 535 295 \$
853000	Laurentides, CS des	794 571 \$
854000	Pierre-Neveu, CS	329 867 \$
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	<u>1 252 553 \$</u>
		10 633 106 \$

R.A. 16 Montérégie

861000	Sorel-Tracy, CS de	514 913 \$
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	1 624 368 \$
863000	Hautes-Rivières, CS des	1 842 673 \$
864000	Marie-Victorin, CS	5 831 068 \$
865000	Patriotes, CS des	5 327 595 \$
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 399 570 \$
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	3 649 628 \$
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	836 067 \$
869000	Trois-Lacs, CS des	1 892 680 \$
884000	Riverside, CS	1 458 080 \$
889000	New Frontiers, CS	<u>289 392 \$</u>
		24 666 034 \$

R.A. 17 Centre-du-Québec

871000	Riveraine, CS de la	400 081 \$
872000	Bois-Francis, CS des	1 003 450 \$
873000	Chênes, CS des	<u>1 221 076 \$</u>
		2 624 607 \$

**DONNÉES SUR LA FRÉQUENTATION DES ÉLÈVES
DANS LES SERVICES DE GARDE**

		2006-2007	
		Régulière	Sporadique
R.A.	01 Bas-Saint-Laurent		
711000	Monts-et-Marées, CS des	427	140
712000	Phares, CS des	878	730
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	111	65
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	577	407
		1 993	1 342
R.A.	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		
721000	Pays-des-Bleuets, CS du	483	670
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	560	550
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	1 555	1 425
724000	De La Jonquière, CS	758	328
		3 356	2 973
R.A.	03 Capitale-Nationale		
731000	Charlevoix, CS de	185	268
732000	Capitale, CS de la	5 304	2 465
733000	Découvreurs, CS des	3 421	1 893
734000	Premières-Seigneuries, CS des	5 764	2 362
735000	Portneuf, CS de	611	707
881000	Central Québec, CS	444	707
		15 729	8 402
R.A.	04 Mauricie		
741000	Chemin-du-Roy, CS du	2 146	1 774
742000	Énergie, CS de l'	1 059	1 751
		3 205	3 525
R.A.	05 Estrie		
751000	Hauts-Cantons, CS des	563	422
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	2 889	2 220
753000	Sommets, CS des	1 047	519
883000	Eastern Townships, CS	440	136
		4 939	3 297
R.A.	06 Montréal		
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	5 648	1 047
762000	Montréal, CS de	17 792	4 986
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	8 452	2 089
887000	English-Montréal, CS	2 899	498
888000	Lester-B.-Pearson, CS	4 614	230
		39 405	8 850

N° : 7-PQ
Annexe 2

2006-2007
Régulière Sporadique

R.A. 07 Outaouais

771000	Draveurs, CS des	3 899	1 334
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	3 522	96
773000	Cœur-des-Vallées, CS au	1 216	66
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	154	94
886000	Western Québec, CS	<u>853</u>	<u>94</u>
		9 644	1 684

R.A. 08 Abitibi-Témiscamingue

781000	Lac-Témiscamingue, CS du	194	46
782000	Rouyn-Noranda, CS de	766	294
783000	Harricana, CS	267	42
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	683	510
785000	Lac-Abitibi, CS du	<u>186</u>	<u>86</u>
		2 096	978

R.A. 09 Côte-Nord

689000	Littoral, Cs du		
791000	Estuaire, CS de l'	472	527
792000	Fer, CS du	783	380
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	<u>29</u>	<u>30</u>
		1 284	937

R.A. 10 Nord-du-Québec

801000	Baie-James, CS de la	<u>137</u>	<u>162</u>
		137	162

R.A. 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

811000	Îles, CS des	182	132
812000	Chic-Chocs, CS des	281	126
813000	René-Lévesque, CS	394	206
882000	Eastern Shores, CS	<u>47</u>	<u>25</u>
		904	489

R.A. 12 Chaudière-Appalaches

821000	Côte-du-Sud, CS de la	587	427
822000	Appalaches, CS des	326	133
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	2 056	1 937
824000	Navigateurs, CS des	<u>4 230</u>	<u>4 130</u>
		7 199	6 627

R.A. 13 Laval

831000	Laval, CS de	<u>8 794</u>	<u>1 343</u>
		8 794	1 343

R.A. 14 Lanaudière

841000	Affluents, CS des	6 878	3 722
842000	Samares, CS des	<u>2 002</u>	<u>1 085</u>
		8 880	4 807

N° : 7-PQ
Annexe 2

2006-2007
Régulière Sporadique

R.A.	15 Lanaudière		
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	7 798	2 477
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	3 138	1 537
853000	Laurentides, CS des	1 138	511
854000	Pierre-Neveu, CS	425	55
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	<u>1 671</u>	<u>320</u>
		14 170	4 900
R.A.	16 Montérégie		
861000	Sorel-Tracy, CS de	603	661
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	2 116	1687
863000	Hautes-Rivières, CS des	2 524	655
864000	Marie-Victorin, CS	7 561	2 773
865000	Patriotes, CS des	7 974	1 864
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 948	1 631
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	4 949	249
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	1 175	158
869000	Trois-Lacs, CS des	2 764	1 029
884000	Riverside, CS	2 152	269
889000	New Frontiers, CS	<u>414</u>	<u>33</u>
		34 180	11 009
R.A.	17 Centre-du-Québec		
871000	Riveraine, CS de la	565	441
872000	Bois-Francis, CS des	1 420	879
873000	Chênes, CS des	<u>1 614</u>	<u>936</u>
		3 599	2 256
Total		159 514	63 581
			223 095

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2006 et prévisions pour le 30 juin 2007.

RÉPONSE

La liste jointe en annexe présente, pour chaque commission scolaire, le montant du surplus ou du déficit accumulé au 30 juin 2006.

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2006 Rapport financier analysé - \$
689000	Littoral	956 345
711000	Monts-et-Marées	2 308 583
712000	Phares	2 698 591
713000	Fleuve-et-des-Lacs	2 908 268
714000	Kamouraska—Rivière-du-Loup	3 171 010
721000	Pays-des-Bleuets	9 089 412
722000	Lac-Saint-Jean	1 893 095
723000	Rives-du-Saguenay	4 565 218
724000	Jonquière	1 643 260
731000	Charlevoix	1 856 965
732000	Capitale	8 644 017
733000	Découvreurs	2 756 111
734000	Premières-Seigneuries	4 938 505
735000	Portneuf	2 114 639
741000	Chemin-du-Roy	5 620 196
742000	Énergie	4 730 347
751000	Hauts-Cantons	718 361
752000	Région-de-Sherbrooke	6 601 106
753000	Sommets	4 462 340
759000	Crie	6 193 776
761000	Pointe-de-l'Île	14 791 846
762000	Montréal	16 321 474
763000	Marguerite-Bourgeoys	10 403 820
769000	Kativik	(2 423 327)
771000	Draveurs	(1 899 247)
772000	Portages-de-l'Outaouais	4 341 748
773000	Coeur-des-Vallées	508 805
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	1 008 128
781000	Lac-Témiscamingue	(415 370)
782000	Rouyn-Noranda	2 333 340
783000	Harricana	1 190 243
784000	Or-et-des-Bois	2 064 041
785000	Lac-Abitibi	1 539 594
791000	Estuaire	(405 174)
792000	Fer	7 383 408
793000	Moyenne-Côte-Nord	1 499 965
800000	Comité gestion taxe scolaire l'île Montréal	10 118 914
801000	Baie-James	3 144 351

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2006 Rapport financier analysé - \$
811000	Îles	3 324 955
812000	Chic-Chocs	2 090 757
813000	René-Lévesque	3 250 274
821000	Côte-du-Sud	4 872 113
822000	Appalaches	1 047 602
823000	Beauce-Etchemin	14 108 770
824000	Navigateurs	10 662 569
831000	Laval	8 193 239
841000	Affluents	11 532 594
842000	Samares	8 018 640
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles	15 978 620
852000	Rivière-du-Nord	8 604 590
853000	Laurentides	(284 173)
854000	Pierre-Neveu	1 918 119
861000	Sorel-Tracy	1 289 667
862000	Saint-Hyacinthe	2 034 952
863000	Hautes-Rivières	4 324 055
864000	Marie-Victorin	12 008 103
865000	Patriotes	6 209 570
866000	Val-des-Cerfs	5 115 979
867000	Grandes-Seigneuries	6 400 575
868000	Vallée-des-Tisserands	1 888 405
869000	Trois-Lacs	4 103 054
871000	Riveraine	1 988 583
872000	Bois-Francis	5 968 667
873000	Chênes	2 986 605
881000	Central Québec	24 554
882000	Eastern Shores	1 828 263
883000	Eastern Townships	(3 766 041)
884000	Riverside	659 155
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	1 336 410
886000	Western Québec	447 341
887000	English-Montréal	5 867 715
888000	Lester-B.-Pearson	6 127 789
889000	New Frontiers	113 187

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste détaillée des mesures utilisées et prévues contre la violence, le taxage et l'intimidation à l'école. Copie du plan d'action ministériel à cet effet.

RÉPONSE

Les mesures ayant trait à la sécurité des élèves et à la prévention de la violence sont sous la responsabilité des commissions scolaires et des écoles qui déterminent les mesures appropriées à partir des caractéristiques de leur milieu.

Depuis plus de 10 ans, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a mis en place, dans chaque région, des ressources de soutien et d'expertise pour les élèves qui présentent des troubles du comportement. En 2006-2007 l'investissement du MELS à cet effet est d'environ 1,12 M\$.

Le MELS participe à diverses tables de concertation interministérielle relatives à la prévention de la violence et apporte un soutien à la tenue d'événements permettant aux intervenants scolaires de s'informer ou de se former sur les questions de prévention, entre autres sur la violence à l'école.

En décembre 2003, le MELS a soutenu financièrement le démarrage du réseau canadien pour la prévention de la violence à l'école, dont le siège social est à l'Université Laval. Ce réseau fonctionne de façon autonome.

En novembre 2006, le MELS s'est assuré qu'il y ait dans la programmation du colloque sur les services éducatifs complémentaires, la présentation d'ateliers portant notamment sur différents projets élaborés par le milieu scolaire pour prévenir et contrer la violence à l'école. Trois ateliers ont ainsi été offerts.

Le MELS participe aux travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire qui a pour mandat de soutenir le milieu scolaire dans la prévention et la lutte contre la violence et collabore au suivi de l'implantation de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique.

Le MELS collabore aussi aux travaux des comités interministériels qui œuvrent à la conception d'initiatives ou de plans d'action gouvernementaux, relativement à la lutte contre les gangs de rue et à la criminalité au Québec, la lutte contre l'homophobie, et à ceux du comité sur la prévention de la violence conjugale, familiale et sexuelle et la prévention des agressions sexuelles.

Le MELS élabore en ce moment un plan d'action visant à accompagner le réseau scolaire dans sa responsabilité de prévenir et contrer la violence. Ce plan prévoit principalement une analyse de situation sur la violence perçue et subie dans les écoles primaires et secondaires du Québec ainsi que des sessions régionales de formation et d'accompagnement favorisant la mise en place de stratégies pour prévenir et éliminer la violence dans les milieux.

Depuis 2004-2005, le MELS verse aux commissions scolaires une somme récurrente de 20 M\$ pour l'ajout de ressources professionnelles dans les services complémentaires qui, entre autres, peuvent réaliser des activités de prévention et d'intervention relatives à la violence à l'école.

L'entente de principe, ratifiée en décembre 2005 dans le contexte du renouvellement de la convention collective du personnel enseignant, prévoit un ajout de 90 M\$ additionnels sur 3 ans, pour l'embauche d'enseignants-orthopédagogues, d'enseignants-ressources et des ressources professionnelles et de soutien. Un ajout de 10 M\$ a aussi été consenti pour aider les enseignants affectés à des classes multiprogrammes et pour augmenter le budget de perfectionnement du personnel enseignant. Ces mesures, totalisant 100 M\$, visent à soutenir l'intervention auprès des élèves à risque et des élèves en difficulté sur le plan des apprentissages ou du comportement.

Le MELS participe aux travaux de la Table nationale de lutte à l'homophobie. Au regard de cette collaboration, le 17 mai 2007, lors de la Journée internationale contre l'homophobie qui, cette année, était consacrée au thème de l'éducation, la ministre a transmis aux présidentes et présidents des commissions scolaires une lettre cosignée par la Fédération des commissions scolaires du Québec et l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, pour faire connaître la préoccupation du Ministère et de ses partenaires à l'égard de cette problématique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes.

RÉPONSE

Le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue a été établi sur cinq ans, à partir de l'année 2002-2003. Ce plan d'action quinquennal vient à échéance en 2007. Les ministères et les partenaires impliqués ont poursuivi les travaux liés aux quatre priorités adoptées par le Comité national de suivi de l'implantation de la Politique et continué à mettre l'accent sur les dossiers alors identifiés, à savoir :

- L'accès à la formation de base, comprenant l'élaboration d'un nouveau curriculum de la formation générale des adultes. L'élaboration des versions provisoires des programmes de la formation de base commune (alphabétisation, présecondaire et premier cycle du secondaire) est terminée. En 2006-2007, elles ont fait l'objet d'une validation et d'une mise à l'essai. Une implantation facultative est prévue en 2007-2008, laquelle implantation sera obligatoire en 2008-2009. L'élaboration des versions provisoires des programmes de la formation de base diversifiée (3^e, 4^e, 5^e secondaire) se terminera en juin 2008.
- La reconnaissance des acquis et des compétences, incluant la mise en œuvre du cadre général de développement et de reconnaissance des acquis et des compétences, un état des lieux dans les réseaux scolaires et le soutien à des projets structurants de services en région. En formation générale, l'implantation progressive des tests du « General Educational Development Testing Service » (GEDTS) s'est poursuivie, de même que celle des univers de compétences génériques.
- En 2006-2007, 4 094 000 M\$ ont été répartis dans 72 commissions scolaires pour le renouvellement des services d'accueil, de suivi, de conseil et d'accompagnement des adultes. En 2006-2007, une tournée a été effectuée dans les 22 commissions scolaires qui sont en processus d'implantation d'un plan d'action pour le renouvellement des services.
- La 5^e édition de la Semaine québécoise des adultes en formation s'est déroulée du 24 au 30 mars 2007, afin de favoriser la mobilisation et la participation des partenaires et la valorisation de l'éducation des adultes et de la formation continue auprès de la population.

Depuis 2002-2003, 20 M\$ ont été consacrés annuellement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport à la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.

Au cours des prochaines semaines, les ministères concernés par la mise en œuvre de la Politique consulteront leurs partenaires sur le bilan du 1^{er} plan d'action.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2005-2006 avec, pour chacune :

- a. Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
- b. La liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

Liste des institutions privées qui ont obtenu un permis pour l'année 2006-2007 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves
Académie Juillet S.A. (Candiac)	Préscolaire Primaire	5 23
Académie K.I.D.S.inc. (Montréal)	Préscolaire Primaire	Inactif
Académie St-Margaret (Mascouche)	Préscolaire Primaire	13 10
Académie Trivium (Gatineau)	Préscolaire Primaire	8 49
École de l'Excellence (Québec)	Préscolaire Primaire	Inactif
École les jeunes explorateurs (Bromont)	Primaire	35
École Sogut (Montréal)	Préscolaire Primaire	6 34
École Vision Rive-Sud (Lévis)	Préscolaire Primaire	40 133
École Vision Saint-Augustin	Préscolaire Primaire	25 83
École Vision Terbonne inc.	Préscolaire Primaire	4 81
École Vision Victoriaville inc.	Primaire	110
Écolita Trilingue inc. (Vaudreuil-Dorion)	Préscolaire Primaire	19 53
Vision Sherbrooke inc.	Préscolaire Primaire	9 113
Vision Sillery inc. (Québec)	Préscolaire Primaire	28 124
Vision Trois-Rivières inc.	Préscolaire Primaire	18 108
Système Montessori chez Denyse (Morin-Height)	Primaire	45
TOTAL : 16		1176

École Vision inc. était titulaire du permis des établissements identifiés en italique dans le tableau précédent. À la suite de la faillite de cette compagnie en avril 2006, chacun de ces établissements a demandé à être titulaire d'un permis distinct.

Liste des institutions privées qui ont obtenu un agrément pour l'année 2006-2007 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves	Montant estimé (k\$)
École Dar Al-Iman (Montréal)	Primaire	154	432 432 \$
Collège préuniversitaire Nouvelles-Frontières (Gatineau)	Secondaire, 5e année	88	317 856 \$
Collège Saint-Bernard (Drummondville)	Préscolaire 5 ans	62	189 968 \$
Collège Jacques-Prévert (Montréal)	Préscolaire 5 ans	47	144 008 \$
École Apostolique de Chicoutimi	Préscolaire 5 ans	27	82 728 \$
École Saint-Louis-de-Gonzague (Québec)	Préscolaire 5 ans	29	88 856 \$
Externat Saint-Jean-Berchmans (Québec)	Préscolaire 5 ans	50	153 200 \$
TOTAL		457	1 409 048 \$

Aucune demande de permis ou d'agrément n'est en attente.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Tableau comparatif 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires. Détail des nouvelles mesures quant au produit de la taxe scolaire.

RÉPONSE

Les modifications apportées au calcul du produit maximal de la taxe scolaire en 2006-2007 ont été les suivantes :

- l'effectif scolaire adulte reconnu dans le calcul du produit maximal de la taxe scolaire tient compte, en partie, de la moyenne de l'effectif scolaire inscrit pour les années scolaires 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, et ce, afin de répartir les ressources de façon plus équitable. L'effectif scolaire retenu dans le calcul du produit maximal de la taxe scolaire en 2004-2005 est également pris en considération à titre d'effectif de référence, afin de permettre aux commissions scolaires de s'adapter à cette transition;
- l'effectif scolaire adulte est réduit de 8 p. 100 à l'échelle du réseau et la pondération accordée à cette catégorie d'effectif scolaire est majorée d'un pourcentage comparable, passant de 2,2 à 2,4. Ceci permet un meilleur arrimage entre les coûts unitaires de cette catégorie d'élèves et le financement qui leur est accordé.

Le taux de taxation et la subvention de péréquation par commission scolaire pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 sont présentés en annexe.

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2004-2005**

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
CS des Monts-et-Marées	0,3500	4 611 787	8 471 845
CS des Phares	0,3500	8 486 404	12 445 422
CS du Fleuve-et-des-Lacs	0,3500	3 479 938	6 585 083
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	0,3500	7 334 027	8 464 979
CS du Pays-des-Bleuets	0,3500	7 271 690	12 827 938
CS du Lac-Saint-Jean	0,3500	7 204 476	9 593 360
CS des Rives-du-Saguenay	0,3500	14 191 985	16 418 070
CS De La Jonquière	0,3500	8 722 906	12 562 557
CS de Charlevoix	0,3500	4 726 837	3 158 842
CS de la Capitale	0,3500	34 755 088	14 607 993
CS des Découvreurs	0,3397	25 626 232	0
CS des Premières-Seigneuries	0,3500	26 928 117	20 439 211
CS de Portneuf	0,3500	6 769 163	5 869 981
CS du Chemin-du-Roy	0,3500	19 074 577	19 332 027
CS de l'Énergie	0,3500	12 269 788	10 936 100
CS des Hauts-Cantons	0,3500	8 103 401	5 933 593
CS de la Région-de-Sherbrooke	0,3500	20 151 563	16 381 651
CS des Sommets	0,3500	13 810 416	3 418 035
CS de la Pointe-de-l'Île	(1)	(1)	(1)
CS de Montréal	(1)	(1)	(1)
CS Marguerite-Bourgeoys	(1)	(1)	(1)
CS des Draveurs	0,3500	17 049 896	16 686 749
CS des Portages-de-l'Outaouais	0,3500	18 076 815	6 814 795
CS au Coeur-des-Vallées	0,3500	6 853 543	6 479 941
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	0,3500	4 120 915	3 468 450
CS du Lac-Témiscamingue	0,3500	2 264 270	3 017 723
CS de Rouyn-Noranda	0,3500	5 005 132	7 783 940
CS Harricana	0,3500	2 837 118	5 902 934
CS de l'Or-et-des-Bois	0,3500	4 974 233	8 189 127
CS du Lac-Abitibi	0,3500	1 905 799	6 114 794
CS de l'Estuaire	0,3500	6 208 012	7 407 476
CS du Fer	0,3500	5 783 040	3 815 948
CS de la Moyenne-Côte-Nord	0,3500	900 606	774 393
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3261	367 982 756	0
CS de la Baie-James	0,3500	2 634 068	2 281 334
CS des Îles	0,3500	1 156 045	2 589 634
CS des Chic-Chocs	0,3500	2 533 015	6 729 037
CS René-Lévesque	0,3500	4 611 229	10 092 483
CS de la Côte-du-Sud	0,3500	9 532 242	9 443 951
CS des Appalaches	0,3500	6 273 459	6 359 989
CS de la Beauce-Etchemin	0,3500	16 446 096	19 804 399
CS des Navigateurs	0,3500	21 071 633	19 686 593
CS de Laval	0,3500	57 802 207	18 609 087
CS des Affluents	0,3500	30 042 868	31 892 542

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
CS des Samares	0,3500	24 084 086	20 280 941
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	0,3500	37 542 741	29 462 314
CS de la Rivière-du-Nord	0,3500	19 397 676	22 507 547
CS des Laurentides	0,2554	17 768 421	0
CS Pierre-Neveu	0,3500	5 457 822	4 776 142
CS de Sorel-Tracy	0,3500	6 109 387	7 102 607
CS de Saint-Hyacinthe	0,3500	14 439 000	10 457 943
CS des Hautes-Rivières	0,3500	19 500 000	15 660 467
CS Marie-Victorin	0,3500	40 199 070	21 598 212
CS des Patriotes	0,3500	42 296 750	10 882 652
CS du Val-des-Cerfs	0,3500	19 607 756	10 536 990
CS des Grandes-Seigneuries	0,3500	21 588 798	16 771 753
CS de la Vallée-des-Tisserands	0,3500	9 645 370	10 442 724
CS des Trois-Lacs	0,3500	15 534 747	8 956 724
CS de la Riveraine	0,3500	6 794 345	5 420 845
CS des Bois-Francs	0,3500	11 842 004	11 907 595
CS des Chênes	0,3500	11 909 467	11 838 908
CS Central Québec	0,3500	3 164 293	5 428 910
CS Eastern Shores	0,3500	1 117 694	2 270 025
CS Eastern Townships	0,3500	8 093 394	4 780 605
CS Riverside	0,3500	9 851 179	10 021 076
CS Sir-Wilfrid-Laurier	0,3500	14 756 604	11 943 626
CS Western Québec	0,3500	10 047 084	5 884 805
CS English-Montréal	(1)	(1)	(1)
CS Lester-B.-Pearson	(1)	(1)	(1)
CS New Frontiers	0,3500	3 537 537	5 921 934

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2005-2006**

	Taux de taxation (%)	Revenus de taxe Budget (\$)	Subvention de péréquation (\$)
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 791 654	8 452 567
Phares, CS des	0,3500	9 055 573	12 214 071
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 573 751	6 672 680
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 051 085	8 100 939
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 606 175	12 773 143
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 446 239	9 396 018
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 496 552	16 170 855
De La Jonquière, CS	0,3500	8 799 780	12 906 092
Charlevoix, CS de	0,3500	5 040 409	2 919 006
Capitale, CS de la	0,3500	35 701 771	14 627 542
Découvreurs, CS des	0,3348	25 970 971	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	27 752 158	20 894 391
Portneuf, CS de	0,3500	7 012 705	5 821 177
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	19 671 690	19 500 866
Énergie, CS de l'	0,3500	12 470 213	11 037 386
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	8 547 035	5 716 875
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	21 101 272	16 753 360
Sommets, CS des	0,3500	14 060 473	3 409 762
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	17 817 325	17 104 554
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	18 837 114	6 998 537
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	7 300 198	6 571 102
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 396 694	3 421 551
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 286 458	3 089 808
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 068 493	8 158 871
Harricana, CS	0,3500	2 878 078	5 976 907
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 762 977	8 694 489
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 919 059	6 063 811
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 310 868	7 510 452
Fer, CS du	0,3500	5 853 748	3 805 239
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	614 535	1 048 543
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3287	376 514 238	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 656 189	2 251 393
Îles, CS des	0,3500	1 290 292	2 525 526
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 562 355	6 745 864
René-Lévesque, CS	0,3500	4 660 459	10 409 921
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 082 984	9 059 106
Appalaches, CS des	0,3500	6 619 863	6 128 822
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	17 373 894	20 086 739
Navigateurs, CS des	0,3500	25 234 917	15 945 199
Laval, CS de	0,3500	59 455 669	18 615 848
Affluents, CS des	0,3500	34 512 567	30 301 903

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Samares, CS des	0,3500	25 968 858	19 616 622
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	42 408 010	27 235 224
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	22 944 452	20 298 538
Laurentides, CS des	0,2350	18 534 300	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	5 722 659	4 814 466
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 662 424	6 730 631
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 094 463	10 444 677
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	20 900 000	15 350 230
Marie-Victorin, CS	0,3500	41 371 540	21 866 794
Patriotes, CS des	0,3500	46 134 318	8 482 382
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	21 258 139	9 531 180
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	24 635 007	15 464 544
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	10 876 316	9 660 272
Trois-Lacs, CS des	0,3500	16 618 826	9 553 474
Riveraine, CS de la	0,3500	6 936 935	5 403 346
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 266 432	11 968 091
Chênes, CS des	0,3500	12 608 247	11 579 215
Central Québec, CS	0,3500	3 361 495	5 444 318
Eastern Shores, CS	0,3500	1 166 540	2 214 848
Eastern Townships, CS	0,3500	8 506 809	4 779 298
Riverside, CS	0,3500	10 555 161	9 734 277
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	15 598 434	12 544 597
Western Québec, CS	0,3500	10 401 555	5 854 971
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 751 512	5 838 372

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2006-2007**

	Taux de taxation (%)	Revenus de taxe Budget (\$)	Subvention de péréquation (\$)
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 900 340	8 524 005
Phares, CS des	0,3500	9 394 057	12 405 586
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 687 863	6 575 310
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 543 396	8 019 991
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 799 009	12 949 955
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 697 743	9 393 709
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 856 248	16 430 689
De La Jonquière, CS	0,3500	9 040 904	13 018 635
Charlevoix, CS de	0,3500	5 509 690	2 631 252
Capitale, CS de la	0,3500	36 642 970	15 376 888
Découvreurs, CS des	0,3330	26 390 651	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	28 990 990	21 210 636
Portneuf, CS de	0,3500	7 700 975	5 297 594
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	20 212 858	20 083 822
Énergie, CS de l'	0,3500	13 023 350	10 877 922
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	9 003 996	5 573 823
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	22 066 427	17 381 605
Sommets, CS des	0,3500	16 274 760	1 276 231
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	25 342 850	10 526 980
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	25 883 052	523 146
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	8 923 394	5 438 713
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 703 859	3 334 043
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 321 822	3 140 432
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 138 026	8 450 532
Harricana, CS	0,3500	2 947 178	6 225 685
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 768 599	8 964 301
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 936 942	6 084 277
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 320 945	7 760 073
Fer, CS du	0,3500	5 866 179	3 964 220
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	637 948	1 078 457
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3346	389 081 426	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 655 312	2 351 149
Îles, CS des	0,3500	1 338 464	2 506 517
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 743 385	6 713 780
René-Lévesque, CS	0,3500	4 653 040	10 662 415
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 652 874	8 777 655
Appalaches, CS des	0,3500	6 864 700	6 252 684
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	18 527 831	19 967 575
Navigateurs, CS des	0,3500	26 502 955	16 498 587
Laval, CS de	0,3500	61 252 500	20 128 222
Affluents, CS des	0,3500	37 306 545	30 058 518

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Samares, CS des	0,3500	28 971 777	18 291 447
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	45 191 716	27 673 539
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	25 090 099	20 122 615
Laurentides, CS des	0,1948	19 004 925	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	6 305 241	4 599 828
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 913 064	6 832 755
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 808 984	10 693 113
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	22 240 000	15 535 767
Marie-Victorin, CS	0,3500	62 313 710	2 384 031
Patriotes, CS des	0,3500	54 027 896	2 659 155
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	23 368 320	8 171 625
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	25 776 227	16 144 798
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	11 947 232	9 234 836
Trois-Lacs, CS des	0,3500	18 011 236	9 045 177
Riveraine, CS de la	0,3500	7 206 404	5 348 804
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 830 448	12 215 378
Chênes, CS des	0,3500	15 419 069	9 920 699
Central Québec, CS	0,3500	3 742 324	5 425 108
Eastern Shores, CS	0,3500	1 177 363	2 258 904
Eastern Townships, CS	0,3500	9 795 793	3 698 151
Riverside, CS	0,3500	14 140 155	6 749 299
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	16 690 580	12 389 066
Western Québec, CS	0,3500	13 053 003	3 610 654
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 963 025	6 154 200

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Tableau comparatif du nombre de demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.

RÉPONSE

Le nombre de demandes analysées en date du 4 juin 2007 s'établit, selon les critères, de la façon suivante :

CRITÈRES	2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées
Articles 73 et 86.1 (Études parents et enfants)	12 326	96	10 572	91	10 175	44	9 675	61	9380	83
Article 76 (Parents qui auraient pu être déclarés admissibles)	451	22	484	25	404	28	429	22	450	20
Article 81 (Difficultés graves d'apprentissage)	326	21	258	42	245	23	296	18	259	30
Article 85 (Séjour temporaire)	955	16	860	39	859	24	1 359	7	1488	11
Article 85.1 (Situation grave d'ordre familial ou humanitaire)	20	14	29	67*	42	49*	26	36*	30	40*
Article 97 (Autochtones)	0	0	0	0	3	0	5	0	30	0
AUCUN CRITÈRE	0	50	0	2*	0	4*	0	1*	0	37*
TOTAL	14 078	219	12 203	266	11 728	172	11 790	145	11 637	221

Source : Liste informatique « Distribution d'admissibilité » du système ADAN en date du 4 juin 2007

*Depuis l'année 2003-2004, les demandes pour raisons humanitaires ont été comptabilisées soit à la section aucun critère, soit à l'article 85.1 (situation grave d'ordre familial ou humanitaire). Les décisions positives du Comité d'examen sont consignées à l'article 85.1 sous Acceptées. Les demandes pour raisons humanitaires sont, depuis l'année 2006-2007, consignées à la section Aucun critère. Les données des années 2003-2004 et suivantes seront révisées et ajustées selon cette définition. Les données présentées sont en « année scolaire », soit du 1^{er} juillet 2006 au 4 juin 2007.

Concernant le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le réseau public depuis dix ans, notons que les modifications apportées à certaines dispositions de la Charte de la langue française en octobre 2002, font en sorte qu'il n'est plus tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui une demande d'admissibilité est faite.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre de demandes de dérogations quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.

RÉPONSE

Depuis le 1^{er} octobre 2002, le Comité d'examen sur la langue d'enseignement fait rapport au ministre seulement sur les demandes d'exemption de l'application de la Charte de la langue française en vertu d'une situation grave d'ordre familial ou humanitaire.

Selon le tableau ci-dessous, 75 demandes, touchant 90 enfants ont été traitées en 2006-2007. Quatre demandes touchant cinq enfants sont en attente d'une décision (au 4 juin 2007) et neuf dossiers concernant douze enfants sont toujours en attente de traitement (au 4 juin 2007).

Décisions	Nombre de dossiers	Nombre d'enfants
Accordée	31	33 ¹
Refusée	27	35 ²⁻³
Reportée	2	2
Désistement	2	3 ⁴
Irrecevable	0	0
En attente d'une décision	4	5 ⁵
En attente de traitement	9	12 ⁶⁻⁷
Total des demandes	75	90

Les données sont en « année financière », soit du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007.

¹ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille

² Cinq dossiers concernaient deux enfants d'une même famille

³ Un dossier concernait quatre enfants d'une même famille

⁴ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille

⁵ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille

⁶ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille

⁷ Un dossier concernait trois enfants d'une même famille

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des projets soumis et ventilation des subventions accordées dans le cadre du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.

RÉPONSE

Projets retenus :

Chacun des projets retenus s'est vu accorder une subvention de 50 000 \$.

CS des Affluents, Cégep régional de Lanaudière et Cégep de Victoriaville (14)
 Ébénisterie – Techniques du meuble et d'ébénisterie

CS des Chênes et Cégep de Drummondville (17)
 Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS Harricana et Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (08)
 Aménagement de la forêt – Technologie forestière

CS de Montréal et Cégep de Rosemont (06)
 Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

CS de la Pointe-de-l'Île et Cégep d'Ahunatic (06)
 Procédés infographiques – Infographie en préimpression

CS de la Pointe-de-l'Île et Cégep d'Ahunatic (06)
 Imprimerie – Techniques de l'impression

CS de la Région-de-Sherbrooke, CS des Sommets et Cégep de Sherbrooke (05)
 Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de maintenance industrielle

CS de Saint-Hyacinthe et Institut de technologie agroalimentaire, Campus Saint-Hyacinthe (16)
 Production laitière – Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions animales

CS du Val-des-Cerfs et Cégep de Granby-Haute-Yamaska (16)
 Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

Service régional de l'Outaouais et Cégep de l'Outaouais (07)
 Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

TOTAL : 10

Projets soumis, non retenus :

CS des Affluents et Cégep régional de Lanaudière (14)
 Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

CS de la Beauce-Etchemin et Cégep de Thetford (12)
 Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

CS de la Beauce-Etchemin et Cégep de Thetford (12)

Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS de la Capitale et Cégep de Sainte-Foy (03)
Aménagement de la forêt – Technologie forestière

CS des Chênes et Cégep de Drummondville (17)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

CS des Chic-Chocs et Cégep de la Gaspésie et des Îles (11)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de maintenance industrielle

CS de l'Énergie et Cégep de Shawinigan (04)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

CS de l'Estuaire et Cégep de Baie-Comeau (09)
Aménagement de la forêt – Technologie forestière

CS de l'Estuaire et Cégep de Baie-Comeau (09)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

CS des Grandes-Seigneuries, CS de la Vallée-des-Tisserands, Cégep de Valleyfield, Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (16)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

CS des Hautes-Rivières et Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (16)
Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS De La Jonquière et Cégep de Jonquière (02)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

CS De La Jonquière et Cégep de Jonquière (02)
Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS de Laval, CS Sir-Wilfrid-Laurier et Cégep de Montmorency (13)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

CS Marguerite-Bourgeoys et Cégep André-Laurendeau (06)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

CS de Montréal et Cégep André-Laurendeau (06)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

CS de Montréal et Cégep de Victoriaville (17)
Ébénisterie – Techniques du meuble et d'ébénisterie

CS des Navigateurs et Cégep de Lévis-Lauzon (12)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

CS des Navigateurs et Cégep de Lévis-Lauzon (12)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

CS des Navigateurs et Cégep de Lévis-Lauzon (12)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de maintenance industrielle

CS des Premières-Seigneuries et Cégep de Limoilou (03)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

CS de la Riveraine et Cégep de Victoriaville (17)
Production laitière – Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions animales

CS des Samares et Cégep régional de Lanaudière (14)

Production laitière – Gestion et exploitation d’entreprise agricole, voie de spécialisation : productions animales

CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles et Collège Lionel-Groulx (15)

Production laitière – Gestion et exploitation d’entreprise agricole, voie de spécialisation : productions animales

CS de Sorel-Tracy et Cégep de Sorel-Tracy (16)

Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l’électronique industrielle

CS de Sorel-Tracy et Cégep de Sorel-Tracy (16)

Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS de Sorel-Tracy et Cégep de Sorel-Tracy (16)

Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

TOTAL : 27

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Enveloppes allouées par le ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Nombre d'écoles qui ne se sont pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.

RÉPONSE

Les sommes allouées aux commissions scolaires pour l'achat de manuels scolaires requis pour le renouvellement pédagogique sont les suivantes :

- | | |
|-------------|----------|
| – 2006-2007 | 17,8 M\$ |
| – 2007-2008 | 20,2 M\$ |

Le Ministère ne dispose pas d'information quant au nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des manuels scolaires approuvés en 2006-2007 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Date d'approbation finale pour chaque manuel.

RÉPONSE

Manuels scolaires approuvés pour le 1^{er} cycle du secondaire

Discipline	Collection	1 ^{re} année	2 ^e année
FRANÇAIS, LANGUE D'ENSEIGNEMENT	<i>Laissez-passer</i>	2 manuels sur 2 (juillet 2005)	2 manuels sur 2 (juillet 2006)
	<i>Têtes d'affiche</i>	2 manuels sur 2 (mars 2006)	2 manuels sur 2 (août 2006)
	<i>Rendez-vous</i>	2 manuels sur 2 (juillet 2006)	2 manuels sur 2 (août 2006)
	<i>Au fil des mots et des idées</i>	3 manuels sur 3 (août 2006)	en cours d'évaluation
MATHÉMATIQUE	<i>Perspective mathématique</i>	2 manuels sur 2 (sept. 2005)	1 ^{er} tome (juillet 2006) 2 ^e tome (fév. 2007)
	<i>Panoramath</i>	2 manuels sur 2 (janv. 2006)	1 ^{er} tome (août 2006) 2 ^e tome (janv. 2007)
	<i>À vos maths!</i>	2 manuels sur 2 (juillet 2006)	2 manuels sur 2 (août 2006)
ANGLAIS, LANGUE SECONDE	<i>Kick-off in English</i>	1 manuel (juillet 2005)	1 manuel (août 2006)
	<i>High 5</i>	1 manuel (août 2005)	1 manuel (août 2006)
	<i>Centre Stage</i>	1 manuel (nov. 2005)	1 manuel (juillet 2006)
	<i>Inter_Active</i>	1 manuel (déc. 2005)	1 manuel (oct. 2006)
GÉOGRAPHIE	<i>Cap sur les territoires</i>	1 manuel (déc. 2005)	1 manuel (août 2006)
	<i>Enjeux et territoires</i>	1 manuel (août 2005)	1 manuel (mai 2006)
	<i>Territoires</i>	1 manuel (déc. 2005)	1 manuel (sept. 2006)
HISTOIRE ET ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ	<i>Regard sur les sociétés</i>	1 manuel (oct. 2005)	1 manuel (août 2006)
	<i>L'Occident en 12 événements</i>	2 manuels sur 2 (fév. 2006)	1 manuel (août 2006)
	<i>Histoire en action</i>	1 manuel (juin 2006)	1 manuel (août 2006)
	<i>Réalités</i>	2 manuels sur 2 (juin 2006)	1 ^{er} tome (juillet 2006) 2 ^e tome (déc. 2006)
	<i>D'hier à demain</i>	1 manuel (août 2006)	1 manuel (juillet 2006)
SCIENCE ET TECHNOLOGIE	<i>Connexion : science-tech</i>	1 manuel (juin 2005)	1 manuel (août 2006)
	<i>Univers</i>	1 manuel (janvier 2006)	1 manuel (juillet 2006)
	<i>Galiléo</i>	1 manuel (mars 2006)	1 ^{er} tome (juillet 2006) 2 ^e tome (fév. 2007)
	<i>Explorations</i>	1 manuel (août 2006)	1 manuel (août 2006)
	<i>Action</i>	1 manuel (janv. 2007)	en cours d'évaluation
ENSEIGNEMENT MORAL	<i>Des racines et des ailes</i>	1 manuel (mai 2006)	1 manuel (mai 2006)
ÉDUCATION PHYSIQUE ET À LA SANTÉ	<i>Allez-Hop!</i>	en cours d'évaluation	en cours d'évaluation

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Sommes accordées pour les bibliothèques scolaires

	2005-2006	2006-2007
Sommes accordées	13,3 M\$ + 6,7 M\$ = 20 M\$ **	13,3 M\$ + 6,7 M\$ = 20 M\$ **
Sommes dépensées *	Non disponible	Non disponible

* Le Ministère ne dispose pas de l'information relative aux sommes réellement investies pour l'acquisition de nouvelles ressources documentaires et littéraires dans les bibliothèques scolaires puisque les commissions scolaires ont trois ans pour les dépenser. Une reddition de comptes est prévue au terme des trois années du Plan d'action, soit lors de l'analyse des rapports financiers du 30 juin 2007.

** Ces sommes proviennent du *Plan d'action sur la lecture à l'école*, annoncé le 14 janvier 2005, et qui prévoit une allocation spécifique du MELS totalisant 13,3 M\$ par année, pour un total de 40 M\$ au terme des trois années. Cette allocation est conditionnelle à ce que les commissions scolaires s'engagent à investir une somme équivalant au tiers de ce montant par élève, soit une somme annuelle de 6,7 M\$, pour un total de 20 M\$, au terme des trois années du Plan d'action.

Selon les données aux rapports financiers 2005-2006, les commissions scolaires ont dépensé une somme de 16,2 M\$ par rapport aux allocations totalisant 26,6 M\$ pour les deux premières années du plan.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégorie d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint illustre l'évolution du personnel du réseau des commissions scolaires selon la catégorie d'emploi et selon l'année scolaire, et ce, au cours des dix dernières années. Les données incluent toutes les personnes qui ont détenu un lien d'emploi avec les commissions scolaires durant chacune des années scolaires. Les données concernant l'année 2006-2007 ne seront disponibles qu'au printemps 2008.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI
(1996-1997 À 2005-2006)

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

CATÉGORIE D'EMPLOI	1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000		2000-2001		2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006	
	IND ²	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
GESTIONNAIRE	6 078	5 575,6	5 876	5 263,6	5 635	5 251,2	5 768	5 315,2	5 937	5 347,8	5 986	5 379,2	6 191	5 470,6	6 262	5 554,1	6 261	5 565,9	6 161	5 447,6
PROFESSIONNEL	6 180	4 151,9	5 926	3 795,1	5 777	3 784,7	5 854	3 894,0	6 234	4 091,8	6 557	4 337,5	7 233	4 691,4	7 081	4 808,1	7 111	4 873,2	7 186	4 989,6
ENSEIGNANT	92 401	69 033,5	91 513	69 700,5	92 457	70 473,6	93 849	70 653,4	96 394	71 211,7	97 848	71 240,0	101 134	72 061,7	101 391	71 833,4	101 027	70 833,5	101 465	70 335,4
PERSONNEL DE SOUTIEN	51 732	24 424,5	54 572	24 455,2	57 424	25 819,2	60 934	27 631,6	64 304	29 386,2	66 805	30 760,6	68 930	32 013,4	68 651	32 479,1	68 990	32 416,9	70 251	32 205,5
TOTAL	156 391	103 185,5	157 887	103 214,4	161 293	105 328,7	166 405	107 494,2	172 869	110 037,5	177 196	111 717,3	183 488	114 237,1	183 385	114 674,7	183 389	113 689,5	185 063	112 978,1

COMMENTAIRE : Les données annuelles comptent toutes les personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation au cours d'une année scolaire complète.

¹ ETP : équivalent à temps plein.

² IND : individu par catégorie d'emploi.

Ces données représentent une année scolaire complète du 1^{er} juillet au 30 juin.
Pour le personnel enseignant, ces informations concernent les emplois :
- à temps plein
- à temps partiel
- occasionnels (+ 20 jours, - 20 jours)
- à la leçon, à taux horaire (éducation des adultes, formation professionnelle)
- en suppléance.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens, assistance, travailleurs sociaux et d'animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires depuis 2003-2004.

RÉPONSE

Vous trouverez ci-joint les tableaux illustrant le nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires.

Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs et orthopédagogues,
orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation,
travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante
selon la commission scolaire
(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	166,	114,9
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	22,	12,5
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	110,	77,2
872	BOIS-FRANCS, CS DES	86,	56,1
732	CAPITALE, CS DE LA	184,	134,4
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	40,	21,8
731	CHARLEVOIX, CS DE	31,	16,2
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	200,	110,1
873	CHÊNES, CS DES	103,	75,1
812	CHIC-CHOCs, CS DES	62,	30,5
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	23,	17,2
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	63,	42,8
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	102,	45,0
733	DÉCOUVREURS, CS DES	101,	58,3
771	DRAVEURS, CS DES	105,	76,9
882	EASTERN SHORES, CS	5,	4,1
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	28,	21,8
742	ÉNERGIE, CS DE L'	115,	75,2
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	100,	77,4
791	ESTUAIRE, CS DE L'	45,	30,0
792	FER, CS DU	26,	18,2
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	29,	22,8
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	114,	62,4
783	HARRICANA, CS	36,	25,6
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	138,	96,2
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	22,	14,9
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	52,	33,6
811	ÎLES, CS DES	13,	8,7
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	37,	30,2
785	LAC-ABITIBI, CS DU	45,	30,2
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	47,	31,0
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	16,	13,6
822	L'AMIANTE, CS DE	46,	35,0
853	LAURENTIDES, CS DES	49,	33,3
831	LAVAL, CS DE	186,	130,0
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	98,	71,2
689	LITTORAL, CS DU	7,	4,9
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	282,	195,2
864	MARIE-VICTORIN, CS	195,	134,3
762	MONTRÉAL, CS DE	552,	415,5
711	MONTs-ET-MARÉES, CS DES	62,	38,3
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	12,	7,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	172,	116,1
889	NEW FRONTIERS, CS	14,	9,0
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	38,	24,9
865	PATRIOTES, CS DES	134,	93,5
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	52,	42,4
712	PHARES, CS DES	69,	48,4
854	PIERRE-NEVEU, CS	34,	20,8
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	207,	148,5
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	41,	35,1
735	PORTNEUF, CS DE	50,	33,0
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	183,	100,0
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	115,	72,0
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	39,	27,3
871	RIVERAINE, CS DE LA	56,	33,8
884	RIVERSIDE, CS	27,	21,2
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	80,	57,8
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	106,	72,5
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	44,	29,7
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	83,	55,7
842	SAMARES, CS DES	123,	81,3
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	182,	123,6
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	59,	36,0
753	SOMMETS, CS DES	60,	38,4
861	SOREL-TRACY, CS DE	44,	31,3
869	TROIS-LACS, CS DES	86,	47,7
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	91,	62,5
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	58,	38,0
886	WESTERN QUEBEC, CS	17,	12,8
Total		6 019,	4 062,6

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu. (Le total par NAS est différent du total par fonction, puisque l'individu peut cumuler plus d'une fonction.)

Conseillères et conseillers pédagogiques
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

		2005-2006	
COMMISSION SCOLAIRE		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	54,	37,4
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	9,	5,9
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	55,	38,4
872	BOIS-FRANCS, CS DES	17,	11,3
732	CAPITALE, CS DE LA	58,	40,6
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	12,	6,9
731	CHARLEVOIX, CS DE	16,	5,0
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	17,	13,2
873	CHÊNES, CS DES	25,	15,1
812	CHIC-CHOCs, CS DES	30,	15,7
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	8,	6,8
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	20,	14,6
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	71,	18,9
733	DÉCOUVREURS, CS DES	14,	10,5
771	DRAVEURS, CS DES	25,	21,8
882	EASTERN SHORES, CS	4,	3,2
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	8,	6,8
742	ÉNERGIE, CS DE L'	12,	10,1
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	32,	27,0
791	ESTUAIRE, CS DE L'	24,	13,9
792	FER, CS DU	12,	9,0
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8,	7,2
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	21,	13,6
783	HARRICANA, CS	13,	10,9
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	20,	15,5
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5,	2,3
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	15,	9,4
811	ÎLES, CS DES	5,	3,2
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	14,	11,7
785	LAC-ABITIBI, CS DU	13,	9,9
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	16,	12,0
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	5,	4,5
822	L'AMIANTE, CS DE	17,	14,4
853	LAURENTIDES, CS DES	19,	14,2
831	LAVAL, CS DE	65,	48,7
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	33,	26,5
689	LITTORAL, CS DU	3,	2,7
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	79,	51,3
864	MARIE-VICTORIN, CS	40,	36,1
762	MONTRÉAL, CS DE	188,	150,9
711	MONTs-ET-MARÉES, CS DES	24,	13,1
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	2,	0,9
824	NAVIGATEURS, CS DES	32,	24,1
889	NEW FRONTIERS, CS	5,	3,0
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	15,	11,5
865	PATRIOTES, CS DES	26,	18,1
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	19,	14,0
712	PHARES, CS DES	18,	13,5
854	PIERRE-NEVEU, CS	7,	5,0
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	80,	65,2
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	18,	14,9
735	PORTNEUF, CS DE	11,	6,7
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	79,	28,8
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	45,	26,9
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	16,	10,8
871	RIVERAINE, CS DE LA	22,	14,3
884	RIVERSIDE, CS	13,	10,6
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	16,	14,3
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	31,	23,6
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	20,	12,9
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	25,	17,9
842	SAMARES, CS DES	43,	31,9
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	56,	40,8
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	21,	15,3
753	SOMMETS, CS DES	14,	9,2
861	SOREL-TRACY, CS DE	12,	9,2
869	TROIS-LACS, CS DES	41,	20,3
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	15,	9,2
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	13,	7,2
886	WESTERN QUEBEC, CS	8,	7,5
Total		1 849,	1 277,7

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Agentes et agents de réadaptation, psychoéducatrices et psychoéducateurs
ou orthopédagogues selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	51	33,9
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	5	2,4
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	2	0,5
872	BOIS-FRANCS, CS DES	38	21,1
732	CAPITALE, CS DE LA	18	11,9
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	9	4,2
731	CHARLEVOIX, CS DE	4	2,8
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	110	53,4
873	CHÊNES, CS DES	41	30,9
812	CHIC-CHOCS, CS DES	19	6,2
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	3	2,7
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	8	4,5
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	6	5,4
733	DÉCOUVREURS, CS DES	13	7,1
771	DRAVEURS, CS DES	52	33,8
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	6	5,0
742	ÉNERGIE, CS DE L'	68	41,7
791	ESTUAIRE, CS DE L'	6	4,6
792	FER, CS DU	2	0,8
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8	6,5
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	12	8,4
783	HARRICANA, CS	12	6,1
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	73	46,3
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	8	5,8
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	8	3,9
811	ÎLES, CS DES	2	1,2
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	8	6,5
785	LAC-ABITIBI, CS DU	20	13,7
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	12	5,7
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	3	2,1
822	L'AMIANTE, CS DE	10	6,6
853	LAURENTIDES, CS DES	11	5,9
831	LAVAL, CS DE	25	16,0
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	4	3,9
689	LITTORAL, CS DU	1	1,0
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	67	52,4
864	MARIE-VICTORIN, CS	36	24,8
762	MONTRÉAL, CS DE	148	109,5
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	11	7,2
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, DE LA	7	3,2
824	NAVIGATEURS, CS DES	71	44,0
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	10	4,7
865	PATRIOTES, CS DES	22	16,1
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	3	1,7
712	PHARES, CS DES	29	17,0
854	PIERRE-NEVEU, CS	4	2,9
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	36	24,3
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	11	8,9
735	PORTNEUF, CS DE	11	6,6
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	11	6,9
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	22	14,0
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	5	4,2
871	RIVERAINE, CS DE LA	21	10,4
884	RIVERSIDE, CS	3	2,0
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	15	11,5
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	18	12,1
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	8	6,0
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	16	12,7
842	SAMARES, CS DES	33	18,0
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	22	13,1
885	SIR-WILFRID-LAURIER	6	0,0
753	SOMMETS, CS DES	14	9,9
861	SOREL-TRACY, CS DE	14	10,2
869	TROIS-LACS, CS DES	14	11,0
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	29	17,8
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	23	16,3
886	WESTERN QUEBEC, CS	0	0,0
Total		1416	911,8

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Animatrices et animateurs de la vie étudiante
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	1;	1,0
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	3;	0,6
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	1;	1,0
872	BOIS-FRANCS, CS DES	3;	1,5
732	CAPITALE, CS DE LA	1;	1,0
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	9;	0,4
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	15;	3,9
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	2;	0,5
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	5;	3,1
733	DÉCOUVREURS, CS DES	31;	3,6
771	DRAVEURS, CS DES	1;	1,0
742	ÉNERGIE, CS DE L'	1;	0,7
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	1;	1,0
791	ESTUAIRE, CS DE L'	1;	1,0
792	FER, CS DU	4;	1,5
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	12;	1,2
783	HARRICANA, CS	1;	1,0
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	5;	3,5
811	ÎLES, CS DES	2;	1,0
785	LAC-ABITIBI, CS DU	4;	2,4
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	2;	0,9
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	2;	1,8
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	1;	1,0
689	LITTORAL, CS DU	2;	0,2
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	2;	2,0
864	MARIE-VICTORIN, CS	9;	6,1
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	6;	2,2
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	1;	1,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	1;	0,7
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	4;	2,2
865	PATRIOTES, CS DES	2;	2,0
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	7;	6,9
712	PHARES, CS DES	5;	3,3
854	PIERRE-NEVEU, CS	4;	1,4
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	1;	0,9
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	1;	0,7
735	PORTNEUF, CS DE	2;	1,0
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	2;	2,0
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	1;	0,0
813	RENÉ-LÉVESQUE	1;	0,3
871	RIVERAINE, CS DE LA	1;	0,8
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	2;	1,4
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	1;	0,2
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	8;	4,1
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	2;	1,2
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	2;	2,0
861	SOREL-TRACY, CS DE	1;	0,4
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	2;	1,4
Total		178;	78,7

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Conseillères et conseillers d'orientation ou conseillères et conseillers en formation scolaire
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	11	7,0
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	1	0,8
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	18	12,8
872	BOIS-FRANCS, CS DES	14	8,8
732	CAPITALE, CS DE LA	50	42,1
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	3	2,3
731	CHARLEVOIX, CS DE	6	4,7
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	23	15,6
873	CHÊNES, CS DES	20	13,5
812	CHIC-CHOCs, CS DES	8	4,6
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	4	1,9
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	12	8,5
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	11	8,9
733	DÉCOUVREURS, CS DES	20	15,7
771	DRAVEURS, CS DES	10	7,8
882	EASTERN SHORES, CS	1	1,0
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	7	4,3
742	ÉNERGIE, CS DE L'	13	8,6
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	39	29,7
791	ESTUAIRE, CS DE L'	7	4,4
792	FER, CS DU	4	3,3
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	5	4,4
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	25	13,8
783	HARRICANA, CS	4	2,7
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	12	9,0
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5	2,8
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	11	6,2
811	ÎLES, CS DES	2	1,1
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	8	7,6
785	LAC-ABITIBI, CS DU	2	1,0
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	8	5,9
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	4	3,2
822	L'AMIANTE, CS DE	8	5,8
853	LAURENTIDES, CS DES	9	5,8
831	LAVAL, CS DE	20	15,2
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	17	12,5
689	LITTORAL, CS DU	1	1,0
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	39	28,4
864	MARIE-VICTORIN, CS	24	14,6
762	MONTRÉAL, CS DE	71	53,0
711	MONTs-ET-MARÉES, CS DES	6	4,3
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	1	1,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	21	16,0
889	NEW FRONTIERS, CS	3	2,6
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	4	3,2
865	PATRIOTES, CS DES	21	15,1
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	8	6,8
712	PHARES, CS DES	15	9,6
854	PIERRE-NEVEU, CS	4	3,2
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	29	21,1
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	3	2,8
735	PORTNEUF, CS DE	11	7,2
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	33	25,1
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	18	10,5
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	10	7,4
871	RIVERAINE, CS DE LA	3	3,0
884	RIVERSIDE, CS	1	1,0
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	20	11,9
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	23	12,5
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	5	4,1
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	10	5,3
842	SAMARES, CS DES	22	13,8
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	31	22,0
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	13	9,0
753	SOMMETS, CS DES	8	6,0
861	SOREL-TRACY, CS DE	6	5,1
869	TROIS-LACS, CS DES	8	4,2
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	12	9,9
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	7	3,4
886	WESTERN QUEBEC, CS	9	5,3
Total		923	652,2

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Travailleuses et travailleurs sociaux ou agentes et agents de service social
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

		2005-2006	
COMMISSION SCOLAIRE		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	1	0,8
822	AMIANTE, DE L'	2	0,3
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	3	2,3
732	CAPITALE, CS DE LA	4	2,8
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	2	1,8
873	CHÊNES, CS DES	1	0,9
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	2	1,8
783	HARRICANA, CS	2	1,9
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	1	0,9
811	ÎLES, CS DES	2	0,7
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	1	0,5
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	2	0,9
888	LESTER-B.-PEARSON	3	0,8
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	1	1,0
864	MARIE-VICTORIN, CS	4	1,6
762	MONTRÉAL, CS DE	19	3,6
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	4	1,7
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, DE LA	1	1,0
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	2	0,0
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	4	3,3
854	PIERRE-NEVEU, CS	4	0,8
735	PORTNEUF, CS DE	2	1,5
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	2	1,2
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	1	0,5
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	1	0,6
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	4	3,0
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	4	3,0
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	1	0,7
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	3	1,2
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	3	1,3
753	SOMMETS, CS DES	3	2,0
869	TROIS-LACS, CS DES	3	1,2
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	9	5,7
Total		101	51,0

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Orthophonistes, audiologistes ou
agentes et agents de correction du langage et de l'audition
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	19,	12,7
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	5,	2,3
872	BOIS-FRANCS, CS DES	6,	4,1
732	CAPITALE, CS DE LA	25,	12,9
731	CHARLEVOIX, CS DE	3,	1,7
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	5,	3,4
873	CHÊNES, CS DES	8,	7,1
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	1,	0,8
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	3,	1,4
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	2,	2,0
733	DÉCOUVREURS, CS DES	9,	7,1
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	2,	1,9
742	ÉNERGIE, CS DE L'	4,	1,2
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	14,	8,9
792	FER, CS DU	1,	0,8
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	16,	7,6
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	12,	8,1
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	1,	1,1
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	2,	1,5
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	1,	0,9
785	LAC-ABITIBI, CS DU	1,	0,4
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	1,	0,9
822	L'AMIANTE, CS DE	2,	1,9
853	LAURENTIDES, CS DES	4,	1,7
831	LAVAL, CS DE	31,	18,3
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	12,	8,6
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	39,	21,3
864	MARIE-VICTORIN, CS	35,	22,1
762	MONTRÉAL, CS DE	83,	63,5
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	2,	1,7
824	NAVIGATEURS, CS DES	13,	7,5
889	NEW FRONTIERS, CS	4,	1,6
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	1,	1,0
865	PATRIOTES, CS DES	23,	14,9
721	PAYS-DES-BLEUETS, DU	2,	1,7
712	PHARES, CS DES	2,	2,0
854	PIERRE-NEVEU, CS	2,	1,9
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	26,	13,9
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	4,	2,8
735	PORTNEUF, CS DE	3,	1,6
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	12,	8,2
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	6,	4,4
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	2,	2,0
871	RIVERAINE, CS DE LA	4,	2,0
884	RIVERSIDE, CS	2,	0,9
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	6,	3,0
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	12,	8,5
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	7,	4,8
842	SAMARES, CS DES	11,	3,7
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	16,	10,9
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	5,	3,8
753	SOMMETS, CS DES	8,	4,1
861	SOREL-TRACY, CS DE	4,	2,3
869	TROIS-LACS, CS DES	5,	2,9
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	7,	5,3
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	2,	1,0
Total		538,	344,1

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Psychologues ou conseillères et conseillers en rééducation
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	31	22,2
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	5	2,8
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	26	20,0
872	BOIS-FRANCS, CS DES	11	9,2
732	CAPITALE, CS DE LA	30	23,2
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	7	6,1
731	CHARLEVOIX, CS DE	2	2,0
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	30	20,6
873	CHÊNES, CS DES	11	7,7
812	CHIC-CHOCS, CS DES	6	4,0
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	5	4,5
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	17	10,6
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	10	7,9
733	DÉCOUVREURS, CS DES	17	14,3
771	DRAVEURS, CS DES	17	12,4
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	5	3,9
742	ÉNERGIE, CS DE L'	17	13,0
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	14	10,8
791	ESTUAIRE, CS DE L'	8	6,1
792	FER, CS DU	3	2,8
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8	4,7
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	28	17,7
783	HARRICANA, CS	4	3,0
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	21	17,3
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	3	3,0
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	11	8,2
811	ÎLES, CS DES	2	1,5
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	5	2,9
785	LAC-ABITIBI, CS DU	5	2,9
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	6	4,7
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	2	2,0
822	L'AMIANTE, CS DE	7	6,0
853	LAURENTIDES, CS DES	7	5,7
831	LAVAL, CS DE	45	31,8
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	28	17,8
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	58	38,8
864	MARIE-VICTORIN, CS	47	29,0
762	MONTRÉAL, CS DE	53	34,9
711	MONT-ET-MARÉES, CS DES	11	8,1
824	NAVIGATEURS, CS DES	37	23,8
889	NEW FRONTIERS, CS	2	1,8
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	3	2,3
865	PATRIOTES, CS DES	41	27,4
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	10	8,0
712	PHARES, CS DES	4	2,9
854	PIERRE-NEVEU, CS	10	5,7
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	35	23,1
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5	4,9
735	PORTNEUF, CS DE	12	8,3
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	46	27,9
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	22	15,6
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	4	2,1
871	RIVERAINE, CS DE LA	5	3,3
884	RIVERSIDE, CS	9	6,7
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	17	12,7
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	19	12,6
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	2	1,8
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	21	12,6
842	SAMARES, CS DES	18	13,8
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	54	33,5
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	17	7,9
753	SOMMETS, CS DES	12	7,3
861	SOREL-TRACY, CS DE	7	4,1
869	TROIS-LACS, CS DES	15	8,1
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	19	14,6
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	11	8,7
Total		1 080	745,5

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Ventilation des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire et par poste, en date du 31 mars 2007, en vertu de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005. Prévisions pour 2007-2008 et 2008-2009.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2006-2007 :

- 50 M\$ ont été ajoutés pour l'embauche de spécialistes :
 - 20 M\$ pour l'embauche de 400 enseignants orthopédagogues au primaire;
 - 15 M\$ pour l'embauche de 300 enseignants-ressources au secondaire;
 - 15 M\$ pour l'embauche ou le maintien en poste de personnel professionnel et de soutien.

En date du 17 mai 2007, 70 commissions scolaires ont déclarés les résultats suivants :

Personnel enseignant

- ajout déclaré de 428 postes équivalents de temps complet (ETC) d'enseignants orthopédagogues au primaire, alors que les règles budgétaires prévoyaient un ajout de 400 postes ETC;
- ajout déclaré de 310 postes ETC d'enseignants-ressources au secondaire, alors que les règles budgétaires prévoyaient l'embauche de 300 postes ETC.

Personnel professionnel et de soutien

- ajout déclaré de 109 postes ETC et maintien de 29 postes ETC chez le personnel professionnel. Ces postes ont été comblés principalement dans les corps d'emploi de psychologues et de psychoéducateurs;
- ajout déclaré de 367 postes ETC et maintien de 20 postes ETC pour le personnel de soutien. Ces postes sont majoritairement destinés à l'éducation spécialisée.

On trouvera en annexe, le tableau complet des ajouts et des maintiens de postes, par commission scolaire (enseignants orthopédagogues au primaire, enseignants-ressources au secondaire) ainsi que l'embauche et le maintien en poste de personnel professionnel et de soutien.

Pour les années scolaires 2007-2008 et 2008-2009, 40 M\$ seront répartis pour des ajouts de ressources.

N. B. :

De l'enveloppe de 100 M\$, 10 M\$ sont prévus pour :

- ajout aux sommes destinées au perfectionnement du personnel enseignant;
- ajout d'heures pédagogiques à l'éducation des adultes;
- soutien aux enseignants des classes multiprogrammes.

ANNEXE 1 - FICHE 21-PQ - PERSONNEL ENSEIGNANT
AJOUT DE RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES À RISQUE ET LES EHDAA PAR LES COMMISSIONS SCOLAIRES AU 07-06-08

	ENSEIGNANTS ORTHOPÉDAGOGUES	ENSEIGNANTS-RESSOURCES
	Ajouts réels de postes enseignants orthopédagogues 2006-2007	Ajouts réels de postes enseignants ressources 2006-2007
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE	ETC	ETC
Affluents, Commission scolaire des	14,00	11,93
Appalaches, Commission scolaire des	2,25	2,00
Baie-James, Commission scolaire de la	1,47	0,96
Beauce-Etchemin, Commission scolaire de la	7,13	5,45
Bois-Francis, Commission scolaire des	5,20	3,89
Capitale, Commission scolaire de la	10,00	7,12
Charlevoix, Commission scolaire de	2,66	1,20
Chemin-du-Roy, Commission scolaire du	7,30	6,10
Chênes, Commission scolaire des	4,80	3,98
Chic-Chocs, Commission scolaire des	1,67	1,57
Cœur-des-Vallées, Commission scolaire au	2,90	2,20
Côte-du-Sud, Commission scolaire de la	4,10	2,94
Découvreurs, Commission scolaire des	5,36	3,85
Draveurs, Commission scolaire des	7,00	5,50
Énergie, Commission scolaire de l'	4,60	3,80
Estuaire, Commission scolaire de l'	2,49	2,21
Fer, Commission scolaire du	2,00	1,60
Fleuve-et-des-Lacs, Commission scolaire du	1,96	1,90
Grandes-Seigneuries, Commission scolaire des	9,13	6,87
Harricana, Commission scolaire	2,00	1,88
Hautes-Rivières, Commission scolaire des	8,05	6,56
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, Commission scolaire des	1,09	1,32
Hauts-Cantons, Commission scolaire des	4,10	2,11

ANNEXE 1 - FICHE 21-PQ - PERSONNEL ENSEIGNANT
AJOUT DE RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES À RISQUE ET LES EHDAA PAR LES COMMISSIONS SCOLAIRES AU 07-06-08

	ENSEIGNANTS ORTHOPÉDAGOGUES	ENSEIGNANTS-RESSOURCES
	Ajouts réels de postes enseignants orthopédagogues 2006-2007	Ajouts réels de postes enseignants ressources 2006-2007
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE	ETC	ETC
Îles, Commission scolaire des	0,70	0,61
Jonquière, Commission scolaire De La	3,30	4,90
Kamouraska—Rivière-du-Loup, Commission scolaire de	2,07	2,64
Lac-Abitibi, Commission scolaire du	1,00	0,93
Lac-Saint-Jean, Commission scolaire du	2,95	2,39
Lac-Témiscamingue, Commission scolaire du	1,14	1,42
Laurentides, Commission scolaire des	3,00	3,41
Laval, Commission scolaire de	16,10	8,50
Littoral, Commission scolaire du	0,29	0,35
Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire	17,20	10,21
Marie-Victorin, Commission scolaire	25,35	11,77
Montréal, Commission scolaire de	34,03	22,50
Monts-et-Marées, Commission scolaire des	2,44	2,00
Moyenne-Côte-Nord, Commission scolaire de la	0,15	1,00
Navigateurs, Commission scolaire des	6,93	4,95
Or-et-des-Bois, Commission scolaire de l'	3,31	3,50
Patriotes, Commission scolaire des	13,10	8,54
Pays-des-Bleuets, Commission scolaire du	3,22	3,06
Phares, Commission scolaire des	4,00	3,34
Pierre-Neveu, Commission scolaire	2,10	1,53
Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de la	16,85	11,35
Portages-de-l'Outaouais, Commission scolaire des	5,70	3,57
Portneuf, Commission scolaire de	2,70	2,23
Premières-Seigneuries, Commission scolaire des	9,73	7,59
Région-de-Sherbrooke, Commission scolaire de la	8,20	4,79

ANNEXE 1 - FICHE 21-PQ - PERSONNEL ENSEIGNANT
AJOUT DE RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES À RISQUE ET LES EHDAA PAR LES COMMISSIONS SCOLAIRES AU 07-06-08

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE	ENSEIGNANTS ORTHOPÉDAGOGUES	ENSEIGNANTS-RESSOURCES
	Ajouts réels de postes enseignants orthopédagogues 2006-2007	Ajouts réels de postes enseignants ressources 2006-2007
	ETC	ETC
René-Lévesque, Commission scolaire	2,10	2,44
Riveraine, Commission scolaire de la	2,60	1,75
Rives-du-Saguenay, Commission scolaire des	5,00	4,28
Rivière-du-Nord, Commission scolaire de la	14,60	6,95
Rouyn-Noranda, Commission scolaire de	0,99	2,13
Saint-Hyacinthe, Commission scolaire de	5,53	3,49
Samares, Commission scolaire des	18,00	7,92
Seigneurie-des-Mille-Îles, Commission scolaire de la	15,85	11,88
Sommets, Commission scolaire des	4,00	3,00
Sorel-Tracy, Commission scolaire de	2,50	1,25
Trois-Lacs, Commission scolaire des	7,70	3,60
Val-des-Cerfs, Commission scolaire du	3,00	7,85
Vallée-des-Tisserands, Commission scolaire de la	5,10	3,68
TOTAUX	383,79	274,25

ANNEXE 1 - FICHE 21-PQ - PERSONNEL ENSEIGNANT
AJOUT DE RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES À RISQUE ET LES EHDA A PAR LES COMMISSIONS SCOLAIRES AU 07-06-08

	ENSEIGNANTS ORTHOPÉDAGOGUES	ENSEIGNANTS-RESSOURCES
	Ajouts réels de postes enseignants orthopédagogues 2006-2007	Ajouts réels de postes enseignants ressources 2006-2007
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE	ETC	ETC
Central Québec, Commission scolaire	3,38	2,06
Eastern Shores, Commission scolaire	0,24	0,00
Eastern Townships, Commission scolaire	2,40	2,50
English-Montréal, Commission scolaire	11,00	8,00
Lester-B.-Pearson, Commission scolaire	11,39	8,55
New Frontiers, Commission scolaire	1,94	1,48
Riverside, Commission scolaire	4,50	3,20
Sir-Wilfrid-Laurier, Commission scolaire	1,60	6,50
Western Québec, Commission scolaire	7,96	3,88
TOTAUX		

ANNEXE 1 - FICHE 21-PQ - PERSONNEL ENSEIGNANT
AJOUT DE RESSOURCES POUR LES ÉLÈVES À RISQUE ET LES EHDAA PAR LES COMMISSIONS SCOLAIRES AU 07-06-08

	ENSEIGNANTS ORTHOPÉDAGOGUES	ENSEIGNANTS-RESSOURCES
	Ajouts réels de postes enseignants orthopédagogues 2006-2007	Ajouts réels de postes enseignants ressources 2006-2007
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE	ETC	ETC
TOTAUX FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES	428,20	310,42

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives.
Bilan de leurs interventions pour 2006-2007.

RÉPONSE

L'annexe ci-jointe présente la composition des tables interordres et leurs actions respectives.

Nom de la Table interordres : Table Éducation du Bas-Saint-Laurent

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Monts-et-Marées	Clément Bernier / Comité exécutif Directeur général	Michel Ringuet Recteur Université du Québec à Rimouski	Gérard Bédard Directeur régional MELS	A) Soutenir l'approche-action intraordre en formation professionnelle et en formation technique B) Développer une connaissance plus pointue de la formation professionnelle, technique et universitaire ainsi que des perspectives d'évolution de l'emploi en région, dans une optique de favoriser les arrimages interordres et avec le marché de l'emploi prévisible.	4 commissions scolaire du Bas-Saint-Laurent Président du Regroupement des commissions scolaires du Bas-Saint-Laurent Directeurs généraux des cégeps de Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, La Pocatière Directeur général de l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière Recteur de l'Université du Québec à Rimouski Directeur du Conservatoire de musique à Rimouski Directeur général de la Conférence régionale des élu-es BSL Directeur régional d'Emploi-Québec (MESS) Directeur régional du MELS	La Table interordres se réunira deux fois par année. Le Comité exécutif se réunira 4 fois par année et est constitué des membres suivants : ✓ Recteur de l'UQAR ✓ Directrice générale du Cégep de La Pocatière ✓ Directeur des études, Cégep de Matane ✓ Président du Regr. des CS ✓ 1 directeur général de la CS des Monts-et-Marées ✓ Directeur général de la CRÉ ✓ Directeur régional, MELS ✓ Directeur régional, Emploi-Québec (MESS)	En fonction des mandats
CS des Phares	Jacques Poirier Directeur général						
CS du Fleuve-et-des-Lacs	Serge Pelletier Directeur général						
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	Yvan Tardif Directeur général						
Regroupement des commissions scolaires	Raymond Tudeau / Comité exécutif Président de la Commission scolaire des Phares						
Cégep de Matane	Émery Béland Directeur général Louis Poirier / Comité exécutif Directeur des études						
Cégep de Rimouski	Raymond Giguère Directeur général						
Cégep de Rivière-du-Loup	André Morin Directeur général						
Cégep de la Pocatière	Christiane Hardy / Comité exécutif Directrice générale						
Université du Québec à Rimouski	Michel Ringuet / Comité exécutif Recteur						
Institut de technologie agro-alimentaire – La Pocatière	André Simard Directeur général						
Conservatoire de musique	Benoit Plourde Directeur						
Emploi-Québec, MESS	Pierre Robitaille / Comité exécutif Directeur régional						
Direction régionale du Ministère de L'Éducation, du Loisir et du Sport	Gérard Bédard / Comité exécutif Directeur régional						
Conférence régionale des élus Bas-Saint-Laurent (CRÉ)	Gérald Beaudry / Comité exécutif Directeur général						

Nom de la table interordres : Conseil interordres de l'éducation au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
La Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	M. Rémi Rousseau, président M. Serge Bergeron, directeur général	M. Michel Belley Recteur UQAC	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MEQ représentée par le directeur, M. François Paquette. Les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • supporter le Comité exécutif dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; • faire les convocations et les compte rendus des rencontres; • participer à tous les groupes de travail du Conseil; • assumer certains mandats de recherche pour le Conseil. 	<p>Établir un mécanisme de concertation et de coordination des institutions des trois ordres d'enseignement afin de remplir leurs missions propres et complémentaires en matière d'éducation des populations qu'elles desservent, de même qu'au plan de la recherche.</p> <p>Le Conseil peut formuler des avis ou des observations sur toute question relevant de ses compétences.</p> <p>Le Conseil est reconnu par la CRÉ Saguenay–Lac-Saint-Jean comme interlocuteur privilégié en matière d'éducation.</p>	<p>Comité exécutif : Un représentant de chaque ordre d'enseignement.</p> <p><u>Durée du mandat</u> : 2 ans.</p> <p><u>Comités de travail</u> : Mise sur pied de comités au besoin en fonction des sujets discutés.</p>	<p><u>Présidence</u> : En alternance parmi les membres du Comité exécutif.</p> <p><u>Durée du mandat</u> : un an.</p> <p><u>Nb rencontres par année</u> : 3 à 4 rencontres par année.</p> <p><u>Date de création du Conseil</u> : 4 février 2005.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action en anglais langue seconde • Promotion des carrières scientifiques • Plan quinquennat de développement de la région • Valorisation des sciences physiques dans la région • Recrutement d'étudiants étrangers • Plan d'aménagement de l'offre de formation en formation professionnelle et technique
La Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	M ^{me} Liz S. Gagné, présidente M. Claude Dauphinais, directeur général M. Yvon Pelletier, directeur général adjoint M ^{me} Christine Tremblay, directrice générale adjointe						
La Commission scolaire De La Jonquière	M ^{me} Myriam Lessard, présidente M. Raynald Thibeault, directeur général M. Pierre-Yves Béland, directeur général adjoint M. Éric Blackburn, directeur général adjoint						
La Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	M ^{me} Josée Bouchard, présidente M. Michel Gravel, directeur général M. Jean-Claude Bouchard, directeur général adjoint						
Le Cégep de Saint-Félicien	M ^{me} Isabelle Simard, présidente M. Louis Lefebvre, directeur général M. Gilles Lapointe, directeur des études						
Le Collège d'Alma	M Jean-Noël Tremblay, président M. Jean Paradis, directeur général M ^{me} Hélène O'Bomsawin, directrice des études						
Le Cégep de Jonquière	M ^{me} Nicole Landry, présidente M. Gilbert Grenon, directeur général M ^{me} Johanne Munn, directrice des études						
Le Cégep de Chicoutimi	M. Yves Fortin, président M ^{me} Ginette Sirois, directrice générale M ^{me} Sylvie Poirer, directrice des études						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)	M. Michel Belley, recteur M ^{me} Francine Belle-Isle, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche M. André Dorion, vice-recteur à l'administration et aux finances M. Martin Côté, secrétaire général M. Alyre Caron, adjoint du recteur M. Jean Wauthier, directeur du Service des affaires publiques						
Institutions privées	M. Michel Simard, directeur Séminaire Marie-Reine-du-Clergé						
CS Central Québec	M. Mario Larivière, directeur général						
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	M ^{me} Alice Germain						

Nom de la Table interordres : Table Éducation de la région de la Capitale-Nationale

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep de Limoilou	Monsieur Maurice Carrier Directeur général		Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : • Supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres • Faire les convocations, les comptes rendus des rencontres et en assurer les suivis • Participer à certains groupes de travail de la Table • Assumer certains mandats de recherche pour la Table	• Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main-d'œuvre pour les élèves, les étudiants et la population en général. La Table Éducation se veut un interlocuteur privilégié et incontournable dans tous les grands dossiers qui touchent l'éducation, notamment auprès de la Conférence Régionale des Élus ou au besoin, auprès d'autres instances. • Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation chaque fois que jugé nécessaire. • Initier et mettre en œuvre des mesures pour solutionner les problématiques auxquelles est confrontée la région en matière d'éducation et de développement de la main-d'œuvre. • Préparer des avis et les soumettre aux organismes qui s'intéressent à des questions touchant l'éducation et la formation de la main-d'oeuvre. • Contribuer au développement socioéconomique de la région par la mise en commun des ressources de ses membres.	Comité Exécutif: Les deux coprésidents, la Directrice régionale du MELS et le directeur du Regroupement des collèges et cégeps de la Capitale-Nationale. Le secrétariat est assumé par le professionnel de la DR.	Présidence: Coprésidence Chaque ordre d'enseignement (collèges et CS) nomme son représentant Durée du mandat: deux ans Nb rencontres par année: Environ quatre rencontres par année Date de création de la Table : La Table existe depuis 1999	• La persévérance et la réussite scolaires à tous les ordres d'enseignement ; • La promotion des carrières scientifiques et technologiques auprès des jeunes ; • Le développement de la formation professionnelle et de la formation technique ; • La promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement ; • L'insertion et la rétention des immigrants dans la région.
Cégep François-Xavier Garneau	Monsieur Yves Blouin Directeur général						
Centre d'études collégiales en Charlevoix	Monsieur Claude Harvey Directeur						
Cégep de Sainte-Foy	Monsieur Denis Juneau, Directeur général	Co-président					
Champlain St-Lawrence	Monsieur John Keyes, Directeur						
Regroupement des collèges et cégeps de la Capitale-Nationale	Monsieur Marcel Lafleur						
Commission scolaire des Découvreurs	Monsieur Reynald Deraspe, directeur général						
Commission scolaire de Charlevoix	Monsieur Jean-Guy Boudrault Directeur général						
Commission scolaire de la Capitale	Madame Diane Couture-Fortin, Directrice générale	Co-présidente					
Commission scolaire Central Québec	Monsieur Ron Corriveau, Directeur général						
Commission scolaire des Premières-Seigneuries	Monsieur Michel Hamel Directeur général						
Commission scolaire de Portneuf	Monsieur Simon Julien, Directeur général						
Université Laval	Monsieur Serge Talbot Directeur général du 1 ^{er} cycle						
Emploi-Québec	Monsieur Michel Gingras Directeur de la planification						
Conférence régionale des élus	Madame Josée Tremblay Directrice générale						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	- Madame Marie-Sylvie Descôteaux Directrice régionale	Membre de l'exécutif					
Direction régionale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	- M. Denis Papillon Agent de recherche et de planification socioéconomique	Secrétaire					

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DE LA MAURICIE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction	Monsieur Ghislain Bourque, recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières	Le soutien technique et logistique est assuré par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres.• Rédiger les convocations, les compte rendus des rencontres et assurer les suivis.• Participer à tous les groupes de travail de la Table.• Assurer certains mandats de recherche pour la Table.• Alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	La Table régionale de l'éducation de la Mauricie est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport seront conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.	<u>Comité Exécutif</u> : Non <u>Comités de travail</u> : Comité sur le rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique Comité de lutte au décrochage et à l'abandon scolaires Comité régional de la valorisation des adultes en formation Comité régional sur l'internationalisation	<u>Présidence</u> : Les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour une année en alternance pour chacun des ordres d'enseignement : commission scolaire, collège et université. <u>Durée du mandat</u> : 1 an <u>Nb rencontres par année</u> : Environ 5 réunions. <u>Date de création de la Table</u> : Automne 2001	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerner le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerner les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. La Table d'éducation interordres s'est dotée d'un plan d'action où quatre priorités ont été retenues : <ol style="list-style-type: none">1. Réussite éducative2. Rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique3. Valorisation de la formation générale des adultes et de la formation continue.4. Internationalisation.
Université du Québec à Trois-Rivières	Monsieur Ghislain Bourque, recteur						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées de la Mauricie (collégial)	Monsieur Marcel Côté, directeur général du Collège Laflèche						
Conférence régionale des élus de la Mauricie	Monsieur Patrick Guérard, directeur par intérim						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Monsieur André Dontigny, directeur de la santé publique						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Madame Ginette Lanthier, directrice régionale						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées de la Mauricie (PS – P – S)	Monsieur Benoît LaRue, directeur général de l'Institut secondaire Keranna						
Commission scolaire de l'Énergie	Monsieur Claude Leclerc, directeur général						
Cégep de Trois-Rivières	Monsieur Christian Muchle, directeur général						
Commission scolaire du Chemin-du-Roy	Monsieur Michel Morin, directeur général						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Monsieur Pierre Robert, directeur régional						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Madame Monique Savignac, professionnelle						
Collège Shawinigan	Madame Louise Trudel, directrice générale						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Claude Lamarre, directeur régional						

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Claude Lamarre, directeur régional	Monsieur Normand W. Bernier, directeur général du Cégep de Drummondville	<p>Le soutien technique et logistique est assuré par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres.• Rédiger les convocations, les compte rendus des rencontres et assurer les suivis.• Participer à tous les groupes de travail de la Table.• Assurer certains mandats de recherche pour la Table.• Alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	<p>La Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport seront conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.</p>	<p><u>Comité Exécutif</u> : Non</p> <p><u>Comités de travail</u> : Comité de gestion de l'entente administrative sur la réussite éducative :</p> <p>Comité sur la régionalisation FP et FT (plan de rapprochement)</p>	<p><u>Présidence</u> : Les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour une année en alternance pour chacun des ordres d'enseignement : commission scolaire, collège et université.</p> <p><u>Durée du mandat</u> : 1 an</p> <p><u>Nb rencontres par année</u> : Un minimum de cinq rencontres par année.</p> <p><u>Date de création de la Table</u> : Automne 2001</p>	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerter le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerter les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. <p>La Table d'éducation interordres s'est dotée d'un plan d'action où trois priorités ont été retenues :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Réussite éducative2. Rapprochement de la formation professionnelle et formation technique3. Desserte universitaire
Commission scolaire de la Rivéraine	Monsieur Normand Perreault, directeur général						
Commission scolaire des Bois-Francis	Madame Louise Savard, directrice générale						
Commission scolaire des Chênes	Monsieur Yvan Aubé, directeur général						
Cégep de Drummondville	Monsieur Normand W. Bernier, directeur général						
Cégep de Victoriaville	Monsieur Vincent Guay, directeur général						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées du Centre-du-Québec (PS - P - S - Collégial)	En attente d'une nouvelle désignation						
Université du Québec à Trois-Rivières	Monsieur Ghislain Bourque, recteur						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Madame Lorraine St-Cyr, directrice régionale						
Ministère du développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Monsieur Vincent Bourassa, directeur régional						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Monsieur Gaétan Désilets, directeur régional						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Monsieur André Dontigny, directeur de la santé publique						
Conseil régional des élus du Centre-du-Québec	Monsieur Claude-Henri Léveillé, directeur						

Nom de la Table interordres : TABLE ESTRIENNE DE CONCERTATION INTERORDRES EN ÉDUCATION

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Hauts-Cantons;	M. Bernard Lacroix, Directeur général	<u>Coprésidence :</u>	Le soutien est assumé par la Direction régionale du MEQ, dont les mandats principaux sont :	Identifier les grands enjeux de la région en éducation, en lien avec le développement économique, culturel et social de l'Estrie.	<u>Comité Exécutif</u> composé de:	<u>Présidence:</u>	▪ Réussite éducative. ▪ Valorisation de la diplomation.
CS de la Région-de-Sherbrooke;	M. Claude St-Cyr, Directeur général	▪ le recteur de l'Université de Sherbrooke: M. Bruno-Marie Béchard	• Supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres	Mettre en place, en concertation avec les divers organismes du milieu, les mesures appropriées pour solutionner ces grands enjeux dont ceux de la persévérance et réussite éducative des jeunes estriens et celui de la disponibilité d'une relève en main d'œuvre qualifiée.	▪ 2 coprésidents ▪ 1 représentant des DG des CS ▪ DG du Collège de Sherbrooke	▪ représentant de l'enseignement supérieur, en alternance université-cegep ▪ président de la table des DG des CS de l'Estrie	▪ Valorisation des carrières scientifiques, techniques et professionnelles.
CS des Sommets	M ^m c Yolande Nantel, Directrice générale	▪ le président de la Table des DG des CS de l'Estrie : M. Claude St-Cyr, DG de la Commission scolaire de la région de Sherbrooke	• Faire les convocations et les compte rendus des rencontres	Agir comme interlocuteur auprès de la CRÉ – Estrie pour tout ce qui concerne l'éducation en Estrie.	▪ PDG de l'ASSSS de l'Estrie ▪ DG de la CRÉ-Estrie	Durée du mandat: 2 ans	▪ Harmonisation et développement de la carte régionale des programmes d'enseignement professionnel et technique.*
CS Eastern Townships	M. Ron Canuel, Directeur général		• Participer à tous les groupes de travail de la Table		▪ un représentant des institutions anglophones	<u>Nb rencontres par année:</u> Table Interordres: 3-4 Comité Exécutif: au besoin	▪ Besoins en main-d'oeuvre qualifiée – vs – l'offre régionale en FPT*
Collège de Sherbrooke	M ^m c Micheline Roy, Directrice générale		• Assumer certains mandats de recherches pour la Table		▪ la direction du MELS - Estrie	<u>Date de création de la Table :</u> Le 26 avril 2005	▪ Monitoring régional des divers volets de l'éducation.
Champlain College	M. Gerald Cutting, Directeur général				<u>Existence d'un Comité de travail:</u> En lien avec le dossier prioritaire 2005-06		*En lien avec Table estrienne de concertation Formation Emploi.
Université de Sherbrooke	M. Bruno-Marie Béchard, Recteur						
Université Bishop's	M. Jonathan Rittenhouse, Vice-principal						
Association des écoles privées	M. André Métras, Directeur général						
Direction régionale du MELS	M ^m c Diane Lamothe, Directrice régionale						
Emploi-Québec	M ^m c Liette Tessier-Allard, Directrice régionale						
Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	M. Michel Baron, Président – directeur						
CRÉ-Estrie	M. Claude Boulanger, Directeur général						
Développement économique	M. Robert Fortin, Directeur régional						
Forum Jeunesse Estrie	M ^m c Dominique Desautels, Conseillère						
Groupe d'Action pour l'Avancement Technologique de l'Estrie (GATE) (Représentants industriels)	M. Guy Fouquet, Vice-président						

Nom de la Table interordres : Table régionale de Montréal en Éducation (inactive depuis 2004)

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de Montréal	M ^{me} Micheline Pothier, directrice générale		Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">• supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;• faire les convocations et les compte rendus des rencontres;• participer à tous les groupes de travail de la Table;• assumer certains mandats de recherches pour la Table .	La Table Éducation Montréal a pour mission de faire la promotion de l'éducation sur le territoire de l'île de Montréal. Elle assure le développement en favorisant le partage de l'information, la concertation et le soutien mutuel entre les ordres d'enseignement. Elle porte un regard et se positionne sur les grands enjeux ayant cours sur l'Île de Montréal et pouvant avoir un impact sur le monde de l'éducation. Elle initie et soutient des projets interordres, s'il y a lieu, répondant à des besoins de développement et de promotion de l'éducation sur l'île de Montréal. Pour ce faire, elle sera à l'écoute des enjeux politiques, économiques et culturels. Elle assurera sa présence auprès des instances concernées.	<u>Comité directeur:</u> -Carole Lamoureux, UQAM (présidente) -Patrick Woodsworth, Président du RCMM -Richard Filion, rep. des DG des cégeps de Mtl -Antonio Lacroce, DG de EMSB et représentant des CS -DR de Montréal du MELS :Gilles Lamirande, directeur et Pierre Barette, professionnel	<u>Présidence: Vice-recteur</u> <u>Durée du mandat:</u> 1 an <u>Nb rencontres par année:</u> 3 <u>Date de création de la Table :</u> Septembre 1997	La Table ne s'est pas réunie depuis 2004-2005. Toutefois, le comité directeur s'est rencontré deux fois depuis juin 2006.
CS de la Pointe-de-l'Île	M. André Dumont, directeur général						
CS Marguerite-Bourgeoys	M. Pierre Jetté, directeur général						
CS English-Montréal	M. Antonio Lacroce, directeur général						
CS Lester-B.-Pearson	M. Robert T. Mills, directeur général						
Collège Ahuntsic	M. Roch Tremblay, directeur général						
Cégep André-Laurendeau	M. Hervé Pilon, directeur général						
Collège Bois-de-Boulogne	M. Maurice Piché, directeur général par intérim						
Dawson College	M. Richard Filion, directeur général						
Collège Gérald-Godin	M. Pierre Schetagne, directeur général						
John Abbott College	M. Keith W. Henderson, directeur général						
Collège de Maisonneuve	M. Pierre Harrison, directeur général						
Cégep Marie-Victorin	M ^{me} Nicole Rouillier, directrice générale						
Collège de Rosemont	M ^{me} Patricia Hanigan, directrice générale						
Cégep de St-Laurent	M. Paul-Émile Bourque, directeur général						
Vanier College	M. Gilbert Héroux, directeur général						
Cégep du Vieux-Montréal	M. Jacques Roussil, directeur général						
Quatre représentants délégués par la direction des universités (Vice-rectrices, doyen, directeurs, professeur)							
La Direction régionale du MELS de Montréal	Gilles Lamirande Pierre Barrette						
La Direction générale du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain	Patrick Woodsworth						

Nom de la Table interordres : Conférence régionale de l'éducation de Laval

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
C.S. de Laval	Jean-Pierre Aubin, directeur général adjoint Francine Charbonneau, présidente	Francine Charbonneau, présidente de la Commission scolaire de Laval	Effectué par les secrétaires du président ou de la présidente	<ul style="list-style-type: none"> Partager annuellement les priorités de développement et d'action de chacun des partenaires Identifier les projets ou actions communes à mener et les moyens pour les actualiser Élaborer, au besoin, des priorités régionales communes sur les questions touchant le secteur de l'éducation partout sur le territoire de Laval Harmoniser les interventions avec la CRÉ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives des établissements et au développement régional avec d'autres intervenants des milieux de l'éducation, notamment les universités dispensant de la formation à Laval, les établissements privés de formation ou d'autres milieux 	<u>Comité Exécutif:</u> s/o <u>Comité de travail :</u> au besoin	<u>Présidence:</u> même présidence depuis deux ans Durée du mandat: s/o <u>Nb rencontres par année:</u> 4 <u>Date de création de la Table :</u> 2001	<ul style="list-style-type: none"> La planification stratégique des partenaires L'harmonisation des interventions auprès de la CRÉ La décentralisation, régionalisation et adaptation de programme La promotion de la culture scientifique (projet d'entente spécifique) – Laval deviendra la région « phare » en matière de sciences au Québec. L'impact de l'évolution démographique L'école communautaire Le rapport Gervais Le plan de rapprochement en FPT
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Effie Maniatis, directrice générale Anne-Marie Lepage, directrice générale adjointe Steve Bletas, président						
Cégep Montmorency	François Allard, directeur général						
Institut Armand-Frappier	Pierre Lapointe, directeur général						
Laval Technopole	Nicole Boutin						
Conférence régionale des élus de Laval	Manon Caron						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						

Nom de la Table interordres : Table régionale des Laurentides en Éducation

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
C.S. de la Seigneurie-des-Mille-Îles	Jean-François Lachance, directeur général Paule Fortier, présidente	André Bouchard, directeur général de la C.S. des Laurentides	La Commission scolaire ou le cégep dont la présidence est assurée.	<ul style="list-style-type: none">Assurer la concertation entre les organismes d'éducation de la régionPartager les priorités de développementIdentifier les projets ou les actions communesHarmoniser les interventions	<u>Comité Exécutif</u> : s/o <u>Comité de travail</u> : Comité sur la reconnaissance des acquis	<u>Présidence</u> : en alternance Durée du mandat: 1 an <u>Nb rencontres par année</u> : 4 <u>Date de création de la Table</u> : La table a été créée en février 2002	<ul style="list-style-type: none">Le développement de la FPT et des passerellesL'amélioration de la réussiteLa lutte au décrochageL'harmonisation interordresLa reconnaissance des acquisLes liens avec la CRÉ et son plan quinquennalLa décentralisation, régionalisation et adaptation de programmeLa convergence des planifications stratégiques des commissions scolaires et des cégepsLe rapport GervaisLe plan de rapprochement en FPT
C.S. de la Rivière-du-Nord	vacant Claudette Larivée, présidente						
C.S. des Laurentides	André Bouchard, directeur général Michel Arcand, président						
C.S. Pierre-Neveu	Yves Dallaire, directeur général Martine Loignon, présidente						
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Effie Maniatis, directrice générale Steve Bletas, président						
Cégep Lionel-Groulx	Monique Laurin, directrice générale						
Cégep Saint-Jérôme	Serge Tessier, directeur général						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						

Note : Les membres sont ouverts à intégrer les représentants politiques de leur organisation. Ils attendent toutefois les orientations qui seront prises par M. Fournier le 9 février prochain.

Nom de la Table interordres : Table régionale de Lanaudière en Éducation

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
C.S. des Affluents	Thomas Duzyk, directeur général Marie-Claire Rouleau, directrice générale adjointe Alain Vézina, directeur général adjoint Guy Sauvageau, directeur éducation des adultes et formation professionnelle Daniel Thiffault, président	Thomas Duzyk, directeur général de la C.S. des Affluents	Un consultant assure le secrétariat de la table ou la production de certains documents.	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la concertation entre les organismes d'éducation de la région Partager les priorités de développement Identifier les projets ou les actions communes Harmoniser les interventions 	<u>Comité Exécutif:</u> s/o <u>Comité de travail :</u> <ul style="list-style-type: none"> Comité sur les ponts et passerelles Comité sur la reconnaissance des acquis 	<u>Présidence:</u> en alternance Durée du mandat: 1 an <u>Nb rencontres par année:</u> 3 à 5 par année <u>Date de création de la Table :</u> La table a été créée en automne 2001	<ul style="list-style-type: none"> La réussite des élèves et la lutte au décrochage (projet d'entente spécifique) La FPT Les passerelles Les demandes d'ajouts à la carte La promotion régionale de l'offre de service Le transport collectif La reconnaissance des acquis Les liens avec la CRÉ La décentralisation, la régionalisation et l'adaptation de programme Le rapport Gervais Le plan de rapprochement en FPT
C.S. Des Samares	Richard Fiset, directeur général Francine Lebeau, directrice générale adjointe Christian Trudel, directeur éducation des adultes et formation professionnelle Jean Jetté, président						
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Anne-Marie Lepage, directrice générale adjointe Steve Bletas, président						
Cégep régional de Lanaudière et constituantes du cégep régional	Céline Durand, directrice générale par intérim Carole Tremblay, présidente Dominique Courmoyer, directrice Carole Rivest-Turgeon, directrice Louis Lavoie, directeur						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						
CRÉ Lanaudière	Marc Valade						

Nom de la Table interordres : Instance interordres de la Montérégie

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
La Direction régionale du MELS	Francis Culée, directeur régional de la Montérégie	Fabienne Desroches directrice générale Cégep Sorel-Tracy	Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres de la Table et du comité exécutif• Faire les convocations et les compte rendus des rencontres de la Table et du comité exécutif• Participer à tous les groupes de travail de la Table• Assumer certains mandats de recherches pour la Table et le comité exécutif ;	Favoriser la concertation sur des préoccupations communes et mettre en œuvre des projets et interventions à cet égard.	<u>Comité Exécutif:</u> 3 ordres d'enseignement (CS, Cégep, université, DR MELS) Présidente de la Table <u>Comité de travail :</u> 3 ordres d'enseignement et DR MELS Pour l'Entente pour contrer le décrochage scolaire (ajout de représentants : comité parents, Forum Jeunesse, Emploi Québec, Santé Publique, ministère Aînés, Famille et condition féminine)	<u>Présidence:</u> La présidence est assurée en alternance aux deux ans par les réseaux des collèges et des commissions scolaires <u>Durée du mandat:</u> 2 ans <u>Nb rencontres par année:</u> 2 par an <u>Date de création de la Table :</u> L'Instance interordres de la Montérégie a été mise en place à l'automne 2000	-Décrochage scolaire (entente) -Formation professionnelle et technique (Carte des programmes et promotion) -Approche orientante (Colloque) -Portrait régional (statistiques..) - Éducation des adultes (publicité lors de la semaine EA) - Planification stratégique commune -Formation des maîtres
Commission scolaire de Sorel-Tracy	Jean Morin, directeur général						
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	Yvan Gauthier, directeur général						
Commission scolaire des Hautes-Rivières	Pierre Buisson, directeur général						
Commission scolaire Marie-Victorin	André Byette, directeur général adjoint						
Commission scolaire des Patriotes	Normande Lemieux, directrice générale						
Commission scolaire du Val-des-Cerfs	Huguette Richard, directrice générale						
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	Susan Tremblay, directrice générale						
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	Claude Haineault, directeur général						
Commission scolaire des Trois-Lacs	Bernard Beauchesne, directeur général						
Commission scolaire Riverside	Kevin Lukian						
Commission scolaire New Frontiers	Kenneth Robertson						
Collège régional Champlain	Donald Shewan, directeur général						
Collège Édouard-Montpetit	Serge Brasset, directeur général						
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	Marie-Johanne Lacroix, directrice générale						
Cégep de Saint-Hyacinthe	Jean Barbeau, directeur général						
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	Chantal Denis, directrice générale						
Cégep de Sorel-Tracy	Fabienne Desroches, directrice générale						
Collège de Valleyfield	Guy Laperrière, directeur général						
L'Institut agro-alimentaire de Saint-Hyacinthe	André Simard, directeur général						
Université McGill	Morton Mendelson, vice-principal adjoint au programme d'études et services universitaires						
Université Concordia	Terry Fancott, vice-recteur						
Université de Sherbrooke	Denis Marceau, vice-recteur						
Université du Québec à Montréal	Josée Dumoulin, adjointe au directeur du bureau de l'enseignement et des programmes						
Université de Montréal	Jean-Marc Boudrias, doyen à la Faculté de l'éducation permanente						
Université du Québec à Trois-Rivières	Claude Arbour, registraire						
Université Laval	René-Michel Roberge, directeur général adjoint de la formation continue et adjoint au vice-recteur						
Emploi-Québec	Diane Landriault, directrice régionale						
Conférence régionale des Élus (CRÉ)	Les modalités de la participation des 3 CRÉ de la Montérégie n'ont pas encore été déterminées						

Nom de la Table interordres : Table Éducation Outaouais

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Emploi-Québec	Monsieur Claude Landry Directeur régional	Président : Monsieur Claude J. Chénier, Directeur général du Collège Heritage Vice président : Vacant jusqu'au 30 novembre 2006	Monsieur Denis Dugal Secrétaire général de la Table Éducation Outaouais Ce sont les organismes membres qui assurent les frais de fonctionnement de la Table Éducation Outaouais et c'est aussi par le biais d'ententes spécifiques qui découlent de l'Entente cadre que les travaux d'envergure se réalisent. Les ministères supportent aussi, par leurs programmes réguliers, ses travaux.	La Table Éducation Outaouais est la porte-parole de l'éducation pour le développement régional. Elle s'est donné pour mission de favoriser la concertation des principaux acteurs régionaux préoccupés par l'éducation, autour des enjeux majeurs auxquels l'Outaouais est confronté et ce, à tous les ordres d'enseignement, tant pour la clientèle francophone qu'anglophone. Parmi ces enjeux, l'amélioration de la persévérance scolaire, l'arrimage entre la formation et les besoins régionaux du marché du travail, actuels et anticipés, la valorisation, l'accessibilité et le rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique, la préoccupation d'une équité « urbaine-rurale » dans les offres de service et la régionalisation en matière d'éducation occupent des places prépondérantes.	Le comité de direction interordres de l'éducation est composé des directions générales des commissions scolaires, cégeps, du recteur de l'Université et de la directrice régionale du ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport. <u>Comités permanents de la TEO:</u> <ul style="list-style-type: none">Comité exécutif de la TEOComité pour l'amélioration de la persévérance scolaireComité de la formation professionnelle et de la formation technique.	Présidence: La présidente ou le président est une directrice générale ou un directeur général d'une commission scolaire, d'un cégep ou le recteur de l'université. Si la présidence de la TEO est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre de l'enseignement « préscolaire, primaire, secondaire », la présidence du comité de direction interordres est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre d'enseignement « supérieur » et vice versa. <u>Durée du mandat :</u> Le mandat à la présidence est d'une durée de deux ans et peut être renouvelé une fois. Généralement, les années scolaires déterminent les débuts et fins de mandats.	<ul style="list-style-type: none">Étude sur l'abandon scolaire.Études sur la formation professionnelle et sur la formation technique.Étude sur l'exode des jeunes.Établissement de passerelles en FP et FT dans des programmes ciblés.Projet de régionalisation en FP et en FT à la demande de la Conférence régionale des élus et, plus largement dans le cadre du projet gouvernemental de régionalisation.Inventaire des équipements disponibles en FP et en FT, tant dans les commissions scolaires, cégeps, collèges privés et dans les entreprises de la
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Madame Hélène Audet Directrice régionale						
Agence de développement des réseaux locaux de santé et services sociaux	Madame Lucie Lemieux Directrice de la Santé Publique						
Conférence régionale des Élus de l'Outaouais	Monsieur Jean Hébert Directeur général						
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	Monsieur Pierre Daoust Directeur général						
Commission scolaire Western Québec	Monsieur Mike Dawson Directeur général						
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	Madame Lucie Lafleur Directrice générale						
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	Madame Marlène Thonnard Directrice générale						
Commission scolaire des Draveurs	Monsieur François Jetté Directeur général						
Collège Heritage	Monsieur Claude J. Chénier Directeur général						
Cégep de l'Outaouais	Madame Marielle Poirier Directrice générale						
Multicollège de l'Ouest du Québec	Monsieur Réjean Lemay Directeur général Petit séminaire de Qc						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université du Québec en Outaouais	Monsieur Jean Vaillancourt Recteur			La Table Éducation Outaouais participe aussi activement au développement de la région par son implication aux différentes structures, politiques et administratives, et aux différents mécanismes mis en place par les partenaires de tous les secteurs de l'économie, de l'emploi, de la santé et plus largement du monde des affaires.		<p><u>Nb rencontres par année:</u> La Table Éducation Outaouais se réunit régulièrement, à une fréquence d'environ deux mois ou selon l'état d'avancement des travaux.</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> La Table Éducation Outaouais existe depuis plusieurs années mais, sous sa forme actuelle, a été reconnue dans l'entente cadre gouvernement – région signée en 2000. Elle est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'éducation et aussi en ce qui a trait aux liens formation – emploi.</p>	<p>région, dans le but d'améliorer l'utilisation de ces équipements, tant par les institutions que par les entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> Enquête sur les professions rattachées aux technologies de l'information et des communications (TIC).

Nom de la Table interordres : TABLE INTERORDRES — ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Commission scolaire de Rouyn-Noranda	Richard Gauthier, directeur général	Johanne Jean, rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres • Faire les convocations et les compte rendus des rencontres • Participer à tous les groupes de travail de la Table • Assumer certains mandats de recherches pour la Table ; 	<p>Concertation et échanges de renseignements sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi du plan triennal de développement de la formation professionnelle et technique; • La formation du personnel cadre; • L'évolution de l'effectif scolaire régional; • Le fonds Jeunesse; • La réforme de l'éducation et les plans de réussite; • Le développement de la vidéoconférence en région; • Le développement de passerelles; • Les nouvelles politiques gouvernementales. 	<p><u>Comité Exécutif</u> : aucun</p> <p><u>Comité de travail</u> : aucun</p>	<p><u>Présidence</u>: Johanne Jean</p> <p><u>Durée du mandat</u>: indéterminé</p> <p><u>Nb rencontres par année</u>: 3 rencontres par année</p> <p><u>Date de création de la Table</u> : Septembre 1999</p>	
Commission scolaire Harricana	Guy Baril, directeur général						
Commission scolaire du Lac-Abitibi	Marcel Chouinard, directeur général						
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	Jean Denommé, directeur général						
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	Normand Gingras, directeur général						
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Johanne Jean, rectrice et présidente						
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Daniel Marcotte, directeur général						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Louise Bilodeau, directrice régionale intérimaire						

Nom de la Table interordres : Table interordres formation/emploi de la Côte-Nord

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction	Pour 2005-2006 Réginald Caron, directeur régional Emploi-Québec Pour 2006-2007, la table n'a pas tenu de rencontre à ce jour.	Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : • supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; • faire les convocations et les compte rendus des rencontres; • participer à tous les groupes de travail de la Table; • assumer certains mandats de recherches pour la Table.	2005-2006 : • Veille active sur le marché du travail et adéquation formation/emploi • Concertation de l'offre régionale en formation professionnelle et technique 2006-2007 : Les priorités de la table n'ont pas été établies compte tenu qu'il n'y a pas eu de rencontre.	Comité Exécutif : à venir Table opérationnelle régionale formation/emploi : - Représentants CS - Représentants cégep - Professionnels MELS - Professionnels Emploi-Québec	Présidence : à venir Nb rencontres par année : 3 à 4 Date de création de la Table : Automne 2004	
Commission scolaire de la moyenne Côte-Nord	Marius Richard, directeur général						
Commission scolaire du Fer	Michel Filosa, directeur général						
Cégep de Sept-Îles	Donald Bhérer, directeur général						
Cégep de Baie-Comeau	Danielle Delorme, directrice générale						
Conseil d'orientation des services universitaires, secteur Est de la Côte-Nord	Christian Gagnon, président						
Commission scolaire du Littoral	Lucy De Mendonça, directrice générale						
CRE Côte-Nord	Geneviève Morneau, conseillère en développement régional						
Corporation des services universitaires du secteur Ouest	Françoise Ricahrd, présidente ou Michel Julien						
Commission scolaire de l'Estuaire	Alain Ouellet, directeur général						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Alain Veilleux, directeur régional par intérim						
Emploi-Québec	Réginald Caron, directeur régional						

Nom de la Table interordres : TABLE INTERORDRES — NORD-DU-QUÉBEC

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Commission scolaire de la Baie-James	<ul style="list-style-type: none"> Michèle Perron, directrice générale Claude Therrien, directeur du Service de la formation professionnelle et des services aux entreprises 	Michèle Perron, directrice générale, CSBJ	<p>Jusqu'au 17 octobre 2006, le soutien était assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Supporter la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres Faire les convocations et les compte rendus des rencontres Participer à tous les groupes de travail de la Table Assumer certains mandats de recherches pour la Table; 	<p>Concertation régionale sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le développement de l'Inforoute et les T.I.C.; la formation continue des ressources humaines en éducation; la réussite éducative; l'accès pour les jeunes de la région à tous les ordres d'enseignement; la formation professionnelle et technique offerte sur le territoire; le financement des services éducatifs dans le Nord-du-Québec; le partage des ressources entre les ordres d'enseignement; l'élaboration et la mise en application de certaines politiques gouvernementales. 	<p><u>Comité Exécutif</u>: aucun</p> <p><u>Comité de travail</u> : aucun</p>	<p><u>Présidence</u>: Directrice régionale du MELS</p> <p>Durée du mandat: indéterminée</p> <p><u>Nb rencontres par année</u>: 3 rencontres par année</p> <p><u>Date de création de la Table</u> : Janvier 2000</p>	
Commission scolaire Central Québec	Frédéric Grégoire, directeur d'école						
Commission scolaire Crie	Luc Collette, consultant						
Commission scolaire Kativik	Réjean Gascon, Service de l'éducation des adultes						
Centre d'études collégiales à Chibougamau	Gary James, directeur						
Cégep de Saint-Félicien	Réjean Lavoie, directeur des ressources humaines et directeur du Service aux entreprises et aux collectivités						
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	<ul style="list-style-type: none"> Johanne Jean, rectrice André Bélanger, agent de liaison à Chibougamau 						
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Ghislain Desjardins, directeur régional Renée Claude Baillargeon, directrice des opérations 						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	<ul style="list-style-type: none"> Richard Leclerc, directeur régional 						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	<ul style="list-style-type: none"> Louise Bilodeau, directrice régionale intérimaire Yovan Fillion, professionnel et secrétaire 						

Nom de la Table interordres : Table multidisciplinaire éducation, formation, emploi – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Direction régionale du MELS	Gérard Bédard, directeur régional	Mme Pâquerette Sergerie, présidente de la Commission scolaire des Chic-Chocs	Le MELS assume le secrétariat et le suivi des rencontres	✓ Décrochage scolaire ✓ Plan de rapprochement FPT ✓ Plan d'action de promotion et de valorisation de la formation et de la qualification ✓ Politique de la lecture	<u>Comité Exécutif</u> 9 membres ✓ 1 représentant par CS ✓ 1 représentant du cégep ✓ 1 représentant de l'UQAR ✓ 1 représentant DR-MELS ✓ 1 représentant DR-Emploi-Québec ✓ 1 représentant CRÉ	<u>Présidence</u> La présidence est élue en alternance parmi les membres provenant soit des commissions scolaires ou de l'enseignement supérieur. <u>Durée du mandat</u> : 2 ans. <u>Nb rencontres par année</u> : 4 à 5 rencontres par an <u>Date de création de la Table</u> : Continuité de la Commission sectorielle Éducation de la Gaspésie et des Îles	<ul style="list-style-type: none">• Plan de communication régional en faveur de la formation et de la qualification• Programme « Création d'emploi temporaire » avec obligation de s'inscrire dans un parcours de formation• Sous-scolarisation• Fibre optique - Utilisation de la fibre optique (dossier école éloignée en réseau)• Régie interne de la table
CS des Chic-Chocs	Yves Dallaire, directeur général						
CS des Chic-Chocs	Pâquerette Sergerie, présidente						
CS des Îles	Diane Arsenault, directrice générale						
CS des Îles	Francine Cyr, présidente						
CS René-Lévesque	Alain Desmeules, directeur général						
CS René-Lévesque	Jean Couture, président mandataire de l'éducation à la CRÉ						
CS Eastern Shores	Donna Bisson, directrice générale						
CS Eastern Shores	Audrey Acteson, présidente						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Roland Auger, directeur général						
Cégep de Matane	vacant						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Paul Thériault, représentant						
Université du Québec à Rimouski	Jean Ferron, vice-recteur à la formation et à la recherche						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale-Emploi-Québec	Marc Groleau, directeur régional						
Ass. des parents de la Gaspésie	Gilles Chrétien, représentant						
Représentant des enseignants des commissions scolaires	Rémi Leblanc, représentant						
Groupes en alpha	Delvyna Lachance, représentante						
Représentant du syndicat des cégeps	Annie Chouinard						
Conférence régionale des élus-es	Christine Blanchette						

Nom de la Table interordres : Table Éducation – Région de la Chaudière-Appalaches

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep de Lévis-Lauzon	Jean Dallaire, président Guy Demers, directeur général	Président	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres• Faire les convocations, les comptes rendus des rencontres et en assurer les suivis• Participer à certains groupes de travail de la Table• Assumer certains mandats de recherche pour la Table	<p>1. Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main d'œuvre</p> <p>2. Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation</p> <p>3. Élaborer un plan d'action afin de mettre en œuvre des mesures pour résoudre les problématiques régionales en matière d'éducation et de développement de la main d'œuvre</p> <p>4. Préparer des avis et les soumettre aux organismes ayant un intérêt pour l'éducation et la formation de la main d'œuvre</p> <p>5. Par la mission spécifique de ses membres, contribuer au développement social, économique et culturel de la région, par la mise en commun et l'optimisation des ressources de ses membres.</p>	<p><u>Comité exécutif</u></p> <p>Composé d'un membre par ordre d'enseignement, nommé par chacun des ordres.</p> <p>Le secrétariat est assumé par le professionnel de la DR du MELS.</p> <p>Des comités de travail sont mis en place au besoin.</p>	<p>La présidence est choisie parmi les membres et par les membres de la Table. Les gens proposés indiquent leur intérêt ou non, puis la décision se prend de façon collégiale.</p> <p>Durée du mandat: 2 ans</p> <p><u>Nb rencontres par année:</u> Cinq fois par année</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> La Table a été créée en 1999. Elle a interrompu ses activités de 2003 au printemps 2005. Elle fonctionne sur une base régulière depuis ce temps.</p>	<p>1. Établissement d'un diagnostic régional de l'organisation des services éducatifs offerts :</p> <ul style="list-style-type: none">- accessibilité et viabilité de la formation professionnelle et technique sur le territoire et offre de services universitaires;- utilisation optimale de l'ensemble des ressources disponibles sur le territoire;- passages entre les formations professionnelles et techniques, secondaires, collégiales et universitaires;- reconnaissance des acquis;- coordination de l'offre de formation continue et de la main d'œuvre <p>2. Promotion des carrières scientifiques, technologiques et techniques et leur accès</p> <p>3. Sensibilisation des entreprises à l'importance de la formation et conclusion d'entente pour la première qualification</p> <p>4. Promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement</p> <p>5. Accueil et intégration des étudiants internationaux et scolarisation des immigrants</p>
Cégep de Thetford	Serge Larouche, président François Dornier, directeur général						
Centre d'études collégiales de Montmagny	Daniel Dubé, directeur général						
Cégep de Beauce-Appalaches	Michel Beaulieu, président Charles Gameau, directeur général						
Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches	André Roy, président						
Commission scolaire des Navigateurs	Léopold Castonguay, président Yves Saint-Maurice, directeur général						
Commission scolaire des Appalaches	Alain Chabot, directeur général Denis Langlois, président Yvon Gosselin, vice-président						
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	Charles-Henri Lecours, président Camil Turmel, directeur général						
Commission scolaire de la Côte-du-Sud	Denys Bertrand, président Jocelyn Carrier, directeur général						
Université Laval – Direction générale de la formation continue	Carol Landry, directeur général adjoint						
Université du Québec à Rimouski (campus Lévis)	Daniel R. Rousse, vice-recteur						
Centre universitaire des Appalaches	Serge Roy, président						
Emploi-Québec	Andrée Morin, directrice de la planification et du partenariat						
Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent	Claude Gélinas, directeur général						
Cégep de La Pocatière	Christiane Hardy, directrice générale						

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Regroupement des commissions scolaires de la région de Chaudière-Appalaches	Brigitte Roy, coordonnatrice régionale						
Conférence régionale des élus	Martin Vaillancourt, analyste-conseil						
Direction régionale du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Marie-Sylvie Descôteaux, directrice régionale Denis Papillon, agent de recherche et de planification socioéconomique						

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires.
Cumul de l'entretien différé accumulé.

RÉPONSE

Les commissions scolaires du Québec possèdent environ 3 600 bâtiments de toute nature et de tout usage, dont plus de 3 243 lieux de formation.

Ces équipements totalisent, en surface bâtie, environ 15 200 000 mètres carrés dont la valeur à neuf est estimée à 23,1 G\$ (sur la base de 1 520 \$/m² pour reconstruire).

Soixante-sept des 72 commissions scolaires ont répondu à un sondage réalisé en 2001-2002. Les résultats ont montré qu'environ 25 000 interventions étaient jugées requises pour un coût de réalisation des travaux estimé à 1,14 G\$. (En extrapolant à l'ensemble des bâtiments des commissions scolaires, ce coût serait d'environ 1,4 G\$.)

Les travaux identifiés par les commissions scolaires touchaient notamment l'enveloppe des bâtiments, dans 58 p. 100 des cas, les systèmes mécaniques, dans 20 p. 100 des cas, et la sécurité, dans 12 p. 100 des cas.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Voir pages suivantes

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE AU PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES PAR ANNÉE D'ATTRIBUTION															
Ordre d'enseignement	Au prêt						À la bourse						Aide totale (M\$)		
	Nombre d'étudiants			Montant (M\$)			Nombre d'étudiants			Montant (M\$)					
	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006 ¹	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006 ¹	2006-2007	2007-2008
Secondaire professionnel	17 988	18 060	18 612	76,9	72,2	73,5	13 942	14 685	14 740	50,0	57,5	58,0	126,9	129,7	131,5
Collégial général	12 484	12 367	12 673	30,0	28,1	28,7	6 538	6 887	6 913	16,4	18,8	19,0	46,4	46,9	47,7
Collégial technique	29 689	30 109	30 437	93,0	87,2	88,8	17 671	18 613	18 683	62,2	71,5	72,2	155,2	158,7	161,0
Collégial non subventionné	3 522	3 451	3 394	19,6	18,4	18,0	65	69	69	0,3	0,4	0,4	19,9	18,8	18,4
Universitaire 1 ^{er} cycle	51 895	52 446	53 090	193,0	181,0	185,0	32 558	34 294	34 424	132,6	152,3	153,6	325,6	333,3	338,6
Universitaire 2 ^e cycle	13 480	13 874	13 936	67,8	63,5	64,7	8 900	9 370	9 410	35,5	40,8	41,1	103,3	104,3	105,8
Universitaire 3 ^e cycle	2 490	2 554	2 710	14,1	13,2	13,5	1 389	1 466	1 469	6,0	6,9	7,0	20,1	20,1	20,5
Prêts seulement ²	121	125	128	1,0	1,0	1,0	----	---	---	----	---	---	1,0	1,0	1,0
TOTAL	131 669	132 986	134 980	495,4	464,6	473,2	81 063	85 384	85 708	303,0	348,2	351,3	798,4	812,8	824,5

STATISTIQUES SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DU CALCUL DU PRÊT ET DE LA BOURSE

Nombre moyen de semaines de traitement de la réception du document au calcul de l'aide :

- Calcul de l'aide (2004-2005) : 5,6 semaines
- Calcul de l'aide (2005-2006) : 1,2 semaine
- Calcul de l'aide (2006-2007) : 1,0 semaine

L'augmentation du délai de traitement en 2004-2005 s'explique par des difficultés d'ordre technique rencontrées lors du démarrage du système Contact en avril 2004. Malgré ces difficultés, des mesures ont été mises en place pour s'assurer que la grande majorité des étudiants recevraient leur aide financière à temps pour la rentrée scolaire de septembre, notamment l'émission d'une aide provisoire.

Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007.

1. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007
2. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

Dès 2005-2006, le délai a été ramené à 1,2 semaine, alors qu’il était de 5,6 en 2004-2005. Rappelons que le projet Contact a permis d’implanter une série d’améliorations notamment le processus de la demande en généralisant l’utilisation d’Internet, la numérisation des documents lors de la réception, la gestion automatisée du flux du travail (Workflow) et le versement mensuel de l’aide financière par voie électronique. Ces réalisations ont permis une amélioration notable du service à la clientèle tout en permettant un versement de l’aide mieux adapté aux besoins de l’étudiante ou de l’étudiant.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE DANS LES AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE							
Autre programme	Nature de l'aide	Nombre de bénéficiaires			Aide totale (M\$)		
		2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008
Programme de remboursement différé ²	Prêts	10 118	11 300	14 750	4,0	5,0	7,5
Programme de prêts pour les études à temps partiel	Prêts	983	1 000	1 250	1,1	1,2	1,3
Programme de bourses pour les étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle majeure (besoins spéciaux)	Bourses	1 305	1 450	1 535	5,5	6,0	6,3
Programme de bourses d'études de langue seconde (cours d'été) ³	Bourses	2 974	3 000	3 250	5,4	5,5	6,0
Programme de bourses pour les permanents élus des associations étudiantes	Bourses	19	20	20	0,1	0,1	0,1
Programme études-travail ⁴	Bourses	4 000	4 000	4 000	6,0	6,0	6,0
Programme de remise de dette	Bourses	832	1 150	1 500	1,1	1,5	2,0
TOTAL		20 231	21 920	26 305	23,2	25,3	29,2

- 1. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007.
- 2. Cette donnée est établie sur la base de l’année financière. Elle correspond au nombre de personnes différentes qui ont bénéficié de ce programme entre avril et mars.
- 3. Programme coordonné par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.
- 4. Programme à frais partagés (50 %) avec les établissements d’enseignement.

DÉPENSES ESTIMÉES AU TITRE DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS			
Nature des dépenses	Montant (M\$)		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Années financières			
Bourses consécutives aux prêts ¹	256,7	329,2	350,5
Intérêts sur les prêts ²	58,5	73,8	79,2
Provision pour mauvaises créances	30,3	11,0	11,0
Autres bourses	10,9	10,9	10,9
Administration ³	27,0	29,0	31,7
TOTAL	383,4	453,9	483,3

- 1. Inclut un montant de 80 M\$ des bourses du millénaire.
- 2. Inclut les dépenses au titre du Programme de remboursement différé et du Programme de remise de dette.
- 3. Inclut l’amortissement pour le système CONTACT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie des échanges intervenus entre le MEQ et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2006-2007.

RÉPONSE

Voir documents ci-joints.

Aide financière
aux études

Québec

Le sous-ministre adjoint

Québec, le 8 mars 2007

Monsieur Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3R2

Monsieur le Directeur,

Le 6 mars 2007, nous avons transmis à la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire deux listes de noms d'étudiantes et d'étudiants du Québec. La première comprend les noms de ceux qui pourraient recevoir une bourse générale de la Fondation, et la deuxième, les noms de ceux à qui pourrait être accordée sa nouvelle bourse d'accès.

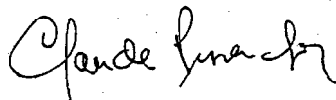
Je certifie que les personnes dont les noms figurent sur l'une ou l'autre de ces listes répondent aux critères d'admissibilité établis pour l'année 2006-2007, et qui sont précisés à l'article 3 de l'entente administrative conclue le 27 mai 2005 entre la Fondation, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Je certifie également qu'aucune des personnes ayant été déclarées admissibles à une aide financière aux études pour l'année 2006-2007 par le gouvernement du Québec et répondant aux critères d'admissibilité mentionnés ci-dessus n'a été exclue des listes transmises.

Nous espérons recevoir prochainement les sommes correspondant aux bourses accordées par la Fondation relativement à l'année 2006-2007, ce qui nous permettra d'effectuer les versements prévus. Une fois ces versements faits, nous vous ferons parvenir une seconde version des listes afin de vous informer des montants effectivement versés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Claude Provencher

Ministère de l'Éducation,
du Loisir et du Sport
Aide financière aux études

1035, rue De La Chevrolière, 20^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
www.ite.gouv.qc.ca

03/15/07 13:20 FAX 514 985 5987

F.C.B.M. / C.M.S.F.

002

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 16 mars, 2007

Monsieur Claude Provencher
Sous-ministre adjoint à l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière
20e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Monsieur Provencher,

Je suis heureux de vous informer que le Conseil d'administration de la Fondation a accordé le 15 mars, 2007 une bourse du millénaire pour l'année académique 2006-2007 aux étudiants dont les noms apparaissaient sur la liste que vous avez soumise à la Fondation au montant recommandé par votre province.

Permettez-moi de vous rappeler que l'approbation de chaque bourse est conditionnelle au respect des exigences de la Fondation au moment du versement. Dans le cas d'un étudiant qui aurait fait une demande d'aide financière dans plus d'une juridiction, la Fondation vous soumettra son nom le plus rapidement possible. Il deviendra alors inadmissible à recevoir une bourse pour l'année en cours et pour les années subséquentes.

En mon nom ainsi qu'au nom des membres du personnel, je profite de l'occasion pour vous exprimer notre appréciation à l'égard de l'administration du programme de bourses générales du Millénaire. Nous poursuivrons cette collaboration et assurerons ensemble le succès de cette initiative, dont le but ultime est l'aide financière aux étudiants dans le besoin.

En vous remerciant de votre concours, je vous prie d'agréer, Monsieur Provencher, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction

1000 Sherbrooke West / Ouest, Bureau 500, Montréal Q1 2H1 2R2
tél.: 514 985-0066 - 1 877 786-3999 (toll-free) / Sans frais - Téléc.: 514 985-5987
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca

Millennium
Scholarships

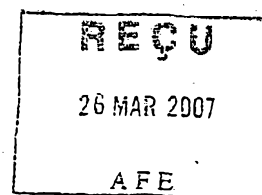


Les bourses
du millénaire

CANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Montréal, le 16 mars 2007

Monsieur Martin Doiron
Ministère de l'Éducation
Aide financière aux études
Gouvernement du Québec
1035, rue De La Chevrotière
20e étage Québec (QC) G1R 5A5




Objet: Programme de bourses d'accès du millénaire – Année académique 2006-2007

Monsieur Doiron,

Veillez trouver ci-joint un chèque au montant total de 10 775 000 \$ représentant le montant net à être versé à la province de Québec pour le paiement des bourses d'accès de la Fondation approuvées par notre conseil d'administration le 15 mars, 2007.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Monsieur Doiron, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,


Paul Bourque
Directeur, finances et opérations

pièce jointe

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 5 avril, 2007

7 AVR 10 -8 30

Monsieur Michel Boivin
Sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Gouvernement du Québec
Édifice Marie-Guyard
1035, rue de la Chevrotière
Québec (Québec)
G1R 5A5

Éducation - CABINET d'EDM

Référence : SC 35425Cote : 65-06-00Remis à : Boivin

Michel
Monsieur le Sous-ministre,

En vertu de l'entente conclue avec votre gouvernement, je vous informe des sommes que la Fondation a allouées en bourses générales aux résidents de votre province pour les deux prochaines années scolaires. Contrairement à la pratique habituelle, ces montants d'argent, qui sont déterminés selon le dernier recensement en fonction du pourcentage de la population de votre province au sein de celle du Canada, vous sont accordés pour deux années au lieu de trois, étant donné la fin prochaine du mandat de la Fondation.

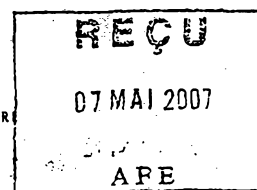
Selon le recensement de 2001 de Statistique Canada, la population de votre province représente 24,12 % de celle du Canada. Par conséquent, une tranche de 68 740 000 \$, millions des 285 millions de dollars que la Fondation distribue chaque année en bourses générales sera versée aux résidents de votre province pour chacune des années scolaires 2007-2008 et 2008-2009. Cette somme pourra être révisée à la suite du recensement de 2006. Ces sommes s'ajoutent aux 10 775 000 \$ que la Fondation octroie chaque année, en vertu d'un accord distinct, sous forme de bourses d'accès aux étudiants québécois issus de familles à faible revenu pour chacune des années scolaires 2007-2008 et 2008-2009.

En terminant, je vous remercie, vous et vos représentants, pour la collaboration et le soutien de premier plan que vous offrez à la Fondation. Sans votre appui, cette dernière n'aurait jamais pu transformer la dotation de 2,5 milliards de dollars qu'elle a obtenue du gouvernement du Canada en bourses totalisant plus de 3,2 milliards de dollars et les distribuer à des étudiants canadiens dans le besoin.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma très haute considération.

Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction

1000 Sherbrooke West / Ouest, Bureau Sud, Montréal Qc H3A 1R3
Tél. : 514 985-0020 • 1 877 285 3099 (toll free / Sans frais) • Fax / Téléc. : 514 985-9987
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca



Montréal, le 17 avril 2007

Monsieur Claude Provencher
Sous-ministre adjoint à l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière, 20^e étage
Québec, QC G1R 5A5

**Objet: Remboursement des frais administratifs
Programme des bourses générales du millénaire**

Monsieur Provencher,

Veuillez trouver ci-joint un chèque au montant de 222.500\$ représentant le deuxième versement des frais administratifs du programme des bourses générales encourus par le gouvernement du Québec pour l'année scolaire 2006-2007.

Ce montant est versé conformément à l'entente conclue entre la Fondation et le gouvernement du Québec en date du 25 mai 2005.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, monsieur Provencher, nos salutations les meilleures.

Randolph Harrold
Gestionnaire des bourses générales et d'accès

p.j.



Montréal, le 18 avril 2007

Monsieur Martin Doiron
Direction des politiques et des programmes
Aide financière aux études
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière
20e étage
Québec (QC)
G1R 5A5

Objet: Programme de bourses générales du millénaire – Année académique 2006-2007

Monsieur Doiron,

Veuillez trouver ci-joint le détail du virement qui sera effectué à votre compte le 24 avril 2007 au montant total de 79 892 354 \$ selon les informations bancaires que vous nous avez transmis à notre demande.

Ce montant représente le montant net à être versé à la province de Québec pour le paiement des bourses de la Fondation approuvées par notre conseil d'administration le 15 mars 2007.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Monsieur Doiron, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,

Paul Bourque
Directeur, finances et opérations

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation en 2005-2006 et 2006-2007, en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.

RÉPONSE

Les données 2005-2006 sont tirées de Contact et complétées par des compilations manuelles. Les données 2006-2007, également tirées de Contact, sont incomplètes, car les dossiers reçus à la fin de la période de référence (en mars), traités à la réunion de mai du Comité d'examen des demandes dérogatoires, ne sont pas encore fermés.

Traitement des demandes présentées au Comité d'examen des demandes dérogatoires en 2005-2006

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	250	N/D	N/D	1 612 378
Situations particulières	439	N/D	N/D	825 497
Total	689	403	1 092	2 437 875

Source : CONTACT

Traitement des demandes présentées au Comité d'examen des demandes dérogatoires en 2006-2007

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	226	87	313	1 331 596
Situations particulières	441	306	747	814 541
Total	667	393	1 060 *	2 146 137

* 37 dossiers à fermer doivent être ajoutés pour un total de 1 097 dossiers reçus au cours de la période. Les autres nombres et montants seront ajustés à la suite de la décision finale dans ces dossiers.

Données au 5 juin 2007 (données provisoires)
Source : CONTACT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.

RÉPONSE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DÉCLARÉ FAILLITE ¹ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET QUI SE TROUVENT DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE REMBOURSER LEUR PRÊT ÉTUDIANT, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT, SI DISPONIBLE					
Ordre d'enseignement	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007
Secondaire professionnel	298	159	365	294	332
Collégial général	46	45	54	66	40
Collégial technique	269	205	312	310	274
Collégial non subventionné	193	192	169	194	141
Universitaire 1 ^{er} cycle	250	252	260	304	219
Universitaire 2 ^e cycle	40	37	56	54	67
Universitaire 3 ^e cycle	12	5	4	9	27
Prêts seulement ²	19	11	17	24	9
TOTAL	1 127	906	1 237	1 255	1109

1. Cas de faillite alors que les prêts étaient détenus par les établissements financiers.
2. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2006-2007.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT, QUI ONT ATTEINT LE NIVEAU D'ENDETTEMENT ¹ MAXIMUM PRÉVU PAR LA LOI EN 2006-2007	
Ordre d'enseignement	Nombre d'étudiants
Secondaire professionnel	569
Collégial général	95
Collégial technique	244
Collégial non subventionné	58
Universitaire 1 ^{er} cycle	358
Universitaire 2 ^e cycle	25
Universitaire 3 ^e cycle	13
TOTAL	1362

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.

RÉPONSE

Le projet de développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans le plan d'action gouvernemental visant à moderniser l'administration publique par l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les coûts du projet Contact

Le coût total du projet sur dix ans est estimé à 50,4 M\$. Compte tenu des bénéfices estimés, le projet est autofinancé.

	(000 \$)					
	1998-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	Total prévu
TOTAL	20 966,6	12 747,8	9 215,3	6 506,8	972,0	50 408,5

¹ Ces déboursés réels incluent aussi les années financières 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre de plaintes en 2006-2007 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.

RÉPONSE

En date du 30 mars 2007, 1 381 plaintes* ont été présentées au Bureau des plaintes (Aide financière aux études).

* données provisoires

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2006 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Le tableau ci-annexé présente, pour chacun des cégeps, l'évolution des soldes de fonds du 30 juin 2005 au 30 juin 2006.

Les prévisions pour 2007-2008 ne sont pas disponibles.

SITUATION FINANCIÈRE DES CÉGEPS
SOLDE DE FONDS DE FONCTIONNEMENT (K\$)
AU 30 JUIN 2006 AVANT ANALYSE PAR LE MINISTÈRE

	Solde de fonds au 30 juin 2005	Surplus (déficit) 2005-2006 (Avant analyse) (note)	Solde de fonds au 30 juin 2006 (Avant analyse)
Abitibi-Témiscamingue	51,9	40,4	92,4
Ahuntsic	1 102,8	(998,7)	104,1
Alma	321,4	448,6	770,0
André-Laurendeau	1 589,5	(556,8)	1 032,7
Baie-Comeau	406,0	(28,0)	378,0
Beauce-Appalaches	1 005,9	99,8	1 105,7
Bois-de-Boulogne	1 236,2	(1 535,9)	(299,6)
Champlain	2 762,6	308,5	3 071,2
Chicoutimi	856,5	(61,2)	795,3
Dawson	5 679,7	(811,4)	4 868,3
Drummondville	617,0	87,4	704,4
Édouard Montpetit	1 150,6	(575,2)	575,4
St-Félicien	1 402,0	49,7	1 451,7
Sainte-Foy	677,1	(99,3)	577,9
François-Xavier Garneau	(2 513,6)	83,5	(2 430,2)
Gaspésie et des Îles	(969,6)	140,6	(829,0)
Gérald Godin	502,0	(295,9)	206,1
Granby Haute-Yamaska	546,3	(62,9)	483,4
Héritage	514,1	177,3	691,4
St-Hyacinthe	1 897,4	(72,7)	1 824,8
Saint-Jean-sur-Richelieu	753,7	408,9	1 162,6
Saint-Jérôme	(965,4)	651,8	(313,6)
John Abbott	2 982,2	(767,2)	2 215,0
Jonquière	1 267,5	(723,8)	543,6
Régional de Lanaudière	881,3	(435,9)	445,3
La Pocatière	1 383,8	(18,3)	1 365,5
Saint-Laurent	1 571,7	(64,2)	1 507,5
Lévis-Lauzon	650,7	(394,7)	256,0
Limoilou	(937,9)	635,9	(302,0)
Lionel Groulx	268,9	824,4	1 093,3
Maisonneuve	567,3	(353,6)	213,7
Marie-Victorin	813,6	(417,5)	396,1
Matane	259,9	325,9	585,8
Montmorency	381,1	(187,6)	193,5
Outaouais	1 511,0	239,9	1 750,8
Rimouski	1 059,9	71,5	1 131,3
Rivière-du-Loup	344,9	202,6	547,5
Rosemont	1 542,6	186,0	1 728,6
Sept-Îles	1 117,9	(148,5)	969,5
Shawinigan	426,1	(1,8)	424,3
Sherbrooke	915,5	58,6	974,1
Sorel-Tracy	582,1	(333,4)	248,7
Thetford	694,0	(258,4)	435,6
Trois-Rivières	1 871,4	35,9	1 907,2
Valleyfield	1 167,1	48,6	1 215,7
Vanier	1 668,6	41,2	1 709,7
Victoriaville	1 732,9	(198,9)	1 534,0
Vieux-Montréal	718,1	(2,4)	715,7
	44 066,2	(4 237,3)	39 829,0

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Ventilation du budget total (revenus et dépenses) de chacun des collèges en 2006-2007.

RÉPONSE

Le tableau ci-annexé présente, pour chacun des cégeps, le total des revenus et dépenses selon les données au budget de l'année scolaire 2006-2007.

SITUATION FINANCIÈRE DES CÉGEPS
RÉSULTATS PRÉVUS
AU 30 JUIN 2007

	Revenus	Dépenses	Surplus (déficit) budgété
Abitibi-Témiscamingue	26 681 100	26 681 100	-
Ahuntsic	52 466 578	52 466 578	-
Alma	14 975 018	14 975 018	-
André-Laurendeau	26 882 153	26 882 153	-
Baie-Comeau	10 407 078	10 407 078	-
Beauce-Appalaches	16 952 321	16 952 321	-
Bois-de-Boulogne	30 712 862	30 712 862	-
Champlain	37 594 178	37 594 178	-
Chicoutimi	35 088 300	35 138 300	(50 000)
Dawson	60 787 685	61 584 305	(796 620)
Drummondville	19 116 289	19 116 289	-
Édouard Montpetit	60 117 437	60 217 437	(100 000)
St-Félicien	18 022 603	18 022 603	-
Sainte-Foy	62 661 589	62 661 589	-
François-Xavier Garneau	47 837 655	47 837 655	-
Gaspésie et des Îles	24 679 167	24 678 251	916
Gérald Godin	11 207 427	11 197 416	10 011
Granby Haute-Yamaska	15 725 721	15 725 721	-
Héritage	10 355 038	10 387 933	(32 895)
St-Hyacinthe	31 279 464	31 279 464	-
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 706 412	27 706 412	-
Saint-Jérôme	35 513 959	35 382 751	131 208
John Abbott	45 156 340	45 406 121	(249 781)
Jonquière	49 274 443	49 274 443	-
Régional de Lanaudière	38 301 309	38 301 309	-
La Pocatière	15 119 109	15 266 809	(147 700)
Saint-Laurent	27 424 000	27 568 600	(144 600)
Lévis-Lauzon	31 884 645	31 947 184	(62 539)
Limoilou	48 476 480	48 176 480	300 000
Lionel Groulx	32 632 303	32 632 303	-
Maisonneuve	56 718 331	56 718 331	-
Marie-Victorin	34 872 940	34 872 940	-
Matane	13 240 200	13 240 200	-
Montmorency	43 731 012	43 731 012	-
Outaouais	38 438 847	38 929 067	(490 220)
Rimouski	40 950 494	41 514 342	(563 848)
Rivière-du-Loup	16 692 505	16 772 505	(80 000)
Rosemont	31 685 350	31 685 350	-
Sept-Îles	10 417 000	10 479 000	(62 000)
Shawinigan	14 686 024	14 686 024	-
Sherbrooke	49 199 586	49 199 586	-
Sorel-Tracy	12 711 586	12 770 209	(58 623)
Thetford	13 449 456	13 449 456	-
Trois-Rivières	42 458 800	42 558 800	(100 000)
Valleyfield	16 655 668	16 655 668	-
Vanier	46 945 121	47 198 021	(252 900)
Victoriaville	19 449 527	19 571 149	(121 622)
Vieux-Montréal	61 267 115	61 267 115	-
	1 528 608 225	1 531 479 438	(2 871 213)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

État des besoins relatifs à la révision des programmes de niveau technique. Copie des documents produits à ce sujet.

RÉPONSE

Au 31 mars 2007, 101 programmes d'études révisés menant à un diplôme d'études techniques (DEC) étaient approuvés, incluant deux nouveaux programmes d'études soit 181.A0 – Soins préhospitaliers d'urgence et 235.C0 – Technologie de la production pharmaceutique. De plus, quatre programmes d'études ont été approuvés depuis le 31 mars 2007, soit :

243.B0 Technologie de l'électronique
243.C0 Technologie de l'électronique industrielle
248.A0 Technologie de l'architecture navale
570.D0 Techniques de design de présentation

Les travaux d'analyse se poursuivent au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour préciser les besoins relatifs à sept autres programmes.

Il n'y a pas de document spécifique à ce sujet.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Nombre total d'enseignants au niveau collégial en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Le nombre total d'enseignantes et d'enseignants au collégial, à l'enseignement ordinaire et à la formation continue, en 2005-2006, était de 12 816, exprimé en équivalent temps plein (ETP). Pour l'année 2006-2007, le nombre réel ne sera disponible qu'à l'automne 2007. Quant aux prévisions concernant l'effectif enseignant pour l'année 2007-2008, nous ne disposons pas de données à cet égard.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008**

Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Sommes accordées en 2006-2007 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2007-2008.

RÉPONSE

- En 2006-2007, le MELS a accordé 600 000\$ supplémentaires pour la création de quatre nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies (CCTT), portant ainsi le financement global nécessaire au fonctionnement des CCTT existants à 6 650 000 \$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.

RÉPONSE

- Un appel de propositions a été lancé en décembre 2006, permettant aux collèges de déposer une nouvelle proposition ou de mettre à jour une demande déjà déposée antérieurement.
- Vingt-six propositions de centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) ont été présentées avant la date limite du 1^{er} mars 2007.
- Quatre nouveaux centres ont été annoncés le 4 juin 2007.

PROPOSITIONS RETENUES ET ANNONCÉES LE 4 JUIN 2007

Nom du collège responsable	Nom du projet
Cégep de la Gaspésie-et-des-Îles	Centre CORUS (TechnoCentre éolien)
Cégep de La Pocatière / Institut de technologie agroalimentaire	Centre de développement des bioproduits du Québec
Cégep de Rimouski	Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers (SEREX)
Collège de Maisonneuve	Institut de technologie des emballages et du génie alimentaire (ITEGA)

CENTRES APPROUVÉS DEPUIS LE 14 AVRIL 2003

Nom du collège responsable	Nom du projet
Cégep de Baie-Comeau	Centre d'expérimentation et de développement en forêt boréale (CEDFOB)
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Centre technologique des résidus industriels
Cégep de Beauce-Appalaches	Service d'innovation et de transfert technologique

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.

RÉPONSE

L'entretien différé correspond au montant requis pour effectuer les travaux de maintien en bon état qui ne peuvent plus être reportés. Ces travaux, s'ils ne sont pas effectués, affectent de façon imminente le bon fonctionnement du bâtiment ou compromettent la durée de vie des autres composantes (réparation d'une toiture qui coule ou qui est sur le point de le faire, remplacement de fenêtres non étanches, infiltration d'eau par les parements extérieurs, etc.).

L'enveloppe nécessaire pour maintenir en état les bâtiments du réseau collégial public est estimée en 2007-2008 à 64,8 M\$, soit 1,5 % de la valeur à neuf du parc immobilier. Le niveau de l'enveloppe consentie en 2006-2007 se situe à 49,2 M\$. Une insuffisance de fonds consacrés depuis plusieurs années à la conservation en état du parc immobilier a donc engendré un déficit d'entretien que l'on évalue à environ 400 M\$.

Les plans d'accélération des investissements publics ont permis un certain rattrapage en augmentant temporairement les montants accordés au maintien des actifs, mais pas suffisamment pour combler le retard accumulé au cours des trente dernières années.

Dans le discours sur le budget 2005-2006, le gouvernement a annoncé une majoration des montants accordés au réseau de l'éducation pour le maintien en bon état des bâtiments des cégeps. Pour 2005-2006, ce montant se chiffrait à 9,3 M\$. Ce montant a été majoré en 2006-2007 et en 2007-2008 pour s'établir respectivement à 12,9 M\$ et 16,7 M\$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Le tableau ci-dessous illustre les subventions de fonctionnement octroyées aux universités québécoises pour l'année universitaire 2006-2007, selon l'allocation déterminée initialement en début d'année.

Subventions de fonctionnement pour l'année 2006-2007		
Université	Montant (k\$)	
Université Bishop's		18 987,7
Université Concordia		194 210,4
Université Laval		320 903,1
Université McGill		249 942,9
Université Montréal		373 308,0
École des hautes études commerciales de Montréal		64 687,1
École Polytechnique de Montréal		63 423,8
Université de Sherbrooke		161 948,8
Université du Québec		
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	22 672,9	
- Université du Québec à Chicoutimi	50 821,9	
- Université du Québec à Montréal	220 911,4	
- Université du Québec en Outaouais	36 624,0	
- Université du Québec à Rimouski	42 832,2	
- Université du Québec à Trois-Rivières	76 024,6	
- Institut national de la recherche scientifique	40 068,8	
- École nationale d'administration publique	11 901,3	
- École de technologie supérieure	48 415,0	
- Télé-université	22 992,1	
- Siège social	12 083,9	
Sous-total		585 348,1
Total partiel		2 032 759,9
Solde à distribuer en cours d'année		88 227,1
Total année scolaire 2006-2007		2 120 987,0
Recomptage de l'effectif étudiant de l'année 2003-2004.		134 154,5

* Les données de 2007-2008 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour les cinq dernières années disponibles.

RÉPONSE

Le tableau joint en annexe présente l'évolution des surplus (déficit) accumulés de 2001-2002 à 2005-2006.

Universités Québécoises
Évolution des surplus (déficits) accumulés ⁽¹⁾

Surplus (déficit) accumulé (en 100\$)	au 31 mai 2002	au 31 mai 2003	au 31 mai 2004	au 31 mai 2005	au 31 mai 2006
Université Bishop's	(998,9)	(305,7)	(829,5)	(584,6)	(2 884,6) ⁽³⁾
Université Concordia	25 003,8	16 341,2	15 631,4	10 464,5	3 404,7
Université Laval	(113 540,2)	(117 792,2)	(114 730,0)	(119 629,7)	(123 258,1)
Université McGill	(11 299,1)	(16 300,9)	(19 636,4)	(24 370,0)	(41 374,7)
Université de Montréal	(44 406,8)	(39 597,9)	(45 452,1)	(48 424,0)	(83 759,4)
École Des Hautes Études Commerciales	(9,8)	6 782,6	6 738,0	6 688,2	5 674,3
École Polytechnique	5 985,0	6 448,5	8 489,8	5 334,5	(2 075,7)
Université Sherbrooke	38,5	(4 824,9)	(4 564,6)	(11 699,6)	(12 666,1)
Université du Québec Ensemble	(81 859,5)	(68 385,8)	(54 306,3)	(59 137,1)	(80 101,4)
Total du réseau	(221 087,0)	(217 635,1)	(208 659,7)	(241 357,8)	(337 041,0)
Université du Québec à Montréal	(10 865,6)	116,3	2 161,1	8,6	(16 917,3) ⁽³⁾
Université du Québec à Trois-Rivières	(23 214,1)	(24 449,2)	(18 594,4)	(17 760,7)	(17 108,5)
Université du Québec à Chicoutimi	(11 197,1)	(9 985,5)	(7 769,3)	(7 421,1)	(7 469,7)
Université du Québec à Rimouski	(6 288,4)	(6 253,8)	(6 089,0)	(6 079,5)	(6 476,2)
Université du Québec en Outaouais	(5 676,6)	(6 573,5)	(6 556,1)	(7 991,5)	(9 694,2)
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingu	(5 185,4)	(4 941,7)	(5 136,4)	(5 112,3)	(6 154,0)
Institut national de recherche scientifique	(5 837,1)	(4 449,2)	(1 841,4)	(2 781,5)	(2 807,1)
École nationale d'administration publique	2 279,6	2 488,6	2 045,4	1 336,8	1 335,8
École de technologie supérieure	88,9	34,1	109,9	(1 322,6)	(2 189,0)
Télé-université	319,3	1 032,7	2 442,4	2 491,2	1 223,4
Université du Québec	(16 283,0)	(15 404,6)	(15 078,5)	(14 504,5)	(13 844,6)

Note 1 : Le solde de fonds est affecté par les redressements et les virements de soldes de fonds.

Note 2 : En 1998-1999 et 1999-2000, la subvention du gouvernement du Québec comprenait respectivement une subvention forfaitaire de 170 M\$ et de 100 M\$ pour aider les universités à résorber leur déficit accumulé.

Note 3 : Ce sont des estimations, car les données finales ne sont pas disponibles

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie de toutes les études, avis, analyses et travaux en cours concernant la déréglementation des droits de scolarité des étudiants étrangers.

RÉPONSE

Lors du plus récent Discours du trône et du Discours sur le budget, notre gouvernement a réaffirmé son intention de majorer les droits de scolarité exigés des étudiants inscrits dans les universités.

Concernant spécifiquement les étudiants étrangers, les montants forfaitaires exigés en 2007-2008 seront incessamment soumis pour avis au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études et pour approbation du gouvernement par la suite.

La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels restreint l'accessibilité aux documents demandés concernant la majoration des droits exigés des étudiants étrangers, puisqu'ils sont produits dans le cadre d'un processus décisionnel en cours.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Portrait détaillé des frais d'inscription, d'admission, technologiques, de services à la vie étudiante, d'activités sportives, etc., en vigueur dans chaque université québécoise.

RÉPONSE

Les données de l'année 2006-2007 concernant les frais afférents sont présentées en annexe. La collecte de l'information concernant l'année 2007-2008 est en cours et les résultats seront disponibles à la fin de l'été.

UNIVERSITÉS DU QUÉBEC (SAUF TELUQ, INRS, ENAP)
ESTIMÉ SOMMAIRE DES DROITS ET DES FRAIS AUTRES QUE LES DROITS DE SCOLARITÉ, DE TYPE OBLIGATOIRE
2006-2007

Nature des charges financières	Bishop's	Concordia	Laval	McGill	Sherbrooke	UdeM	HEC	POLY	ETS	UOAC	UOQ	UOAM	UOAR	UOAT	UOTR
a) Droits de scolarité :															
	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30
Sous-total :	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30	1 668,30
b) Frais institutionnels (obligatoires) :															
Frais de service	80,00	310,00	150,00	203,40	60,00	161,40	60,00	100,00	50,00	40,00	50,00	40,00	40,00	40,00	40,00
Frais technologies de l'information (Frais technologiques)	-	-	49,50	198,60	-	120,00	270,00	115,00	-	-	-	-	-	-	-
Services aux étudiants	581,00	375,00	226,80	414,00	230,70	210,00	231,00	150,00	120,00	154,50	183,30	204,30	66,90	66,90	120,00
Frais de relevé de notes	-	-	-	36,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais pour droits d'auteur	-	-	-	19,80	17,70	-	-	15,00	-	18,00	19,20	-	17,40	18,00	21,90
Assurance-accident	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,50	-	4,20
Frais pour papier d'imprimante	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vie étudiante	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40,00	40,00	-
Carte d'identité (1 ^{ère} carte) (payable une fois)	-	11,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,00
Sous-total :	661,00	696,50	426,30	871,80	308,40	491,40	561,00	380,00	170,00	212,50	252,50	244,30	167,80	164,90	191,10
c) Frais obligatoires chargés par les associations étudiantes :															
Cotisation pour association générale (incluant FEUQ)	-	267,36	-	-	57,00	-	-	-	-	-	45,00	-	60,00	-	-
Cotisation pour association générale (excluant FEUQ)	120,00	-	20,00	83,39	-	21,00	-	60,00	50,00	60,00	-	-	-	32,00	26,00
Cotisation d'associations facultaires ou sectorielles, départementales, modulaires ou de programme : (incluant FEUQ)	-	-	-	-	-	-	57,40	-	-	-	27,50	34,69	-	-	-
Cotisation d'associations facultaires ou sectorielles, départementales, modulaires ou de programme : (excluant FEUQ)	-	-	40,00	19,40	-	56,25	-	-	-	-	-	18,38	-	-	-
CADEUL	-	-	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisation FEUQ séparée	-	-	-	-	-	5,00	-	5,00	-	5,00	-	-	5,00	-	5,00
Association pour une solidarité syndicale étudiante	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journal étudiant	-	-	-	10,00	2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,00
Radio étudiante (frais séparé)	-	-	-	7,00	6,50	4,00	-	2,00	-	-	-	-	-	-	8,00
Le Frigo Vert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Note : Pour un étudiant de 1^{er} cycle, résident du Québec, inscrit à temps complet aux sessions d'automne et d'hiver, soit la charge dite normale de 30 crédits.

UNIVERSITÉS DU QUÉBEC (SAUF TELUQ, INRS, ENAP)
ESTIMÉ SOMMAIRE DES DROITS ET DES FRAIS AUTRES QUE LES DROITS DE SCOLARITÉ, DE TYPE OBLIGATOIRE
2006-2007

Nature des charges financières	Bishop's	Concordia	Laval	McGill	Sherbrooke	UdeM	HEC	POLY	ETS	UQAC	UQO	UQAM	UOAR	UOAT	UOTR
c) Frais obligatoires offerts par les associations étudiantes (suite)															
Patrouille étudiante de sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Legal Information Clinic	-	-	-	6,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Access McGill	-	-	-	4,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quartier libre	-	-	-	-	-	2,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de garderie (SSMU)	-	-	-	3,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FAECUM-FICSUM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total :	120,00	267,36	60,00	133,29	66,00	88,25	57,40	67,00	50,00	65,00	72,50	53,07	65,00	32,00	43,00
d) Contributions obligatoires au bénéfice de l'université fixée par les associations étudiantes :															
Achat de livres additionnels à la bibliothèque	30,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Partners in Learning	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'investissement étudiant	-	-	25,00	-	-	-	-	20,00	-	-	-	-	-	-	-
Pilkington Scholarship Fund	-	-	-	1,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisation au fonds d'amélioration et de maintien des laboratoires informatiques, des installation athlétiques, des équipements spécialisés de génie etc. (taux moyen)	-	-	-	47,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisation au service de placement (taux moyen)	-	-	-	29,57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total :	30,00	0,00	25,00	77,57	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL :	2 479,30	2 632,16	2 179,60	2 750,96	2 042,70	2 247,95	2 286,70	2 135,30	1 888,30	1 945,80	1 993,30	1 965,67	1 901,10	1 865,20	1 902,40

Note : Pour un étudiant de 1^{er} cycle, résident du Québec, inscrit à temps complet aux sessions d'automne et d'hiver, soit la charge dite normale de 30 crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie et coût des contrats d'études commandés par le ministre de l'Éducation en juin 2006 à quatre experts afin de donner suite au rapport Gervais. Copie des études et des correspondances échangées avec le ministère.

RÉPONSE

Les études ne sont pas terminées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Copie du plan stratégique 2006-2007 présenté au Secrétariat des sports et loisirs.

RÉPONSE

Le Plan stratégique a été déposé à l'Assemblée nationale le 11 mai 2005. Il est disponible sur le site du Ministère : www.mels.gouv.qc.ca/administ/plan_strategique/2005-2008/index.asp

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2007 avec :

- a) objectifs, critères d'admissibilité, réalisations 2006-2007;
- b) budgets respectifs;
- c) nombre de demandes reçues, projets refusés et acceptés et nombre de participants pour chacun des projets, s'il y a lieu;
- d) montant de la subvention de chaque organisme, municipalité, entreprise.

RÉPONSE

Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2007 :

Le Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir
Le Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport - soutien à la mission loisir des personnes handicapées
Le Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport
Le Programme d'assistance financière aux camps de vacances
Le Programme d'assistance financière à la Fête nationale du Québec
Le Programme d'assistance financière au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec
Le Programme d'assistance financière au Conseil québécois du loisir
Le Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant des incapacités
Le Programme d'assistance financière à la Ville de Longueuil
Le Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir
Le Programme d'assistance financière à l'action communautaire autonome
Le Programme de soutien à l'action bénévole
Le Programme d'assistance financière aux organismes provinciaux de sports
Le Programme d'assistance financière au développement de l'excellence sportive
Le Programme Kino-Québec
Le Programme d'assistance financière aux Grands Jeux
Le Programme Équipe-Québec
La promotion de la sécurité, recherche et coopération

Voir annexe ci-jointe.

Il est à noter que le Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes et le Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains ont été transférés au ministère des Transports le 1^{er} avril 2006.

Le Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir

Budget original 2006-2007 : 1 622 800 \$

Nombre de projets reçus : 19

Nombre de participants : d.n.d*

Description

Le but de ce programme est de soutenir financièrement le fonctionnement des organismes nationaux de loisir reconnus dans les secteurs plein air, socio-éducatif et récréo-touristique.

Objectifs

- Former du personnel et des bénévoles;
- Régir et organiser des manifestations de loisir;
- Diffuser de l'information sur les disciplines et les activités;
- Assurer la sécurité et la qualité de la pratique du loisir.

Critères d'admissibilité

Pour être admissibles, les organismes doivent respecter les critères suivants :

- être un organisme sans but lucratif et mener des interventions à l'échelle provinciale;
- avoir une existence légale depuis au moins 2 ans;
- poursuivre un but d'intérêt dans l'un des secteurs de loisir suivants : plein air, socio-éducatif ou récréo-touristique;
- être un organisme dont les structures internes garantissent le contrôle démocratique par les membres;
- assurer, s'il y a lieu, la sécurité des participants et des spectateurs.

Réalisations en 2006-2007

- Toutes les exigences du programme ont été respectées.
- 19 organismes ont reçu un soutien financier.

* d.n.d = donnée non disponible

*Le Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport (URLS)
- soutien à la mission loisir des personnes handicapées*

Budget original 2006-2007 **1 278 500 \$**

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Il s'agit d'une aide financière versée aux URLS visant à favoriser l'accessibilité des personnes handicapées au loisir et au sport et à soutenir les bénévoles qui oeuvrent auprès des organismes régionaux de loisir pour les personnes handicapées.

Objectif

Accorder un soutien financier aux unités régionales de loisir et de sport afin d'assurer le développement et la promotion du loisir pour les personnes handicapées.

Critères d'admissibilité

Pour être admissible, l'organisme demandeur doit être une unité régionale de loisir et de sport.

Réalisations en 2006-2007

La responsabilité d'assurer le développement et la promotion du loisir pour les personnes handicapées a été transférée aux URLS à compter de 2001-2002 ainsi que l'enveloppe budgétaire. Les opérations se sont poursuivies en 2006-2007.

* d.n.d = donnée non disponible

*Le Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport***Budget original 2006-2007 : 6 439 000 \$**

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Programme triennal d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport (URLS) pour la réalisation des volets régionaux de programmes nationaux (par exemple, Jeux du Québec, certification des entraîneurs, formation des bénévoles, loisir pour personnes handicapées) et pour l'exécution de mandats régionaux définis par les intervenants locaux et régionaux oeuvrant au développement du loisir et du sport.

Objectif

Soutenir financièrement les URLS afin de leur permettre de réaliser le plan d'action pluriannuel.

Critères d'admissibilité

Pour obtenir une reconnaissance officielle du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et se rendre admissible au programme, l'organisme doit :

- être un organisme à but non lucratif légalement constitué;
- agir comme palier régional de planification, d'intervention, de gestion et de coordination en matière de loisir et de sport;
- être géré par un conseil d'administration composé de membres d'organismes du milieu associatif du loisir et du sport, ainsi que de représentants du monde municipal, du monde scolaire ou d'autres provenances selon les réalités régionales (par exemple, des communautés autochtones, du milieu de la santé, du tourisme, de la culture). Un représentant du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) y siège également, à titre d'observateur;
- satisfaire à toutes les exigences prévues au Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport ainsi qu'à toute autre exigence spécifique déterminée au sein de la Table québécoise de concertation en matière de loisir et de sport.

Réalisations en 2006-2007

Ce programme triennal 2004-2007 en était à sa troisième année et son mode de répartition par strates de l'enveloppe a fait consensus entre les régions. Au cours de 2006-2007, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a versé des subventions aux 17 régions (le modèle organisationnel de l'URLS d'une région peut varier). Chacune de celles-ci participe activement aux travaux de la Table québécoise de concertation en matière de loisir et de sport.

Dans le cadre des travaux de décentralisation, de régionalisation et d'adaptation des programmes gouvernementaux, le Ministère a retenu une action stratégique en matière de loisir et de sport, soit l'établissement d'une entente de partenariat entre l'URLS et la CRÉ de chaque territoire. Chacune des URLS a conclu une entente avec la CRÉ de son territoire, lui permettant ainsi de consolider son action tout en étant associée au développement régional.

* d.n.d = donnée non disponible

Le Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances

Budget original 2006-2007 : 3 646 145 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d. *

Nombre de participants : d.n.d. *

Description

Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances comprenant deux volets, soit :

- l'aide à l'accessibilité;
- l'aide aux immobilisations.

Objectif

Assurer une plus grande accessibilité aux camps de vacances pour les personnes les plus défavorisées financièrement parmi les jeunes, les personnes handicapées et les familles du Québec, en soutenant financièrement les organismes à but non lucratif exploitant de tels camps.

Critères d'admissibilité

- Être un organisme à but non lucratif légalement constitué, possédant ou gérant un camp de vacances qui est en activité depuis au moins trois ans et qui accueille majoritairement des jeunes, des personnes handicapées ou des familles.
- Avoir exploité un camp de vacances pendant un minimum de 40 jours entre le deuxième vendredi de juin et le deuxième lundi de septembre de l'année précédente.
- Avoir accueilli des personnes défavorisées financièrement pour un minimum d'au moins 18 % de l'ensemble des nuitées admissibles comprises entre le deuxième vendredi de juin et le deuxième lundi de septembre de l'année précédente.
- Avoir un taux d'autofinancement d'au moins 35 % si le pourcentage des nuitées admissibles occupées par des personnes défavorisées financièrement est de moins de 85 % ou d'au moins 20 % si le pourcentage est de 85 % et plus.
- Conformément à la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire, satisfaire aux quatre critères qui définissent les organismes d'action communautaire au sens large, à savoir :
 - être un organisme à but non lucratif;
 - être enraciné dans la communauté;
 - entretenir une vie associative et démocratique;
 - être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.

Réalisations en 2006-2007

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a accordé une subvention à 108 camps de vacances, soit 65 camps pour jeunes, 17 camps pour personnes handicapées et 26 camps familiaux ainsi qu'à la Commission loisir et sport de la Baie-James, à l'Administration régionale Crie, à la Nation Naskapi de Kawawachikamach et au Mouvement québécois des camps familiaux.

* d.n.d = donnée non disponible

*Le Programme d'assistance financière à la Fête nationale du Québec***Budget original 2006-2007 : 3 644 000 \$**

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) confie au Mouvement national des Québécoises et Québécois le développement des activités reliées à la Fête nationale du Québec, la gestion du Programme d'assistance financière aux manifestations locales, l'organisation d'événements régionaux dans la majorité des régions administratives du Québec ainsi que des manifestations d'impact national à Québec et à Gatineau (Outaouais).

Le MELS a aussi confié au Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean inc. l'organisation d'une marche, de fêtes populaires et du spectacle d'impact national, à Montréal.

Programme d'assistance financière aux manifestations localesObjectifs

- Favoriser l'organisation de réjouissances visant à susciter la participation, la solidarité et la fierté des Québécoises et Québécois;
- Apporter un appui à l'implication des divers organismes dans l'organisation de la Fête chez eux.

Critères d'admissibilité

- Les activités doivent se dérouler le 23 juin, à compter de 12 h, ou le 24 juin ;
- La célébration doit être ouverte à toute la population et viser la participation du plus grand nombre possible de citoyennes et de citoyens;
- L'organisme qui réalise un ou des projets doit présenter des prévisions budgétaires équilibrées.

Réalisations en 2006-2007

L'édition 2006 de la Fête nationale du Québec a donné lieu à la réalisation de 737 manifestations de nature locale les 23 et 24 juin 2006.

Cette célébration a par ailleurs donné lieu à 3 manifestations d'impact national, respectivement dans les villes de Québec, de Montréal et de Gatineau, ainsi qu'à la tenue d'une marche et de fêtes populaires à Montréal. Des fêtes régionales eurent également lieu dans 22 villes d'importance réparties dans 14 régions administratives du Québec.

* d.n.d = donnée non disponible

N.B. : Dans la seule région de Montréal, 40 % des projets locaux présentés provenaient de groupes issus de communautés culturelles.

*Le Programme d'assistance financière au Regroupement des organismes nationaux
de loisir du Québec (RONLQ)*

Budget original 2006-2007 : 2 575 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Le Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec (RONLQ) dispense des services à plus de cent organismes nationaux de loisir et de sport œuvrant dans six secteurs d'activités : culturel, plein air, scientifique, socio-éducatif, sportif et touristique.

Objectifs

Soutenir financièrement le RONLQ pour qu'il puisse offrir des services professionnels, techniques et administratifs ainsi que l'hébergement des sièges sociaux aux organismes nationaux unidisciplinaires et pluridisciplinaires de loisir et de sport.

Critères d'admissibilité

La subvention à cet organisme est autorisée annuellement par décret.

Réalisations en 2006-2007

Toutes les clauses du protocole d'entente entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'organisme ont été respectées.

* d.n.d = donnée non disponible

<i>Le Programme d'assistance financière au Conseil québécois du loisir (CQL)</i>
--

Budget original 2006-2007 : 350 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Le Conseil québécois du loisir (CQL) est un organisme sans but lucratif qui représente les organismes nationaux de loisir œuvrant dans les secteurs culturel, plein air, scientifique, socio-éducatif ainsi que touristique et joue un rôle de concertation. Il est également reconnu comme partenaire gouvernemental pour ce domaine par le Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport (1997).

Objectifs

Le CQL réalise des mandats qui lui sont reconnus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Ces mandats ont trait à la formation, la promotion et la valorisation des bénévoles, à la concertation des organismes de loisir, à la représentation des intervenants du domaine du loisir et à la collaboration à des dossiers nationaux.

Critères d'admissibilité

La subvention à cet organisme est autorisée conformément à un CT.

Réalisations en 2006-2007

- Représentation officielle des milieux régionaux (Unités régionales de loisir et de sport), municipal (Association québécoise du loisir municipal) et scolaire au conseil d'administration.
- Réalisation du Prix Molson du journalisme en loisir (120 participants).
- Offre d'un service conseil aux membres en économie sociale.
- Poursuite de la planification du Congrès mondial du loisir de 2008.
- Implication au sein du Laboratoire en loisir et vie communautaire.
- Participation aux activités du Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin.

* d.n.d = donnée non disponible

*Le Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes handicapées***Budget original 2006-2007 : 1 385 000 \$**

Nombre de projets reçus :	Volet « Organismes et municipalités » :	554
	Volet « Camps de vacances » :	21

Description

Ce programme vise à soutenir la personne handicapée dans le choix de ses activités de loisir ainsi qu'à favoriser sa participation en lui fournissant un service d'accompagnement.

Objectifs

Par ce programme, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport vise à octroyer une aide financière à des organismes de loisir, des municipalités ou des camps de vacances afin d'assumer les coûts liés à l'accompagnement nécessaire à une personne handicapée pour réaliser une activité de loisir (volet « Organismes et municipalités » et volet « Camps de vacances »). Ce programme est géré en collaboration avec les Unités régionales de loisir et de sport et les Associations régionales de loisir pour les personnes handicapées.

Critères d'admissibilité

Les organismes admissibles au Programme à l'intérieur du volet « Organismes et municipalités » ou du volet « Camps de vacances » doivent être des organismes à but non lucratif ayant une mission de loisir reconnue, une municipalité ou un camp de vacances.

Réalisations en 2006-2007

Au volet « Organismes et municipalités » : 554 organismes et municipalités ont reçu une aide financière pour payer les services d'accompagnement.

Au volet « Camps de vacances » : 21 camps de vacances ont reçu une aide financière pour payer les services d'accompagnement.

<i>Le Programme d'assistance financière à la Ville de Longueuil</i>

Budget original 2006-2007 : 1 368 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Entente avec la Ville de Longueuil pour le financement du Parc national de l'Archipel. Il s'agit de crédits requis pour payer la subvention en service de dette à la Ville de Longueuil dans le cadre de l'entente signée en 1985, entre le gouvernement du Québec et la Ville de Longueuil, concernant la mise en œuvre du Parc national de l'Archipel, selon le concept des réseaux thématiques de loisir (marche, cyclisme, etc.), dans le but :

- de favoriser l'accès au fleuve à toute la population métropolitaine et québécoise;
- de protéger et d'améliorer les habitats fauniques du territoire;
- de favoriser l'implantation de grands axes réservés au loisir de plein air dans les milieux fortement urbanisés;
- d'associer les intervenants publics, parapublics et privés dans une optique de mise en valeur intégrée et équilibrée des ressources.

Objectif

Subventionner, annuellement, le service de dette au regard de l'entente. Les travaux pour la création du Parc national de l'Archipel se sont terminés au cours de l'exercice 1990-1991 et les emprunts obligataires émis pour le financement de ce dernier prendront fin en 2010.

Réalisations en 2006-2007

Le versement de l'aide financière s'est poursuivi à l'exercice financier 2006-2007. Les sommes ont été versées à la Ville de Longueuil, conformément à la cédule de remboursement du règlement d'emprunt.

*d.n.d = donnée non disponible

Le Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir

Budget original 2006-2007 : 3 107 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Objectifs

Soutenir et encourager les centres communautaires de loisir (CCL) à réaliser des interventions en matière de loisir et de sport qui répondent aux besoins de l'ensemble de la population et qui incitent cette dernière à se prendre en main, à s'approprier et à développer le loisir communautaire en fonction du milieu de vie.

Critères d'admissibilité

- Être un organisme à but non lucratif légalement constitué, dirigé par un conseil d'administration élu par une assemblée générale (*membership* individuel et non des organismes), qui favorise la représentation de la population au conseil d'administration.
- Répondre à la définition d'un centre communautaire de loisir.
- Avoir des règlements généraux dûment approuvés, en accord avec les objectifs de la charte et fonctionner depuis au moins trois ans.
- Disposer en permanence de son propre lieu physique, de ses propres ressources humaines en animation et de ressources matérielles adéquates pour la durée de la subvention.
- Compter, en plus d'un employé cadre à temps plein qui agit à titre de gestionnaire de l'organisme, au moins une personne à temps plein affectée à l'animation (ou l'équivalent de deux personnes à mi-temps).
- Démontrer qu'il offre à l'ensemble de la population des activités de loisir communautaire en vue d'une action éducative et sociale, de manière à créer un véritable milieu de vie en interaction avec la communauté locale.

Réalisations en 2006-2007

Dans le cadre du plan triennal (2005-2008), le programme a permis de soutenir financièrement 54 centres communautaires de loisir.

Un processus de révision du Programme est prévu au cours des prochains mois, en collaboration avec la Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs, en prévision du prochain plan triennal (2008-2011).

• * d.n.d = donnée non disponible

*Le Programme d'assistance financière à l'action communautaire autonome***Budget original 2006-2007 : 740 900 \$**

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Au cours de l'exercice financier 2002-2003, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire, le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) a examiné la mission de tous les organismes communautaires connus afin de rattacher chacun au ministère ou à l'organisme gouvernemental avec lequel sa mission et ses orientations étaient les plus compatibles.

Dans ce contexte, le SACA a identifié 49 organismes communautaires antérieurement soutenus financièrement par le SACA, le ministère de l'Éducation (MEQ) ou le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) (et souvent aussi par le Secrétariat au loisir et au sport (SLS)) dont la mission correspondait, dans une large mesure, à celle du SLS et pour lesquels il a été identifié comme le port d'attache gouvernemental unique.

Aussi, tous les crédits affectés antérieurement à ces organismes comme soutien à leur mission globale par le SACA, le MEQ et le MSSS ont été transférés au SLS à compter du 1^{er} avril 2003.

En 2003-2004 et 2004-2005, conformément à une exigence de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire, le SLS (intégré au Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) a versé de façon ad hoc (sans programme normé) toutes les sommes reçues des autres ministères aux mêmes organismes qu'en 2002-2003 afin de protéger leurs acquis.

En 2005-2006, le SLS a intégré aux crédits du Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir et du Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances toutes les sommes reçues des autres ministères depuis 2003-2004 pour ces types d'organismes.

Enfin, en 2006-2007, toujours dans le cadre de la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire, le Ministère a accueilli neuf organismes nationaux de loisir, dont six en loisir scientifique et trois en loisir culturel. Le SLS a versé à ces organismes, de façon ad hoc (sans programme normé), les sommes correspondantes reçues de leur ministère d'origine.

Réalisations en 2006-2007

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a accordé une subvention à 16 organismes, soit 13 fédérations de loisir et 3 associations régionales pour personnes handicapées.

* d.n.d = donnée non disponible

<i>Le Programme de soutien à l'action bénévole</i>
--

Budget original 2006-2007 : 10 400 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Ce programme vise à soutenir financièrement les municipalités et les corporations sans but lucratif dans leurs efforts pour combler des besoins en activités communautaires, de loisir et de sport, de même qu'en équipements légers.

Organismes admissibles

- Municipalités
- Corporations sans but lucratif
- Corporations de villages nordiques
- Conseils de bande indiens

Projets admissibles

Tout projet relatif à des équipements de loisir (construction, agrandissement, restauration, achat, etc.), à des activités de loisir et de sport ou à des activités communautaires.

Réalisations en 2006-2007

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a accordé 22 965 subventions dans le cadre de ce programme d'aide financière.

* d.n.d = donnée non disponible

Le Programme d'assistance financière aux organismes provinciaux de sport

Budget original 2006-2007 : 6 401 500 \$

Description

Soutien au fonctionnement des organismes provinciaux de sport suivants :

- multisports :
 - Corporation Sports-Québec;
 - Fédération québécoise du sport étudiant (FQSE);
 - Centre national multisport - Montréal;
 - Conseil du sport de haut niveau de Québec;
 - Fondation de l'athlète d'excellence du Québec;
 - École sport-études;
 - Commissions scolaires accueillant des programmes sport-études reconnus;
 - Cercle sportif de la Porte du Nord et de l'Est;
 - Égale Action.
- unisport :
 - 66 fédérations sportives incluant 5 fédérations pour personnes handicapées (sourds, aveugles, paralytiques cérébraux, fauteuils roulants et Jeux olympiques spéciaux).

Objectif

Permettre à ces organismes d'assumer auprès de leurs membres les mandats qui leur sont reconnus, à savoir :

- Fédérations sportives : mettre en place des structures démocratiques, régir leurs disciplines, assurer la formation de leurs cadres (entraîneurs, officiels, administrateurs), rendre leur expertise accessible à la base.
- Corporation Sports-Québec : coordonner la réalisation des Jeux du Québec régionaux et des Finales nationales, coordonner le volet théorique du Programme national de certification des entraîneurs, organiser des événements de valorisation des intervenants en sport, coordonner les programmes de bourses et représenter les fédérations sportives.
- Fédération québécoise du sport étudiant : coordonner la réalisation d'événements sportifs dans le milieu de l'éducation en conformité avec les protocoles intervenus avec les fédérations sportives concernées.
- Centre national multisport - Montréal et Conseil du sport de haut niveau de Québec : offrir aux athlètes et entraîneurs de haut niveau les services nécessaires à l'atteinte de performances optimales sur la scène mondiale.
- Fondation de l'athlète d'excellence : convaincre le secteur privé ou tout autre organisme d'investir au sein de la Fondation afin de mieux soutenir les athlètes québécois qui compétitionnent sur la scène internationale; supporter les athlètes par des programmes de bourses.
- École sport-études : offrir aux athlètes-étudiants inscrits dans les 22 cégeps et 6 universités affiliés à l'École, un encadrement pédagogique adapté afin qu'ils (elles) puissent poursuivre simultanément leur carrière sportive et leurs études.
- École sport-études secondaire : offrir aux athlètes-étudiants inscrits dans 34 écoles secondaires un encadrement sportif et pédagogique leur permettant de concilier le sport et les études.

Critères d'admissibilité

Pour les fédérations sportives:

- être un organisme sans but lucratif légalement constitué;
- exister depuis deux ans;
- poursuivre des buts d'intérêt général dans le secteur du sport;
- être un organisme ouvert à l'ensemble des citoyens;
- posséder des structures internes garantissant le contrôle démocratique par les membres;
- réaliser des interventions à portée provinciale;
- regrouper la majorité des participants au Québec.

Pour les commissions scolaires ayant des écoles accueillant des programmes reconnus : regrouper des athlètes identifiés et avoir signé un protocole avec la fédération concernée.

Pour les organismes multisports, ce sont des subventions spécifiques qui ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un programme normé et ne sont pas soumises à des critères d'admissibilité particuliers. Cela doit cependant correspondre à des mandats reconnus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Réalisations en 2006-2007

- Soutien aux organismes multisports comme la Corporation Sports-Québec, la Fédération québécoise du sport étudiant, le Centre national multisport-Montréal.
- Soutien auprès de 66 fédérations unisports, incluant 5 fédérations pour personnes handicapées.
- Soutien à 14 fédérations sportives dans le dossier femmes et sport.
- Soutien à la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec.
- Soutien au Cercle sportif de la Porte du Nord et de l'Est.
- Soutien au Conseil du sport de haut niveau de Québec.
- Soutien à 34 écoles dans 32 disciplines accueillant des programmes sport-études reconnus.

Le Programme d'assistance financière au développement de l'excellence sportive

Budget original : 2006-2007 **7 172 300 \$**

Nombre de projets reçus : 206 (demandes de soutien pour des événements spéciaux)

Nombre de participants : d.n.d.*

Description

Soutien aux fédérations sportives pour la réalisation de leurs plans de développement de l'excellence incluant le soutien aux fédérations pour l'engagement d'entraîneurs des clubs sportifs (haut niveau).

Soutien à l'organisation au Québec d'événements sportifs d'envergure canadienne et internationale (événements spéciaux).

Objectifs

- Atteindre les objectifs énoncés dans la politique québécoise de développement de l'excellence, à savoir : placer le plus d'athlètes québécois au sein des équipes canadiennes qui participeront aux compétitions internationales et aux grands Jeux (Olympiques, Commonwealth, Pan-américains, etc.).
- Préparer les équipes du Québec aux Jeux du Canada d'été 2009.
- Soutenir l'organisation d'événements sportifs de niveaux canadien et international.

Critères d'admissibilité

- Organismes provinciaux : les disciplines sportives considérées prioritaires par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport selon les normes du programme.
- Événements spéciaux : les événements soumis et priorisés par les fédérations sportives provinciales.

Réalisations en 2006-2007

- soutien à l'organisation de 105 événements sportifs de haut niveau pour 42 fédérations sportives;
- soutien à la mise en œuvre du plan de développement de l'excellence de 46 disciplines ainsi qu'à 2 disciplines pour personnes handicapées incluant la préparation des équipes du Québec pour les Jeux du Canada de 2007 et 2009;
- soutien aux projets de 7 autres disciplines présentes au programme des Jeux du Canada et aux Jeux Olympiques et 22 disciplines pour personnes handicapées qui sont inscrites aux Grands Jeux Internationaux.

* d.n.d = donnée non disponible

<i>Le Programme Kino-Québec</i>

Budget original 2006-2007 : 2 575 000 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants d.n.d.*

Objectif

Promouvoir un mode de vie physiquement actif pour contribuer au mieux-être de l'ensemble de la population québécoise.

Cette subvention est conforme à la convention Kino-Québec signée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ses partenaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux et les agences de la santé et des services sociaux (agences), et aux cibles d'action 2005-2008 du Programme de Kino-Québec. Le plan d'action est actualisé par 32,5 conseillers Kino-Québec, rattachés aux directions de santé publique des agences.

Soutenir la Corporation Québec en forme (1 M\$) afin de contribuer à l'amélioration de la santé et de l'autonomie globale des enfants, prioritairement ceux provenant de familles de milieux défavorisés, par l'implantation d'un programme durable de promotion et de participation à des activités physiques et sportives.

Organismes bénéficiaires

- Les 18 agences incluant le conseil Cri et le Nunavik.
- L'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec à titre de fiducie Kino-Québec pour coordonner la réalisation des priorités provinciales.
- La Corporation Québec en forme.

Volets de subventions

A. Aide financière aux agences :

- subventions qui varient de 35 600 \$ à 203 600 \$.

B. Réalisation des priorités provinciales :

- subvention de 155 000 \$ à l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre du Québec (fiducie).

C. Aide financière à Québec en forme (1 M\$).

Réalisations en 2006-2007

- Mise en œuvre des cibles d'action 2005-2008 du programme Kino-Québec par la réalisation du plan national d'activités Kino-Québec 2006-2007.
- Bourse École active : subventions accordées à des projets d'aménagement ou d'achat d'équipement dans les écoles primaires et secondaires.
- Campagne de promotion de la marche « Rendez-vous d'automne » auprès des adultes en milieu de travail et du milieu municipal.
- Poursuite du soutien à Viactive, programme d'exercices pour les aînés, animé par des aînés bénévoles par l'organisation d'une rencontre provinciale des conseillers du Programme Viactive.
- Poursuite de la collaboration à la mise en place de « Québec en forme » rejoignant plus de 35 000 enfants, impliquant plus de 600 partenaires dans 8 régions administratives.
- Participation aux activités promotionnelles et aux interventions terrains dans le cadre de la campagne promotionnelle sur les saines habitudes de vie « Vas-y, fais-le pour toi ! », maintenant connue sous le nom de « Bougez plus, mangez mieux ».
- Participation à la réalisation de la seconde édition de la Journée nationale du sport et de l'activité physique.
- Promotion de Plaisirs d'hiver : stratégie communicationnelle pour inciter les municipalités et leurs partenaires ainsi que les écoles primaires à favoriser la pratique d'activités physiques hivernales.

* d.n.d = donnée non disponible

- Production d'un avis scientifique intitulé « L'activité physique et le poids » et préparation d'un second avis portant sur l'activité physique et la santé osseuse.
- Préparation d'un contenu de formation pour le réseau des conseillers Kino-Québec ayant pour thème : « L'activité physique, le poids et la santé ».
- Production d'un dépliant à l'intention des femmes enceintes intitulé : « Active pour la vie ».
- Production de nouvelles routines pour les intervenants qui animent des exercices pour les groupes d'ainés participant à *Viactive*.
- Soutien financier à Vélo Québec pour le programme « Mon école à pied, à vélo ».
- Monitoring et bilan auprès des régions quant à la réalisation de leurs conventions d'objectifs et de résultats attendus 2005-2006.
- Préparation en vue du monitoring des conventions d'objectifs et de résultats attendus 2006-2007.
- Soutien financier à l'Institut national de santé publique du Québec pour l'évaluation (2000-2007) de l'activité Plaisir sur galce / Plaisir d'hiver.
- Évaluation de la campagne « Rendez-vous d'automne ».

<i>Le Programme d'assistance financière aux Grands Jeux</i>

Budget original 2006-2007 : 2 223 600 \$

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Objectifs

Soutenir un ensemble d'événements de niveau québécois, canadien et international afin de favoriser la participation des athlètes à des compétitions d'envergure.

Réalisations en 2006-2007

- Jeux du Québec :
 - soutien aux comités organisateurs et aux Unités régionales de loisir et de sport pour la réalisation des Jeux régionaux dans chacune des 19 régions identifiées pour les Jeux du Québec,
 - soutien à la Corporation Sports-Québec pour le transport des participants aux Finales nationales hiver 2007 et été 2007,
 - soutien au comité organisateur de la Finale hiver 2007 pour l'organisation de ces Jeux ainsi qu'au comité organisateur de la Finale été 2007,
 - soutien aux immobilisations auprès des propriétaires d'équipement qui seront utilisés à Sept-Îles (été 2007).
- Défi sportif :
 - soutien à cet événement sportif qui s'adresse aux athlètes handicapés et qui se tient à chaque année à Montréal. Un volet international avec des athlètes paralympiques est aussi intégré à cette compétition.
- Événements récurrents :
 - soutien à plusieurs événements d'envergure internationale qui se tiennent au Québec, notamment le Challenge Bell (tennis), le Vélirium (vélo de montagne), le Grand prix cycliste de Beauce, les Internationaux de tennis juniors de Repentigny, le Tour cycliste de l'Abitibi, le Tournoi international de hockey pee-wee de Québec, le Challenge de volley-ball de Repentigny, la Classique internationale de canot de la Mauricie.

- * d.n.d = donnée non disponible

<i>Le Programme Équipe Québec</i>

Budget original : 2006-2007 6 000 000 \$

Nombre de demandes agréées : 676 (510 athlètes, 116 entraîneurs)

Nombre de demandes refusées : 39

Description

Le Programme *Équipe Québec* vise à offrir aux athlètes québécois un appui financier leur permettant de bénéficier d'une situation plus stable, de plus grandes possibilités d'entraînement et d'un meilleur encadrement. Il s'agit d'assurer aux athlètes qui évoluent sur la scène internationale le soutien financier et l'encadrement professionnel requis pour favoriser leurs chances de succès à ce niveau. Le programme permet également de fournir un appui financier aux entraîneurs qui encadrent l'élite sportive québécoise afin d'améliorer leurs conditions de travail et ainsi participer à la professionnalisation du travail d'entraîneur.

Le Programme *Équipe Québec* sert enfin à promouvoir les valeurs et les bienfaits du sport et de l'activité physique par la mise en place d'un forum annuel ayant pour objectif de permettre aux athlètes et aux entraîneurs d'échanger sur leur cheminement et leurs préoccupations et par la tenue d'activités ponctuelles qui permettront de mettre en lumière les valeurs et les bienfaits du sport et de l'activité physique auprès des jeunes Québécoises et Québécois, dans le but ultime de favoriser une culture sportive.

Objectifs

- soutenir de façon appropriée les athlètes dans leur projet d'excellence vers les plus hauts sommets de la performance sportive en leur octroyant une bourse d'entraînement annuelle de 6 000 \$;
- donner à ces athlètes l'opportunité de se développer sur une période de temps suffisamment longue pour qu'ils puissent atteindre un niveau de performance de calibre international en les aidant à assumer les coûts liés à l'entraînement et aux compétitions;
- motiver la prochaine génération d'athlètes québécois à joindre les équipes participant aux compétitions sportives internationales;
- faciliter la transition de ces athlètes lorsqu'ils se retirent de la compétition active de haut niveau;
- améliorer les conditions de pratique professionnelle des entraîneurs des athlètes d'Équipe Québec par une contribution financière annuelle de 20 000 \$;
- motiver la prochaine génération d'entraîneurs à se former et à se développer comme entraîneurs professionnels;
- valoriser la profession d'entraîneur et permettre à ceux qui le souhaitent de se consacrer à l'entraînement sportif à temps plein.

En ce qui concerne le soutien à la promotion des valeurs et des bienfaits du sport :

- favoriser l'émergence d'une culture sportive au Québec et promouvoir les valeurs et les bienfaits du sport et de l'activité physique,
- par la mise en place d'un forum annuel des athlètes et des entraîneurs d'*Équipe Québec*, permettre aux athlètes et aux entraîneurs de haut niveau d'échanger sur leur cheminement et leurs préoccupations, entre eux et avec les dirigeants du mouvement sportif.

Critères d'admissibilité

Dans le cas des athlètes :

- tous les athlètes québécois identifiés « *excellence* », par les fédérations sportives québécoises reconnues auprès du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et qui font régulièrement des compétitions sur la scène internationale;
- ces athlètes doivent résider au Québec, être membres en règle de leur fédération sportive québécoise et représenter le Québec sur la scène canadienne ;

- ceux qui se retirent de la compétition active peuvent demeurer boursiers d'*Équipe Québec* et obtenir, pendant une année, une bourse d'un montant maximal de 4 000 \$ définie selon le nombre d'années pendant lesquelles ils auront eu le statut d'athlète boursier d'*Équipe Québec*.

Dans le cas des entraîneurs :

- tous les entraîneurs qui sont reconnus officiellement comme « entraîneur permanent » et « premier responsable » de l'encadrement annuel des athlètes boursiers d'*Équipe Québec*, tel que validé par la fédération sportive concernée;
- ces entraîneurs doivent résider au Québec et être membres en règle de leur fédération sportive québécoise;
- ces entraîneurs sont réputés à temps plein selon les normes du Programme de soutien au développement de l'excellence (PSDE) : ils devront être actifs en entraînement sportif au moins 1 800 heures par année pour être considérés à temps plein.
- seuls les entraîneurs détenant une certification de niveau 3 du Programme national de certification des entraîneurs (PNCE) seront admissibles.

Réalisations en 2006-2007

- 494 athlètes ont pu bénéficier d'une bourse
- 16 athlètes retraités ont reçu une aide financière
- 116 entraîneurs permanents et premiers responsables ont aussi été soutenus dans le cadre du programme.

En ce qui concerne le programme de promotion des bienfaits et des valeurs du sport :

- plus de 155 activités ont été réalisées dans les écoles du Québec.
- le programme de parrainage « Aux Jeux du Québec, on recrute des champions pour l'avenir » a permis à 22 athlètes d'être impliqués dans le programme.

<i>Sécurité, recherche et coopération</i>

Budget original 2006-2007 : **300 000 \$**

Nombre de projets reçus : d.n.d.*

Nombre de participants : d.n.d.*

Les projets et activités réalisés au SLS :

- Promotion de la sécurité (50 000 \$)
- Observatoire québécois du loisir (40 000 \$)
- Aide au fonctionnement de l'Agence de communication du sport amateur québécois (120 000 \$)
- Conférence des ministres responsables de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES) (50 000 \$)
- Le solde a été affecté à la réalisation de certaines études présentées à la question 170.

* d.n.d = donnée non disponible

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Sommes investies en 2006-2007 dans le programme de soutien aux Infrastructures de loisir et de sport. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Une somme de 12 M\$ a été investie en 2006-2007 dans le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique pour le Programme de soutien aux installations sportives et récréatives.

Une somme de 24 M\$ sera versée en 2007-2008 pour ce même programme.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Montant des subventions accordées par le Secrétariat au loisir et au sport aux fédérations sportives par le biais du programme de soutien aux opérations régulières pour 2006-2007. Liste des fédérations sportives en bénéficiant et montant alloué à chacune d'entre elle.

RÉPONSE

Le détail des subventions accordées aux fédérations sportives (organismes provinciaux unisports) se trouve à l'annexe ci-joint.

6212- Organismes provinciaux unisports

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION 2006-2007	PRÉVISION 2007-2008
Association amateur de danse sportive du Québec inc.	5 000	
Association de tae-kwon-do du Québec inc.	43 871	
Association de triathlon du Québec	60 702	
Association des clubs de biathlon du Québec	25 000	
Association québécoise d'aviron inc.	10 000	
Association québécoise de canoé-kayak de vitesse	25 000	
Association québécoise de sport pour paralytiques cérébraux	33 000	
Association québécoise de télémark	5 000	
Association québécoise des sports en fauteuil roulant	67 527	
Association sportive des aveugles du Québec	33 000	
Association sportive des sourds du Québec inc.	33 000	
Commission de surf des neiges du Québec	25 000	
Corporation de kick boxing amateur du Québec	5 000	
Curling Québec	71 471	
Fédération équestre du Québec	79 322	
Fédération d'haltérophilie du Québec	50 056	
Fédération de basket-ball du Québec	96 689	
Fédération de crosse du Québec inc.	47 039	
Fédération de culture physique amateur québécoise FCPAQ inc.	5 000	
Fédération de football amateur du Québec	74 185	
Fédération de gymnastique du Québec	108 455	
Fédération de lutte olympique du Québec inc.	5 000	
Fédération de nage synchronisée du Québec	68 482	
Fédération de natation du Québec	110 056	
Fédération de net-ball amateur du Québec	5 000	
Fédération de patinage artistique du Québec	72 724	
Fédération de pétanque du Québec inc.	55 065	
Fédération de rugby du Québec	5 000	
Fédération de soccer du Québec	216 609	
Fédération de tennis de table du Québec inc.	69 471	
Fédération de tir à l'arc du Québec inc.	46 125	
Fédération de volley-ball du Québec	99 204	

Fédération des quilles du Québec	15 000	
Fédération des sports à quatre murs du Québec inc.	98 242	
Fédération du baseball amateur du Québec inc.	121 822	
Fédération du plongeon amateur du Québec	62 986	
Fédération québécoise d'athlétisme	95 298	
Fédération québécoise de kin-ball	63 072	
Fédération québécoise de badminton inc.	109 343	
Fédération québécoise de ballon sur glace	10 000	
Fédération québécoise de canoé-kayak d'eau vive	10 000	
Fédération québécoise de canotage long parcours	5 000	
Fédération québécoise de dynamophilie	5 000	
Fédération québécoise de handball olympique	51 301	
Fédération québécoise de hockey sur glace inc.	162 691	
Fédération québécoise de ski alpin	96 880	
Fédération québécoise de ski nautique inc.	55 464	
Fédération québécoise de tennis	138 327	
Fédération québécoise de boxe olympique	60 393	
Fédération québécoise de golf	96 051	
Fédération québécoise de ski acrobatique	10 000	
Fédération québécoise de tir	72 067	
Fédération québécoise des sports cyclistes	140 622	
Judo-Québec inc.	86 376	
Karaté Québec	46 051	
La Fédération auto-Québec inc.	3 750	
La Fédération d'escrime du Québec	52 428	
La Fédération de la voile du Québec ltée	65 601	
La Fédération de patinage de vitesse du Québec	85 161	
La Fédération de water-polo du Québec	5 000	
Olympiques spéciaux Québec	63 138	
Orientering Québec	5 000	
Ringuette Québec	15 000	
Service national des sauveteurs inc.	66 648	
Ski de fond Québec	56 610	
Softball Québec	62 817	
TOTAL	3 749 192	4 325 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Sommaire des subventions accordées aux autres organismes sportifs et liste détaillée des subventions accordées dans le cadre de ces programmes :

- a) Programme de soutien aux événements sportifs;
- b) Centre national multisport-Montréal;
- c) Fédération québécoise du sport étudiant;
- d) Corporation Sports-Québec;
- e) Programme Équipe-Québec;
- f) Les bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence;
- g) Les bourses de la Fondation Palestre nationale;
- h) Soutien aux athlètes identifiés auprès de la Direction du sport et de l'activité physique.

RÉPONSE

- a) **Programme de soutien aux événements sportifs :**
 322 000 \$ ont été versés aux fédérations sportives pour soutenir 107 projets. Un total de 44 fédérations ont été soutenues pour un montant variant principalement de 1 000 \$ à 10 000 \$ par projet.
- b) **Centre national multisports – Montréal (CNM – M)**
 Le Secrétariat au loisir et au sport, un des six partenaires fondateurs, verse annuellement 500 000 \$ au CNM-M. Cette subvention vise à soutenir les services périphériques (physiothérapie, services médicaux, évaluation d'entraînement, etc.) pour les athlètes « excellence » et, à un autre niveau, les athlètes « élite » et « relève ». Une partie de la subvention contribue à la réalisation d'activités de formation et de perfectionnement de l'Institut national de formation des entraîneurs.
 Un montant supplémentaire de 250 000 \$ a été versé en 2006-2007 pour l'organisation du Forum Équipe Québec et pour la gestion du Programme « Jouez gagnant ».
- c) **Fédération québécoise du sport étudiant**
 Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a accordé une subvention de 400 000 \$ à la Fédération québécoise du sport étudiant pour la réalisation de ses mandats. Un montant supplémentaire de 250 000 \$ pour soutenir la mise en œuvre du Programme ISO-Actif provient de l'entente signée avec le gouvernement fédéral sur la participation en sport.
- d) **Corporation Sports-Québec**
 La Corporation Sports-Québec a reçu un soutien financier de 1 082 000 \$ pour la réalisation de ses principaux mandats, soit administrer et organiser le Programme des Jeux du Québec (620 000 \$); valoriser les athlètes, les cadres sportifs et les bénévoles et soutenir l'organisation du Gala Sports-Québec (160 000 \$); coordonner la mission du Québec aux Jeux de la Francophonie canadienne (17 000 \$); offrir des services administratifs au Conseil québécois de la médecine du sport (10 000 \$); gérer le volet théorique du Programme national de certification des entraîneurs (PNCE) (215 000 \$); collaborer à certains dossiers nationaux (sports-études, formation des entraîneurs, soutien à l'excellence, etc.) et à la représentation sur le plan canadien (60 000 \$).
- e) **Programme Équipe Québec**

Ce Programme a été lancé en juillet 2003. Les athlètes et les entraîneurs admissibles peuvent déposer leur candidature au programme durant toute l'année. Pour 2006-2007, les subventions ont servi à soutenir les athlètes à raison de 6 000 \$ chacun et les entraîneurs; 20 000 \$ chacun. Le budget a également servi à organiser le Forum des athlètes et des entraîneurs et à mettre en place le Programme sur les valeurs du sport et de l'activité physique. Au total, ce sont 494 athlètes d'excellence, 16 athlètes retraités et 116 entraîneurs qui ont profité du programme en 2006-2007.

f) Bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence (FAE)

Le Ministère a accordé 125 000 \$ à la FAE (entente de 6 ans à raison de 125 000 \$/an, 2005-2011). Cinq bourses de recrutement de 6 000 \$ et 3 bourses « excellence » hors réseau de 1 500 \$ sont identifiées au Ministère.

g) Aucune subvention n'est versée à la Fondation Palestre nationale.

h) La réponse à cette question se trouve à la question n° 48.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Soutien financier accordé aux athlètes québécois pour l'exercice financier 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Il y a trois modalités de soutien financier du gouvernement du Québec aux athlètes québécois :

1. Le Programme Équipe Québec a été instauré en 2003-2004 et permet à des athlètes identifiés « excellence » par le Ministère de recevoir des bourses de l'ordre de 6 000 \$. En 2006-2007, à sa quatrième année d'existence, 494 athlètes de niveau « excellence » ont été soutenus pour un total de 2 702 000 \$ en bourses. Certains athlètes ont reçu des montants moindres que le 6 000 \$, car ils n'étaient admissibles qu'à la moitié de la bourse, selon le moment de leur sélection. Finalement, 16 athlètes retraités ont aussi été retenus dans le cadre du programme pour des montants variant entre 2000 \$ et 4000 \$, selon le nombre d'années pendant lesquelles ils auront eu le statut d'athlètes identifiés « excellence ».
2. La Fondation de l'athlète d'excellence du Québec a reçu une subvention de 125 000 \$ complétant ainsi l'entente de partenariat avec le Ministère (750 000 \$ sur 6 ans, 2005-2011). Grâce au soutien des gouvernements et du secteur privé, la Fondation verse à chaque année des bourses aux athlètes des catégories « excellence » et « élite » identifiés en collaboration avec les fédérations sportives, ainsi qu'aux athlètes évoluant dans les réseaux du sport universitaire. En 2006-2007, la Fondation a accordé 242 bourses pour un total de 548 000 \$.
3. La mesure de crédit d'impôt remboursable pour athlète de haut niveau qui rejoint tous les athlètes identifiés de niveaux « excellence », « élite » et « relève » (2 946 athlètes différents en 2006 pour, à tout le moins, une partie du montant maximal). La mesure est estimée à 5 millions de dollars et est gérée directement par Revenu Québec. Le relevé pour obtenir le crédit d'impôt est envoyé directement aux athlètes bénéficiaires par le Secrétariat au loisir et au sport.

Les prévisions pour 2007-2008 ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Sommaire des subventions accordées et liste des subventions accordées dans le cadre des programmes suivants :

- a) Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir (6111-6112-6113);
- b) Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées (6121);
- c) Programme d'assistance financière aux unités régionales de loisir et de sport (6122);
- d) Programme d'assistance financière aux camps de vacances (6131-6132);
- e) Programme d'assistance financière aux manifestations locales de la Fête nationale (6140);
- f) Programme Chantiers jeunesses
- g) Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience (6171-6172-6173);
- h) Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir (6180);
- i) Programme d'assistance aux clubs de motoneigistes (6186);
- j) Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains (6187);
- k) Soutien financier au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec (6150);
- l) Soutien financier au Conseil québécois du loisir (6160);
- m) Soutien financier pour le projet Archipel (Ville de Longueuil) (6175)

RÉPONSE

Le sommaire et la liste des subventions pour chacun des programmes mentionnés ci-dessus, au numéro d'activité mentionné pour chacun, se trouvent à l'annexe ci-joint.

Il est à noter que le Programme d'assistance aux clubs de motoneigistes et le Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains ont été transférés au ministère des Transports le 1^{er} avril 2006.

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION - PREVISION	
	2006-2007	2007-2008
Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées	82 540	
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	83 600	
Fédération québécoise du loisir en institution	85 940	
Fédération québécoise du scoutisme	95 960	
La Fédération de l'âge d'or du Québec	93 450	
Fédération des familles-souches du Québec	91 450	
	TOTAL	532 940
		532 940

6112- Organismes nationaux de loisir récréo-touristique

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PRÉVISION
	2006-2007	2007-2008
Fédération des agriculteurs du Québec	76 504	
L'Association des camps du Québec inc.	88 220	
Mouvement québécois des vacances familiales	58 266	
Regroupement pour le tourisme jeunesse au Québec inc.	92 230	
Société des fêtes et festivals du Québec	87 990	
	TOTAL	403 210
	403 210	403 210

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PREVISION
	2006-2007	2007-2008
Association québécoise pour le tourisme équestre et l'équitation de loisirs	85 480	
Fédération québécoise de camping et de caravanning	99 230	
Fédération québécoise de la marche	86 310	
Fédération québécoise de la montagne et de l'escalade	79 220	
Fédération québécoise des activités sub-aquatiques	69 540	
La Fédération québécoise du canot et du kayak	90 690	
Société québécoise de spéléologie	85 590	
Vélo-Québec association	90 590	
TOTAL	686 650	686 650

6121- Organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PREVISION
	2006-2007	2007-2008
Commission loisir et sport de la Baie-James	11 500	
Conseil sport loisir de l'Estrie	64 500	
Corporation régionale de loisir et de sport de Lanaudière	65 000	
Loisir et sport Montérégie	175 000	
Regroupement loisirs et sports Saguenay-Lac-Saint-Jean	72 000	
Sport et loisir de l'Île de Montréal	157 000	
Unité de loisir et de sport Abitibi-Témiscamingue (ULSAT)	64 500	
Unité régionale de loisir et de sport du Bas-Saint-Laurent inc.	69 000	
Unité régionale de loisir et de sport de l'Outaouais	64 500	
Unité régionale de loisir et de sport de la région Chaudière-Appalaches	70 000	
Unité régionale de loisir et de sport de la région de Québec	71 000	
Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine inc.	63 500	
Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie	64 500	
Unité régionale de loisir et de sport de Laval	65 500	
Unité régionale de loisir et de sport du Centre-du-Québec	64 500	
Unité régionale de loisir, de sport et de plein air des Laurentides	68 000	
Unité régionale loisir et sport de la Côte-Nord	68 500	
TOTAL	1 278 500	1 278 500

6122- Unités régionales de loisir et de sport

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION		PRÉVISION	
	2006-2007		2007-2008	
Administration régionale Crie		120 000		
Commission loisir et sport de la Baie-James		120 000		
Conseil sport loisir de l' Estrie		353 000		
Corporation régionale de loisir et de sport de Lanaudière		353 000		
Loisir et sport Montréal		557 000		
Regroupement loisirs et sports Saguenay-Lac-Saint-Jean		390 500		
Sport et loisir de l' Île de Montréal		616 000		
Unité de loisir et de sport Abitibi-Témiscamingue (ULSAT)		353 000		
Unité régionale de loisir et de sport du Bas-Saint-Laurent inc.		390 500		
Unité régionale de loisir et de sport de l' Outaouais		353 000		
Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches		390 500		
Unité régionale de loisir et de sport de la région de Québec		390 500		
Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine inc.		353 000		
Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie		353 000		
	<i>Secondaire en spectacle</i>	50 000		
Unité régionale de loisir et de sport de Laval		249 500		
Unité régionale de loisir et de sport du Centre-du-Québec		353 000		
Unité régionale de loisir, de sport et de plein air des Laurentides		353 000		
Unité régionale loisir et sport de la Côte-Nord		390 500		
	TOTAL	6 489 000		6 439 000

6131- 6132- Camps de vacances

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION 2006-2007		PRÉVISION
	FONCTIONNEMENT	IMMOBILISATION	2007-2008
Administration régionale Crie	25 000		
Association des citoyennes averties d'Alma inc.	24 522	6 886	
Association des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal inc.	33 460	20 000	
Association des scouts du Canada district de la Mauricie	17 475	2 195	
Association Garagona inc.	34 552	6 575	
Base de plein-air Jean-Jeune	32 096		
Base de plein-air Le Petit Bonheur inc.	35 341		
Base plein air de Bellefeuille	28 850		
Bases de plein air des scouts du Montréal métropolitain (camp Ville-Marie)	32 096	7 153	
Bases de plein air des scouts du Montréal métropolitain (camp Richelieu)	32 096	15 325	
Camp «O» Carrefour inc.	26 130	20 349	
Camp de vacances familiales Valleyfield inc.	37 764		
Camp de Rivière Ouelle inc.	33 666		
Camp des Îles	6 640		
Camp des bouleaux de l'association d'églises baptistes Évangéliques au Québec	25 505	12 000	
Camp familial et communautaire Le Nordet inc.	37 224	28 200	
Camp familial Abitibi-Témiscamingue	21 890	4 454	
Camp familial Les Cèdres inc.	18 166		
Camp familial Saint-Urbain	48 517	7 649	
Camp Amy Molson inc.	45 078		
Camp Boisjoly inc.	19 416		
Camp Brochet	18 155	3 974	
Camp Carowanis inc.	28 191		
Camp Gatineau inc.	48 891	1 337	
Camp Jardin (gan) d'Israël	38 587	10 000	
Camp Jardin d'Hannah (Pardas Chanah)	41 833		
Camp Joli b. inc.	11 880	2 592	
Camp Mariste	32 096	11 298	
Camp Massawippi - centre Mackay	14 346	5 932	
Camp Notre-Dame-de-la-Joie de Nicolet	27 495	31 505	
Camp Olier	19 569		
Camp Ozanam	46 500	8 333	
Camp Péniel inc.	18 060	3 650	
Camp Patmos des églises évangéliques baptiste du Québec	32 225	9 791	
Camp Quatre Saisons inc.	26 185	3 948	
Camp Richelieu de Saint-Hyacinthe inc.	20 070	34 059	
Camp Richelieu Saint-Côme inc.	25 701	10 000	

Camp Richelieu Vive Lajoie inc.	17 085	38 821
Camp Sable Chaud	10 400	1 676
Camp Saint-Donat	41 833	20 000
Camp Saint-François du Petit Lac	9 586	
Camp-école Chicobi inc.	3 735	2 452
Camp-école Trois-Saumons inc. (camp Trois-Saumons)	28 850	6 898
Camp-école Trois-Saumons inc. (camp Minogami)	28 850	2 760
Camp-école Trois-Saumons inc. (camp Bruchesi)	14 556	8 464
Camping familial communautaire C.A.F.A.C.O. inc.	44 366	13 429
Canadian Sunday School Mission	14 557	6 666
Centre de plein air Lasallien inc.	23 045	13 555
Centre de plein air Marie Paule inc.	52 281	20 000
Centre de plein air bleu et blanc inc.	37 224	
Centre de plein air du Lac Flavrian	28 438	16 074
Centre de plein air L'Estacade	21 989	
Centre de plein-air Kennebec	21 852	16 308
Centre de vacances et d'apprentissage loisirs de Saint-Cyprien	26 086	
Centre nautique de l'Istorlet	7 860	12 808
Centre plein air Le Soulier vert inc.	27 273	4 484
Centre vacances nature de Lac Bouchette inc.	13 673	
Centre Normand Léveillé inc.	28 671	9 703
Centre Notre-Dame de Fatima	31 830	30 401
Club lions de Sept-Îles inc.	7 671	
Club vacances «Les Îles»	10 808	8 039
Colonie de vacances des Grèves	38 587	7 863
Commission loisir et sport de la Baie-James	25 000	
Conseil de direction de l'Armée du salut du Canada	14 184	12 170
Corporation camp plein air pour handicapés du Québec (C.C.P.A.H.Q.)	48 891	15 912
Corporation domaine Fatima inc.	12 555	
CCSE Maisonneuve	33 810	
Domaine de l'Amitié inc.	15 087	6 842
Domaine des Prés d'or	48 891	15 000
Domaine Fraser	21 197	
Espaces jeunesse inc. (camp Val-Estrie)	26 856	20 355
Espaces jeunesse inc. (camp de Portneuf)	19 495	3 109
Explos-nature		6 488
Fédération des guides catholiques du diocèse de Trois-Rivières	14 618	1 638
Fondation "Le Terrier" inc.	5 101	4 000
Havre familial	33 460	5 062

La Base de plein air Air-Eau-Bois inc.	27 745	37 500	
La Colonie Sainte-Jeanne d'Arc	45 078	1 727	
L'Association des camps du Québec inc.	25 000		
La Corporation de l'Étincelle (Saint-Henri)	48 517	6 523	
La Corporation du parc des loisirs et des sports de plein air du Mont-Vidéo inc.	4 085	1 080	
La Corporation Cité-Joie inc.	48 891	27 955	
La Fondation au nom de l'enfance	2 628		
La Société Grand Village inc.	29 131		
La Villa familiale des lacs McLaren et Pratte inc.	37 224	8 100	
Le Cercle de l'Amitié N.D.L. (Vanier) inc.	28 830	7 488	
Le Cercle des jeunes naturalistes de l'Est du Québec inc.	9 670	13 680	
Le Club des familles de demain inc.	34 716		
Le Domaine de la Baie Gillies inc.	11 220	1 758	
Le Domaine familial incorporé	21 703	12 000	
Le Domaine Notre-Dame inc.	14 854	39 550	
Les Boys scouts du Canada, le conseil provincial du Québec inc.	16 460	10 000	
Les Camps étudiants de Québec	11 555	2 850	
Les Scouts du district de Québec inc. (Pointe de l'Argentenaye)	11 045		
Les Services communautaires catholiques (F.C.C.S.) inc. (camp Trail's End)	44 666	11 321	
Les Services communautaires catholiques (F.C.C.S.) inc. (camp Kinkora)	44 753	9 589	
Loge Frontière	13 595	3 500	
Mission Old Brewery	23 031	5 280	
Mouvement québécois des vacances familiales	30 000		
Nation Naskapi de Kawawachikamach	5 000		
Plein air Ville-Joie	16 035	3 610	
Rendez-vous familial Pointe Saint-Charles inc.	40 989	1 490	
Société de bienfaisance Marie-Soleil et Jonathan inc.	18 140	900	
Société pour le enfants handicapés du Québec	81 850	10 750	
Société Scogestion (1982) inc.	22 485		
Village des jeunes Notre-Dame de toute joie	32 096	10 000	
TOTAL	2 776 511	824 833	3 646 100

6140- Fête nationale

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PRÉVISION
	2006-2007	2007-2008
Comité de la fête nationale de la Saint-Jean Inc.	619 000	
Mouvement national des québécoises et québécois	3 025 000	
	TOTAL 3 644 000	3 644 000

6150- Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PRÉVISION
	2006-2007	2007-2008
Regroupement des ornanismes nationaux de loisir du Québec	2 575 000	
TOTAL	2 575 000	2 575 000

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION 2006-2007	PRÉVISION 2007-2008
Conseil québécois du loisir	350 000	
TOTAL	350 000	350 000

6172- Accompagnement en loisir pour personnes ayant des capacités - organismes régionaux

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION		PREVISION
	2006-2007		2007-2008
Commission loisir et sport de la Baie-James	4 260		
Conseil sport loisir de l'Estrie	52 441		
Corporation régionale de loisir et de sport de Lanaudière	64 823		
Loisir et sport Montérégie	232 113		
Regroupement loisirs et sports Saguenay-Lac-Saint-Jean	48 212		
Sport et loisir de l'Île de Montréal	361 851		
Unité de loisir et de sport Abitibi-Témiscamingue (ULSAT)	25 381		
Unité régionale de loisir et de sport du Bas-Saint-Laurent inc.	39 123		
Unité régionale de loisir et de sport de l'Outaouais	52 992		
Unité régionale de loisir et de sport de la région Chaudière-Appalaches	68 477		
Unité régionale de loisir et de sport de la région de Québec	119 415		
Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine inc.	19 322		
Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie	46 493		
Unité régionale de loisir et de sport de Laval	61 122		
Unité régionale de loisir et de sport du Centre-du-Québec	46 493		
Unité régionale de loisir, de sport et de plein air des Laurentides	76 702		
Unité régionale loisir et sport de la Côte-Nord	15 780		
TOTAL	1 335 000	1 335 000	

6173- Accompagnement en loisir pour personnes ayant des incapacités - camps (par organisme)

6175- Ville de Longueil

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PREVISION
	2006-2007	2007-2008

Ville de Longueil

1 563 248

TOTAL 1 563 248 1 368 000

6180- Centres communautaires de loisir

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PREVISION
	2006-2007	2007-2008
Association des résidents de Champfleury	28 490	
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	52 659	
Ateliers d'éducation populaire du plateau	123 927	
Carrefour accès loisirs inc.	31 227	
Centre éducatif communautaire René Goupil	157 652	
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	48 204	
Centre communautaire St-Pierre inc.	37 418	
Centre communautaire de loisir Sherbrooke inc.	47 968	
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	51 653	
Centre communautaire de Beauport inc.	73 195	
Centre communautaire de loisir de la Côte des Neiges	79 945	
Centre communautaire le Relais du bout	15 000	
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.	78 298	
Centre communautaire Dawson	75 866	
Centre communautaire Douglas	20 497	
Centre communautaire Hochelaga	33 782	
Centre communautaire Pierre-Lemaire	21 502	
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	44 211	
Centre des loisirs St-Sacrement inc.	15 000	
Centre loisir multi-plus	48 934	
Centre récréatif et communautaire (C.R.C.) St-Donat	15 000	
Centre récréatif Poupart inc.	52 035	
Centre sportif de la Petite-Bourgogne	30 107	
Centre Durocher inc.	47 857	
Centre Landry (1980) inc.	56 715	
Centre Marcel-De-La-Sablonnière	64 085	
Centre Mgr Marcoux inc.	50 794	
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	27 230	
Corporation du centre Jean-Claude-Malépart	44 374	
CCSE Maisonneuve	179 382	
Gestaforme inc.	30 894	
La Corporation du centre du Sablon	19 564	
Le C.L.A.C., centre de loisirs et d'animation culturelle de Guybourg	17 975	
Le Centre communautaire d'Arthabaska inc.	36 344	
Le Centre communautaire le trait d'union	47 253	

Le Centre récréatif St-François-d'Assise inc.	81 108		
Le Patro de Jonquière Inc.	71 138		
Le Patro de Lévis inc.	67 053		
Le Patro le Prévost	83 938		
Le Patro Roc-Amadour (1978) inc.	102 584		
Le Relais des jeunes gatinois	138 189		
Les Loisirs Montcalm inc.	48 124		
Loisirs fleuri-est	28 072		
Loisirs Île du Havre-Aubert inc.	20 903		
Loisirs jeunesse du Cap-de-la-Madeleine inc.	53 895		
Loisirs Lebourgneuf inc.	16 686		
Patro de Charlesbourg inc.	105 940		
Patro de Fort-Coulonge / Mansfield	63 413		
Patro Laval inc.	74 102		
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	128 814		
Pavillon St-Arnaud inc.	53 018		
Relance des loisirs tout 9 inc.	21 561		
Service animation jeunesse de l'Outaouais inc.	81 101		
Société ressources-loisirs de Pointe-aux-Trembles	62 324		
	Total	3 107 000	3 107 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Liste des subventions accordées à la Fédération de l'âge d'or du Québec en 2006-2007.
Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Dans le cadre du Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir, la Fédération de l'âge d'or du Québec a reçu une subvention de 93 450 \$ en 2006-2007.

De plus, dans le cadre du Programme d'action communautaire autonome, 67 820 \$ a été versé. Cette même somme est prévue en 2007-2008, sous réserve de l'approbation des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'aile parlementaire du Parti québécois

QUESTION

Effectifs et subventions de Kino-Québec en 2006-2007. Prévisions 2007-2008.

RÉPONSE

Effectifs affectés au programme Kino-Québec pour 2006-2007

Trois professionnels de l'activité physique *équivalent temps plein* (ETP) à l'équipe de coordination nationale au Secrétariat au loisir et au sport et 32,5 professionnels de l'activité physique ETP répartis dans les 18 agences de santé et de services sociaux (entre 1 et 6 ETP par région selon la population, le territoire, etc.).

Subventions 2006-2007

Voir l'annexe ci-jointe.

Prévisions pour 2007-2008

Voir l'annexe ci-jointe.

6230- Kino-Québec

NOM DE L'ORGANISME	SUBVENTION	PREVISION
	2006-2007	2007-2008
A.D.R.L.S.S.S.S. de l'Abitibi-Témiscamingue	48 717	
A.D.R.L.S.S.S.S. de Chaudière-Appalaches	120 494	
A.D.R.L.S.S.S.S. de la Côte-Nord	48 717	
A.D.R.L.S.S.S.S. de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	48 717	
A.D.R.L.S.S.S.S. de Lanaudière	45 664	
A.D.R.L.S.S.S.S. de l'Estrie	45 664	
A.D.R.L.S.S.S.S. de l'Outaouais	45 664	
A.D.R.L.S.S.S.S. de Montréal	203 647	
A.D.R.L.S.S.S.S. de la Mauricie et Centre-du-Québec	122 857	
<i>Fiducie Kino-Québec</i>	155 000	
A.D.R.L.S.S.S.S. de la Montérégie	126 415	
A.D.R.L.S.S.S.S. de Laval	45 664	
A.D.R.L.S.S.S.S. de la Capitale Nationale	101 538	
A.D.R.L.S.S.S.S. des Laurentides	73 178	
A.D.R.L.S.S.S.S. du Bas-St-Laurent	83 763	
A.D.R.L.S.S.S.S. du Nunavik	35 600	
A.D.R.L.S.S.S.S. du Saguenay-Lac-St-Jean	83 763	
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	46 038	
Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James	35 600	
Institut national de santé publique du Québec	55 027	
Québec en forme	1 000 000	
TOTAL	2 571 727	2 575 000

A.D.R.L.S.S.S.S : Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux